

INFO °06 24 BLAT

Den analytische Bericht vun der Stad Déifferdeng

GEMENGEROTSSÄTZUNG
VUM 27. SEPTEMBER 2024



ATTENTION La commune déménage du 17 février au 8 mars. Découvrez les détails [ici](#)

Fermer x

Conseil communal du 5 février 2025

ACCÈS > CONSEIL COMMUNAL DU 5 FÉVRIER 2025



Conseillers présents

ALTMEISCH Guy (bourgmestre, LSAP)

CELLIEN Eric (DP)

OLTEN Claude (CSV)

WAGNER Thierry (échevin, LSAP)

DA SILVA Elisabeth (DP)

PREGNO Laura (déi gréng)

HARTUNG Gerard dit Jerry (échevin, CSV)

DIDERICH Gary (déi Léink)

SCHEUREN Michel (LSAP)

CHARLÉ Zenia (échevine, LSAP)

HUBERTY Caroline (LSAP)

SCHÜTZ Manon (déi gréng)

AGUIAR Paulo (déi gréng)

MEISCH François dit Franz (DP)

TEMPELS Guy (CSV)

CEMAN Emina (CSV)

MULLER Emry (LSAP)

Absents et excusés

UEVELING Tom (1er échevin, CSV)

ENGEL Morgan (LSAP)

L'AUDIO DES SÉANCES DU CONSEIL COMMUNAL EST DISPONIBLE SUR WWW.DIFFERDANGE.LU.

INFO BLAT^{06 24}

COMPTE-RENDU DU 27 SEPTEMBRE 2024

5-69

STEEL RUN

70

ÉDITEUR Administration communale de la Ville de Differdange, B.P. 12, L-4501 Differdange
Tél.: 58 77 1-01 | F. 58 77 1-1210 | www.differdange.lu | mail@differdange.lu

RÉALISATION Service média et communication

IMPRIMEUR Imprimerie Heintz, Pétange

TIRAGE 500 exemplaires

© PHOTOS Couverture: Joanna Hudyka Photography

INFOBLAT imprimé sur du papier 100 % recyclé
L'INFOBLAT est distribué gratuitement à tous les ménages de la commune de Differdange.

ÉDITION 06/2024, ISSN: 1561-7262, titre clé: Informationsblatt

F Ville de Differdange

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU VENDREDI 27 SEPTEMBRE 2024

CONSEILLERS PRÉSENTS

Guy Altmeisch, bourgmestre (LSAP)
Tom Ulveling, 1^{er} échevin (CSV)
Thierry Wagner, échevin (LSAP)
Jerry Hartung, échevin (CSV)
Zenia Charlé, échevine (LSAP)
Paulo Aguiar (déi gréng)
Eina Ceman (CSV)
Eric Cillien (DP)

Gary Diderich (déi Lénk)
Caroline Huberty (LSAP)
Fränz Meisch (DP)
Erny Muller (LSAP)
Claude Olten (CSV)
Laura Pregno (déi gréng)
Michel Scheuren (LSAP)
Guy Tempels (CSV)

Absents/excusés: Elisabeth Da Silva (DP), Morgan Engel (Piraten), Manon schütz (déi gréng)

Ordre du jour Séance publique

1. Communications du collège échevinal.
2. Premier discours de la nouvelle conseillère communale.
3. Nouveau tableau de préséance du conseil communal.
4. Finances communales:
 - a. Première modification ordinaire de l'exercice 2024 ;
 - b. Diverses augmentations/diminutions de crédits extraordinaires ;
 - c. Fixation du taux de l'impôt commercial pour l'exercice 2025 ;
 - d. Fixation du taux de l'impôt foncier pour l'exercice 2025.
5. Projets communaux :
 - a. Montée du Wangert et du Haut-Wangert – réaménagement, article budgétaire 4/624/221313/2010, devis actualisé ;
 - b. Aalt Spidol – confection d'une tranchée, article budgétaire 4/121/221311/24020, devis ;
 - c. Décomptes de travaux: élimination des eaux allogènes de canalisation des eaux mixtes à Lasauvage 4/520/222100/12019, réaménagement de la rue Belair et de la rue Pasteur – travaux d'infrastructures et de réseaux 4/624/221313/18012, réalisation d'une canalisation d'eaux pluviales entre la route de Bascharage et le Haneboesch 4/624/221313/19036.
6. Plan d'aménagement général et projets d'aménagement particuliers :
 - a. Modifications ponctuelles du PAG à Differdange – saisine du conseil communal suivant l'article 10 de la loi du 19 juillet 2014 concernant l'aménagement communal et le développement urbain concernant :
 - i. la suppression partielle de la protection communale dans le cas de la construction localisée à Differdange sur la parcelle 181/10115 (no 14, rue Pütz),
 - ii. le classement d'une zone spéciale 2 (SPEC-2) et l'adaptation des coefficients du PAP NQ NI02 – Tëschent Lauterbännen afférent,
 - iii. le classement de la parcelle 2400/8407 ainsi que d'une partie de la parcelle 2546/8405 en tant qu'ECO-c1 au lieudit rue Pierre-Gansen,
 - iv. le classement de la parcelle 767/9815 en tant que zone HAB-1 et de la parcelle 767/9816 en tant que REC-1 au lieudit rue des Jardins,
 - v. le classement de la parcelle 1304/9552 ainsi que d'une partie de la parcelle 1304/9706 en tant que zone BEP le long de la rue Émile-Mark,

- vi. la levée du secteur protégé de type environnement construit – façades à conserver sur les bâtiments no 2 et no 2A, Grand-rue à Differdange,
 - vii. le classement de la parcelle 2903/9657 en tant que zone-1 au lieudit route de Pétange;
 - b. Modification ponctuelle du plan d'aménagement particulier dénommé Zwësche Lauterbännchen concernant des fonds sis à Niederkorn, présentée par le collègue échevinal pour le compte de la Ville de Differdange.
- 7. Enseignement fondamental :**
- a. Organisation scolaire 2024-2025 – adaptation de l'horaire de la classe en forêt;
 - b. Plan d'encadrement périscolaire (PEP) 2024-2025 adaptation de l'horaire de la classe en forêt.
- 8. Structures d'accueil: Règlement d'ordre interne adapté pour la maison relais en forêt.**
- 9. École de musique :**
- a. Règlement d'ordre interne destiné aux élèves, parents et représentants légaux des élèves;
 - b. Règlement d'ordre interne destiné aux enseignants.
- 10. Office social de Differdange: compte de l'exercice 2022.**
- 11. Personnel communal: organigramme – créations de postes aux services scolaire, SEA et urbanisme.**
- 12. Actes et conventions :**
- a. Climate City Contract – validation du plan d'action pour la neutralité climatique à l'horizon 2030 de la Ville de Differdange;
 - b. Contrat de réservation avec Immo-Constructions 5 SA pour une vente en futur état d'achèvement concernant des logements pour étudiants situés avenue de la Liberté (ancien Monopol) à Differdange;
 - c. Résiliation d'un commun accord avec effet au 31 décembre 2024 du contrat de projet PPP datant du 9 février 2011 et portant sur le stade municipal ainsi que sur le parking couvert au parc des Sports à Oberkorn;
 - d. Premier avenant au bail emphytéotique avec LU:NEX University of Health, Exercise and Sports;
 - e. Contrat de bail avec la société Collé SA pour la location d'un parking provisoire à Niederkorn;
 - f. Contrat de bail et d'exploitation d'unités d'hébergement avec Simpleviu SÀRL concernant les maisons adjacentes au gîte à Lasauvage;
 - g. Contrats de bail des logements locatifs à Differdange établis suivant les dispositions relatives au logement abordable – maisons sises à Oberkorn, 61, rue de la Métallurgie, et 31, rue des Champs;
 - h. Contrats de bail et avenants concernant des espaces de création au 1535° Creative Hub;
 - i. Contrat de bail concernant le local commercial (ancienne agence bancaire) situé au coin du 52, avenue J.-F.-Kennedy et du 2, avenue Charlotte à Differdange;
 - j. Convention avec le Luxembourg Center for Circular Economy SÀRL-SIS en relation avec l'exposition temporaire The MuD;
 - k. Convention signée avec l'État du grand-duché de Luxembourg relative à la préparation de repas de cuisine de production de la maison relais aux élèves du Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme à l'école des garçons d'Oberkorn;
 - l. Avenant au Pacte communal du vivre-ensemble interculturel signé avec l'État du grand-duché de Luxembourg;
 - m. Premier avenant à la convention avec la SÀRL-SIS Youth & Work;
 - n. Premier avenant à la convention avec l'État, représenté par le ministère de la Culture, relative à la participation financière au Sonotron;
 - o. Deuxième avenant au contrat de bail avec l'office social concernant la mise à disposition de locaux au centre médicosocial;
 - p. Deuxième avenant au contrat commercial de courte durée d'un local de boutique éphémère au no 3, rue du Parc-Gerlache à Differdange.
- 13. Intention de classement comme patrimoine culturel national de l'immeuble de la sous-station électrique, inscrit au cadastre de la Ville de Differdange, section B, numéro 2840/8953 – avis.**
- 14. Règlements communaux :**
- a. Adaptation/ajouts au sein de la grille tarifaire du complexe aquatique Aquasud;
 - b. Règlements temporaires de circulation.
- 15. Syndicats de communes :**
- a. Changement de certains délégués représentant la Ville de Differdange;
 - b. Répartition du contingent en heures supplémentaires par conseil communal à la suite de l'augmentation des heures de congé politique.
- 16. Changements au sein des commissions consultatives et des groupes de travail.**
- 17. Questions**

1. Communications

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Dir Dammen an Dir Hären aus dem Gemengerot, léif Vertrieder vun der geschriwwener Press, et ass mer eng grouss Freed, Iech an der éischter Sitzung no der Vakanz um 27. September 2024 hei am Gemengerot ze begréissen.

Aus beruffleche Grënn sinn entschëllegt: d'Madamm Schütz, d'Madamm Da Silva an d'Madamm Engel. Souwäit ech weess hu mer d'Prokuratioun vun der Madamm Schütz a vun der Madamm Da Silva, wou déi Leit, déi d'Prokuratioun hunn, fir si ofstëmmen.

Ier mer zum chargéierte Programm vun haut kommen, froen ech, ob Froen unzemelle sinn. Den Här Meisch, den Här Cillien, den Här Aguiar an d'Madamm Pregno. Ech soen Iech Merci. Déi traitéiere mer um Enn vun der Séance publique.

Da kéime mer zum Punkt 1, de Kommunikatioun vum Schäfferot. Erlaabt mer unzefänke mat enger ganz flotter Publikatioun a mat enger ganz flotter Noriicht, déi mech immens gefreet huet, wéi ech se virgëschter kritt hunn. Dir wësst, den Tounstudio Radio L'essentiel an d'Redaktioun vun der Dageszeitung L'essentiel sinn zu Déifferdeng am 1535° doheim. Zirka 64 Journaliste schaffen op deem Site. Sait Mee hat ech des Èftere Gespréicher mat hirem Direkter, wou et drëm gaangen ass, de Contrat de bail am Detail ze analyséieren, ze verbesseren a virun allem ze verlängeren.

D'Konkurrenz huet dës Gespréicher net méi liicht gemaach. Si sinn net midd gi mat Géigenargumenter géint meng Proposen, fir do unzekommen. Ech war frou, wéi den Direkter mir e Mëttwoch confirméiert huet, dass de L'essentiel dem 1535°, also der Stad Déifferdeng, trei bleift an de Kontrakt verlängert gëtt.

Mat dëser Verlängerung gëtt ee gudden an ee kollegiale professionelle Kontakt gestärkt an der Stad Déifferdeng bliwen zirka 68 Aarbechtsplazen erhalen.

Ee grouse Merci drécken ech aus menge Gesprächspartner a speziell hirem Direkter, dem Här Fleig Emmanuel, deem ech Merci soe fir déi kolle-

gial Gespréicher, déi mer haten, a fir dat positivt Resultat, op dat mer komm sinn.

Des Weidere sidd Der vläicht an der Press gewuer ginn, dass eis Directrice vum 1535°, d'Madamm Brugnoni Tania, eng aner Erausforderung ugeholl huet. Si gëtt als Directrice vum Musée national agestellt. Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir hir vu menger Sait a vum Schäfferot aus, villmools merci ze soe fir déi gutt Aarbecht, déi si geleescht huet, déi flott Zesummenaarbecht, déi mer zesammen haten an déi konstruktiv Aarbecht, déi si geleescht huet am 1535°.

Ech mengen, mat esou enger dynamescher Directrice ass den Erfolleg garantéiert. Dat gesi mer am Alldag, dass d'Popularitéit am 1535° net noléisst, wou mer ëmmer méi Demandë kréien, fir sech do néierzeloossen. An dat ass Dank enger dynamescher Directrice, enger dynamescher Ekipp, déi derhanner stécht. Merci vun eiser Sait fir déi Aarbecht, déi si geleescht huet.

Dat wier et vu menger Sait. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Ulveling. Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Ech wollt Iech driwwer informéieren, dass d'Madamm Charlé an ech zesammen decidéiert hunn, dass de Service de mobilité en egestännege Service gëtt. Dee gëtt vum Urbanismus ofgekoppelt. Dat ass schonn an der Maach.

Da wëll ech Iech e bëssen informéieren iwuer all eis Plänneraktiounen, déi mer elo an der nächster Zukunft müssen ugoen. De CID wäert Mëtt Oktober ufänke mat plënnere. D'Stadhaus ass viséiert Mëtt Januar ze plënnere. Do wäerten all d'Servicer an deem ale Spidol regroupéiert erëmfanne sinn, natierlech och mat der Maison Mandela, wou d'Leit Formalitéite kënnen op enger Plaz erleedegen.

D'Hal John Scheuren wäerte mer ab Mäerz 2025 kënnen a Betrib huelen. Mir versichen awer vläicht virdrun, e puer Säll, déi scho fäerdeg sinn, schonn zur Verfügung ze stellen. Mee dat musse mer nach kucken.

GUY ALTMEISCH (LSAP) ouvre la séance en accueillant chaleureusement les membres du conseil communal et les représentants de la presse pour cette première réunion après la période des vacances.

Il excuse l'absence de trois conseillères — mesdames Schütz, Da Silva et Engel — pour des raisons professionnelles, notant que des procurations ont été reçues pour certaines d'entre elles.

Il partage ensuite une excellente nouvelle concernant le studio de radio «L'essentiel» et la rédaction du journal, qui sont installés au 1535° à Differdange. Avec environ 64 journalistes sur place, cette présence est significative pour la ville. Il explique avoir mené depuis mai de nombreuses discussions approfondies avec leur directeur concernant l'analyse, l'amélioration et surtout le renouvellement du contrat de bail. Malgré une forte concurrence et des négociations complexes, il a réussi à convaincre «L'essentiel» de rester fidèle au 1535° et à la ville de Differdange, assurant ainsi le maintien d'environ 68 emplois. Il exprime sa gratitude particulière envers le directeur, monsieur Emmanuel Fleig, pour les échanges constructifs qui ont mené à ce résultat positif.

Il annonce également le départ de la directrice du 1535°, madame Tania Brugnoni, qui prend un nouveau poste de directrice au Musée national, la remerciant chaleureusement pour son excellent travail, sa collaboration fructueuse et son dynamisme qui ont contribué au succès continu du 1535°.

TOM ULVELING (CSV) prend la parole pour annoncer plusieurs changements organisationnels importants. Il informe que le service mobilité devient un service indépendant, se séparant de l'urbanisme.

Il détaille ensuite un calendrier complet des prochains déménagements: le CID déménagera mi-octobre, tandis que l'hôtel de ville effectuera son transfert mi-janvier vers l'ancien hôpital, où la plupart des services seront regroupés.

La maison Mandela permettra, quant à elle, aux citoyens d'effectuer toutes leurs formalités en un seul endroit.

1. Communications

Le centre John-Scheuren deviendra opérationnel en mars 2025, avec la possibilité d'utiliser certaines salles plus tôt si elles sont prêtes.

Concernant l'école Bock, les élèves pourront réintégrer les locaux en janvier, bien que la maison relais ne doive ouvrir qu'à Pâques.

Tom Ulveling mentionne également le succès remarquable des deux CityTrees installés, qui suscitent l'intérêt même au-delà des frontières, notamment de la «Saarländischer Rundfunk» et du ministre.

JERRY HARTUNG (CSV) intervient pour annoncer deux dates cruciales concernant le Pacte du vivre ensemble. Une réunion interne est prévue le 21 octobre à 19 h, où les représentants du conseil communal sont invités à découvrir les premières étapes et à en discuter. Il explique qu'un questionnaire a été élaboré en collaboration avec le ministère, l'Asti et la commune pour recueillir des informations auprès des associations, du personnel communal, des représentants des commissions et des particuliers, afin d'évaluer le vivre ensemble interculturel à Differdange.

Un atelier citoyen est également programmé pour le 15 décembre 2024, de 10 h à 14 h au parc Gerlache, dans le cadre du marché de Noël.

Jerry Hartung présente ensuite les chiffres impressionnants de l'école de musique de Differdange: 1040 inscrits au total, dont 912 enfants et 128 adultes, avec 780 personnes suivant les cours réguliers et 260 enfants bénéficiant d'une formation musicale dans le cadre des maisons relais ou crèches.

ZENIA CHARLÉ (LSAP) prend la parole pour la première fois dans sa nouvelle fonction. Elle exprime sa gratitude pour la confiance qui lui est accordée, tout en soulignant qu'elle ne cherche pas à remplacer son prédécesseur, mais s'engage à donner le meilleur d'elle-même pour servir les citoyens et la ville. Elle partage ses premières impressions positives après plusieurs semaines de découverte des services communaux, soulignant l'accueil chaleureux et le soutien précieux reçu de la part de tous les services.

Am Januar kënnen d'Schoulkanner erëm zréck an d'École Bock plënnere. D'Maison relais wäert awer eréischt Ouschteren opgoen.

Déi zwee City Trees, déi mer bis ewell installéiert hunn, fanne groussen Uklang, och am Ausland. De Saarländischer Rundfunk an de Minister waren hei, fir sech dat unzékucken. Elo waarde mer drop, wéi dat funktionéiert a wéi dat virugeet.

Dat war dat, wat ech Iech matdeele wollt vu menger Säit.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Den Här Hartung.

SCHÄFFE JERRY HARTUNG (CSV):

Merci. Här Buergermeeschter, léif Kolleeginnen a Kolleegen aus dem Schäffen- a Gemengerot, léif Matbierger, Vertrieeder vun der Press, gudde Moien. Ech wollt Iech zwee Datumer matdeelen am Kader vum Pakt vum Zesummeliewen. De Comité de pilotage invitéiert d'Vertreieder vum Gemengerot fir de Méindeg, den 21. Oktober, um 19 Auer op eng intern Reunioun, wou si Iech déi éischt entaméiert Schrëtt punkto Vivre ensemble presentéiere wéilten, an natierlech diskutéieren.

Ënner anerem si Froebéi vun de Vertrieeder vum Ministère, der Asti an der Gemeng ausgeschafft ginn, fir Leit aus Veräiner, d'Gemengepersonal, d'Vertreieder an de Kommissiounen oder och Privatpersounen ze befroen, fir esou, zum engen, Indicen iwwer de Vivre ensemble interculturel zu Déifferdeng ze erhiewen, fir spéider Aktiounen besser cibléieren ze kënnen. An zum aneren, fir eng Diskussioun respektiv Bewosstsinn bei de Befrote fir dës Thematik ze schäerfen. Dir kritt dësen Owend de Questionnaire.

De 15. Dezember 2024 fënnt ee Biergeratelier a geselleger Form vun 10 bis 14 Auer am Parc Gerlache, am Kader vum Chrëschtmaart, statt. Wou mer hoffen, datt vill Bewunner deelhuefen.

Fir béid Saache kritt Dir nach Invitatione geschéckt. Ech hoffen, Dir hutt Zäit, fir bei engem oder béide Rendez-vous present ze sinn.

Déi impressionnant Zuele vun eiser Déifferdenger Museksschoul wëll ech Iech net virethalen. Och do war Schoulretrée. D'Museksschoul huet sech selwer nees iwwertraff. Elo um Start September 2024 kréien insgesamt 1.040 Persounen Coursen ugebueden. Dovunner sinn 912 Kanner an 128 Erwuessener. 780 Leit sinn an de reguläre Course vun der Museksschoul ageschriwwen. 260 Kanner kréien eng musikalesch Ausbildung am Kader vun der Kooperatioun mat eise Maison-relais oder Crèchen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Hartung. D'Wuert geet un d'Madamm Charlé, wannechgelift.

SCHÄFFEN ZENIA CHARLÉ (LSAP):

Villmools merci fir d'Wuert. Et sinn dann elo déi éischt Wieder an dëser neier Funktioun, déi un Iech ginn an awer och un déi Leit dobaussen. Dofir elo mol schonn ee ganz grouse Merci fir d'Vertrauen heifir.

Wichtig ass et mer ze soen, dass ech net hei sinn, fir mäi Virgänger ze ersetzen. Dat geet net. Ech wäert awer alles maachen an der nächster Zäit, an deene Joren, wou ech hei sinn, fir dat Bescht ze ginn, wat ech kann. A mat vollem Asaz ze weisen, dass ech do si fir eis Bierger, fir eis Stad. Dat ass mer ganz wichtig ze soen.

Déi lescht puer Woche ware scho ganz interessant mat de Servicer, fir sech e bëssen anzeliwen, ganz vill nei Leit kennenzeléieren an ze gesinn e bëssen, wéi d'Gemeng funktionéiert, emol vun enger anerer Säit. Dat war ganz positiv. Ech si vun alle Servicer ganz oppen a gutt empfaange ginn, krut ganz gutt gehollef, si hu mer ganz vill gewisen, wéi den Hues da leeft. An ech sinn och ganz, ganz frou fir hir Ënnerstëtzung.

Ech deelen Iech mat, wéi eng Servicer elo an Zukunft wäerte menger Responsabilitéit ënnerleien. Dat wär

1. Communications

als Éischt d'Mobilitéit, dann den Envrionnement an d'Informatik. Wéi Der vläicht gemierkt hutt, et ass net 100 % dat, wat de Fred gemaach huet, mee ech hunn zesumme mam Guy d'Ekonomie an d'Informatik gewiesselt. Sou hu mer dat ënner eis ausgemaach.

Ech wäert mech an der nächster Zäit, an deene Punkten op jidde Fall, versiche beschtméiglechst ze informéieren an dann och do hoffentlech gutt Aarbecht ze leeschten.

Ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir der Madamm Caroline Huberty ze felicitéieren, fir hir Vereedegung haut de Moien, dass si Responsabilitéit iwwerholl huet an als nach eng jonk Fra hei am Gemengerot ass, fir eis tatkräfteg ënner d'Äerm ze gräifen. Do sinn ech op jidde Fall och der Meenung, dass dat kee Problem sollt ginn. Villmools merci Caroline!

Elo kommen ech zum Haaptdeel vun der Kommunikatioun. Deen éischten Deel befaasst sech éischter mat der Mobilitéit, deen zweeten Deel mam Ausbau vun der Rue Emile Mark an der Zolwer Strooss, war och scho mengem Virgänger ganz wichteg. Do hu mer jo vill Probleemer tëscht der Kräizung vum 1535° bis op d'Suessemer Gemeng hin, wat de massive Verkéier ugeet. Dat ass ee Punkt, dee ganz wichteg ass unzegen.

Wéi Der Iech virstelle kënnt, ass dat kee Projet, deen een einfach improviséiere kann. Mat verschiddeenen Testphasen versiche mer, d'Aflëss op de Verkéier an der Zolwer Strooss, an de betraffene Quartieren, ze analyséieren.

Deen éischten Test ass während der Allerhellegevakanz plus eng zousätzlech Woch duerno. An dëser Zäit wäerte mer an der Zolwer Strooss tëscht der Gemengegrenz, also beim Rond-point bis bei d'Rue Metzler, op béide Säiten eng Busspuer aféieren, déi natierlech och vun de Vëlofuerer ka genotzt ginn.

D'Leit, déi bannent dëser Grenz vu 50 Meter an dësem Secteur wunnen, hunn d'Reglementatioun C2, dat heescht sauf riverains et fournisseurs, wat bedeit, datt d'Awunner an natierlech och hir Gäscht d'Liwwerunge problemlos kënne maachen.

Och d'Kräizung mat der Woiwer Strooss an dem Contournement gëtt adaptéiert, well däitlech méi Leit elo dës Stroosse wäerten notze fir den Transit.

D'Bierger wäerten natierlech och informéiert ginn. Dëst awer kuerz virun der Testphas, bis mer alles zu 100 % stoen hunn. Et ass ganz wichteg, dass d'Zesummenaarbecht mat Ponts et Chaussées wéi mat der Suessemer Gemeng gutt funktionéiert. An dat kënne mer awer och garantéieren.

Zousätzlech wäerte mer virun a während der Testphas de Kaméidi an d'Loftqualitéit moossen. D'Zil ass et, d'Liewensqualitéit an de Quartieren um Fousbann a Woiwer ze verbessern. An natierlech och fir de lokale Commerce trotzdem nach oppen ze looschen.

Den ëffentlechen Transport soll doduerch verbessert ginn, soudass d'Busser méi séier virukommen a manner Verspéidungen hunn. Fir d'Vëlofuerer wäert déi Streck da méi sécher ginn.

Et ass natierlech keng Garantie, dass de Projet vun Ufank un en Erfolleg gëtt. Mat den Erkenntnisser vun den Tester erwaarde mer eis méi gewuer ze ginn, wéi de Flux an der Strooss ass, fir dee ganze Projet besser entwéckelen ze kënnen.

Dobäi kënnt nach, datt während der selwechter Zäit an der Rue de la Chapelle ee Chantier si wäert, Kanalaarbechten. Dat ass eis natierlech bewosst. Déi Aarbechte sinn an eiser Testphas matagebonnen, soudass dat kee Problem sollt ginn.

Eng aner Saach, déi wichteg ass, wat mer och elo schonn ugefaangen hunn, dat ass de séchere Schoulwee. An de Gemenge gouf bis elo bei de Reglementéierungen vun den Tempo-30-Zonen oft drop verzicht, Zebrasträifen unzeleeën. De Grond ass, dass de Code de la route dat net onbedéngt verlaangt an den 30er-Zonen. D'Iddi ass, dass d'Foussgänger iwwerall d'Recht hätten, iwwert d'Strooss ze kommen. Mee dëst ass an der Praxis leider net ëmmer ginn. Dohier ass d'Sécherheet och net vun de Bierger ginn.

Elle présente ses nouvelles responsabilités qui englobent la mobilité, l'environnement et l'informatique, mentionnant un échange de compétences avec monsieur Altmeisch concernant l'économie et l'informatique.

Elle exprime sa volonté de s'informer au mieux sur ces domaines pour accomplir un travail de qualité. Elle félicite chaleureusement madame Huberty pour sa prestation de serment, saluant l'arrivée d'une jeune femme au conseil communal.

Concernant la mobilité, Zenia Charlé détaille le projet majeur d'aménagement de la rue Émile-Mark et de la route de Soleuvre, soulignant les problèmes de circulation importants entre le carrefour du 1535° et la commune de Sanem.

Une phase de test sera mise en place pendant les vacances de la Toussaint et la semaine suivante, introduisant une voie de bus dans les deux sens sur la route de Soleuvre, entre le rondpoint à la limite communale et la rue Metzler. Cette voie sera également accessible aux cyclistes. Les résidents dans un périmètre de cinquante mètres bénéficieront d'une réglementation C2 (sauf riverains et fournisseurs), permettant l'accès aux habitants, leurs invités et les livraisons.

Le carrefour avec la rue Woiwer et le contournement sera adapté pour gérer l'augmentation du trafic.

Zenia Charlé insiste sur l'importance de la communication avec les citoyens, qui seront informés juste avant la phase test, une fois tous les détails finalisés. La collaboration avec l'Administration des ponts et chaussées et la commune de Sanem est présentée comme cruciale et garantie.

Des mesures de bruit et de qualité de l'air seront effectuées avant et pendant la phase test, avec l'objectif d'améliorer la qualité de vie dans les quartiers du Fousbann et de Woiwer, tout en maintenant l'accès au commerce local. Le projet vise également à améliorer l'efficacité des transports en commun et la sécurité des cyclistes.

Concernant la sécurité routière, Zenia Charlé évoque le projet du chemin scolaire sécurisé et l'introduction renforcée de passages pié-

2. Premierdiscours

tons, particulièrement dans les zones 30 et près des écoles, à la suite d'une nouvelle approche de l'Administration des ponts et chaussées.

Des travaux d'abaissement de trottoirs ont déjà été réalisés, notamment dans le quartier Fousbann, bien que le marquage des passages piétons ait été retardé par les conditions météorologiques.

Pour l'environnement, Zenia Charlé présente le projet pilote de la place des Alliés avec l'installation de six bacs contenant des arbres résistants à la sécheresse, utilisant un substrat spécial pour une meilleure rétention d'eau. Ces arbres pourront atteindre quatre à cinq mètres de hauteur.

Elle mentionne également un projet européen en attente et des projets concernant deux étangs: l'un au Vesquenhaff et l'autre dans la cité jardinière Am-Jommel, en collaboration avec SICONA. Les travaux Am Jommel devraient commencer cette année, tandis que le projet du Vesquenhaff est prévu pour l'année prochaine.

GUY ALTMEISCH (LSAP) remercie madame Charlé pour les explications détaillées et donne la parole à madame Huberty.

CAROLINE HUBERTY (LSAP) commence son discours en exprimant son honneur de devenir conseillère communale, tout en évoquant le contexte de sa nomination, à la suite du décès prématuré de monsieur Bertinelli.

Elle s'engage, aux côtés de madame Charlé, à poursuivre l'engagement de monsieur Bertinelli et à travailler avec détermination pour les citoyens de la commune.

Elle souligne sa volonté d'aborder ce rôle avec humilité et un fort sens des responsabilités, mentionnant l'importance de représenter sa génération, particulièrement les jeunes femmes, dans la politique communale.

Elle affirme sa conviction dans l'importance du dialogue démocratique, de l'écoute et de la coopération pour construire un avenir meilleur pour la commune.

Elle continue en saluant l'excellent travail accompli par monsieur Alt-

No enger neier Iwwerleeung vu Ponts et Chaussées ginn elo d'Zebrasträife verstärkt agefouert. Zemoos an de Géigende vun de Schoulen. Soudass d'Presenz vun engem Zebrasträifen d'Automobiliste méi aktiv alarméiert an doduerch d'Sécherheet an d'Luucht geet.

Mir hu schonn ugefaangen, proaktiv drun ze schaffen, haaptsächlech am Quartier Fousbann. Dat war elo deen éischten Deel. Verschidden Trottoire goufen erofgesat. Leider konnten d'Aarbechte fir d'Zeechne vun den Zebrasträifen net gemaach gi wéinst dem Wieder. D'Iddi war, dass dat virun der Rentrée geschéie sollt. Dat war awer net méiglech. Mee dat wäert awer schnellstméiglech geschéien.

Dat emol dozou.

Ech komme kuerz op zwou, dräi Saachen, wat d'Ëmwelt ugeet. Op ville Plazen an der Gemeng kënnen keng Beem geplanzt ginn opgrond vum Ënnergrond, wéinst dem Reseau, deen am Buedem läit oder Kellere, Parkplazen, déi sech ënnendrenner befannen.

Op der Place des Alliés hu mer elo ee kleng Versuch, do sti sechs Backe mat Beem. Dat si Beem, déi d'Dréchent besser verdroen. Dem Buedem gouf Substrat bäigemëscht, wat mécht, dass d'Waasser besser gespäichert gëtt. Dat heescht, dass de Bam manner oft genat muss ginn. Déi Beem kënnen bis zu véier, fënnf Meter héich ginn. Also déi wäerte schonn e bësse Schiet maachen.

Parallel steet een EU-Projet op, wou mer nach net wëssen, ob mer e kréien. Mee wann dat méiglech wär, da kéint een am Fong esou ee Projet nach méi duerch d'Gemeng maachen.

Dann nach eng aner Saach. Deslescht ware mer zwee Weiere kucken – Dir laacht schonn, nee, mir hunn net wëlles, do elo ze fëschen. Et geet ëm eppes anescht, an zwar sollen déi Weieren éischter fir de Public do sinn. Deen ee beim Vesquenhaff an den aneren an der Cité jardinière „Am Jommel“ zu Uewerkuer. Wou mer kucke waren, wou och zesumme mat SICONA Pläng ausgeschafft goufen. „Am Jommel“ kënnen verschidden Aarbechten nach dëst Joer ufänken. Do sinn och schonn

all d'Autorisatiounen do, déi ee muss hunn.

De Projet um Vesquenhaff wäerte mer warscheinlech eréischt d'nächst Joer envisagéieren, well verschidde Saachen do nach en cours sinn. Mir freeën eis awer op jidde Fall, dass SICONA dobäi ass, fir dat mat eis zesummen auszeschaffen.

Dat war et. Elo hutt Der et gepackt. Et war déi éischte Kéier, dofir dann e bësse méi laang.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech soe Merci fir déi Erklärungen. An da géife mer zum Punkt 2 kommen, dat wier dann deen éischten Discours vun eiser neier Member am Gemengerot, der Madamm Huberty Caroline. Madamm Huberty, wannechgelift.

CAROLINE HUBERTY (LSAP):

Léif Matbiergerinnen a Matbierger, léif Memberen aus dem Schäffen- a Gemengerot, léif Press, ech sinn immens geéiert, haut virun Iech als nei Gemengeconseillère ze stoen. Den Ulass, dass d'Zenia zanter dem Juli Member vum Schäfferot ass an ech elo hei eng Ried als neie Member vum Gemengerot halen, ass traureg – dee vill ze fréien Doud vun eisem gudde Komerod Fred Bertinelli. Awer ech schwätze sécher och am Numm vum Zenia, wann ech soen, dass mer an Zukunft versiche wäerten, dem Fred säin Engagement weiderzeféieren an eis mat aller Kraaft fir d'Bierger vun eiser Gemeng anzesetzen.

Ech sinn haut hei mat grousser Demut an huelen des Ronn mat engem staarke Gefill vu Verantwortung un. D'Vetraue vun den Déifferdenger Wieler ass eng Inspiratioun a Motivatioun fir mech, mech fir all d'Leit a menger Gemeng ze engagieren an och fir menger Generatioun, virun allem jonke Fraen, eng Stëmm ze ginn.

Als Gemengeconseillère versprechen ech, onermiddlech fir d'Wuel vun eiser Gemeng ze schaffen. Ech gleewe fest drun, datt mer duerch den demokrateschen Austausch, duerch Nolausch-

3. Tableau de présence / 4. Finances

teren a Kooperatioun eng besser Zukunft fir eis Gemeng opbaue kënnen. De Guy Altmeisch a seng Ekipp leeschten hei zanter iwwer engem Joer exzellent Aarbecht. An ech wäert mat grousser Freed an Iwwerzeegung eng Hand matupaken.

Ech wëll dozou bäidroen, eis Gemeng op eng solidaresch, ökologesch a generatiounegerecht Manéier, mat engem liewege Geschäfts- a Veräinsliewe weiterzuentwéckelen. Ech freeë mech drop, zesumme mat menge Kolleeginnen a Kolleegen am Gemengerot, eis gemeinsam Projeten ëmzesetzen. Zesumme kënnen mir eis Gemeng zu enger Plaz maachen, wou et sech fir jiddweree gutt liewe léisst an all eenzelne sech geschat a respektéiert fillt.

D'Besoine vun eise Kanner, an domat virun allem eis Schoulinfrastrukturen, leie mir besonnesch um Häerz. Et ass wichtig sécherzestellen, datt all Kand aus eiser Gemeng d'Méiglechkeet huet, säi vollt Potenzial ze errechen. Bildungsgerechtegkeet ass en zentralen Ausgangspunkt, fir d'sozial Gerechtegkeet insgesamt ze stäerken. Mir musse weider och ausserhalb vum Kllassesall edukativ, sportlech a kulturell Aktivitéite fir d'Jugend fërderen, fir hir Entwécklung, an domat och déi sozial Kohäsioun, vun eiser Gemeng ze stäerken.

De Wieler nach eng Kéier villmools merci fir hiert Vertrauen. Ech si bereet, un d'Aarbecht ze goen an eiser Gemeng mat Engagement an Integritéit ze dengen. Ech soen Iech villmools Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci fir déi léif Erklärungen. Da kéime mer zum Punkt 3. Wéinst de Changementer, déi mer am Gemengerot hu musse virhuelen, musse mer dann och iwwer een neien Tableau de présence ofstëmmen. Dir gesitt um Tablo virun Iech, d'Madamm Huberty ass bäikomm. Gëtt et eng Wuertmeldung dozou? Nee. Da géife mer zur Ofstëmmung kommen.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le tableau de présence.

Ech soen Iech Merci. De Punkt 4 vum Ordre du jour, dat sinn d'Finanze vun eiser Gemeng. Wéi üblech ëm dës Zäit, musse mer verschidde Modifikatiounen virhuelen, budgetärer Natur. Déi éischt Modifikatioun vum Budget ordinaire, wéi Der op der Diffcloud gesitt, si verschidde Posten, déi net gebraucht gi sinn. Aner Posten, déi méi aktiv sinn, do musse mer da Suen transferéieren.

Ech ginn net an den Detail, fir dass mer besser virukommen an eiser Sitzung. Ech mengen, d'Chiffere sinn Iech bekannt. Déi leie virun Iech. Gëtt et Wuertmeldungen zu deem Punkt? Soss géife mer driwwer ofstëmmen. Här Diderich.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech wollt eppes dozou soen. Bei Modifikatiounen ordinaires si mer elo.

Méi Stëmmen:

Jo.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech wollt do froen, beim Chrëschtmaart ginn d'Käschten ëm 35.000 Euro erop, bei engem Budget initial vun 110.000 Euro, wéi déi Käschten ze erkläre sinn. Dat ass jo awer méi wéi ee Véierel vum ganze Budget, deen elo nach eng Kéier bäikënnt. Dat schéngt mer vill ze sinn. Mee vläicht gëtt et dozou gutt Erklärungen.

An da wollt ech froen, ob Dir méi oft iesse gaange sidd oder firwat d'Käschte vun der Representatioun vum Schäfte-rot esou eropgaange sinn.

meisch et son équipe depuis plus d'un an, exprimant son enthousiasme à contribuer à cet effort collectif.

Caroline Huberty exprime ensuite sa volonté profonde de contribuer au développement de la commune selon trois axes principaux: la solidarité, l'écologie et l'équité intergénérationnelle.

Elle met l'accent sur l'importance d'une vie associative et commerciale dynamique. Elle se réjouit de pouvoir travailler avec ses collègues du conseil communal pour mettre en œuvre leurs projets communs.

Elle insiste particulièrement sur sa vision d'une commune où il fait bon vivre pour tous et où chacun se sent respecté et valorisé.

Elle accorde une importance particulière aux besoins des enfants et aux infrastructures scolaires, considérant que chaque enfant doit avoir la possibilité de réaliser son plein potentiel. Pour elle, l'équité dans l'éducation est fondamentale pour renforcer la justice sociale dans son ensemble.

Elle souligne également l'importance de promouvoir des activités éducatives, sportives et culturelles en dehors des salles de classe pour la jeunesse, afin de renforcer le développement des jeunes et la cohésion sociale de la commune.

Elle conclut en remerciant chaleureusement les électeurs pour leur confiance.

GUY ALTMEISCH (LSAP) présente les différents points à l'ordre du jour. Il commence par le point 3 concernant les changements dans le conseil communal, nécessitant un vote sur un nouveau tableau de présence incluant madame Huberty.

(Vote)

Guy Altmeisch passe ensuite aux finances de la commune, expliquant qu'il y a des modifications budgétaires à effectuer comme c'est habituel à cette période.

Il explique que certains postes du budget ordinaire n'ont pas été utilisés, tandis que d'autres, plus actifs, nécessitent des transferts de fonds. Il choisit de ne pas entrer dans les détails pour faire avancer la séance, considérant que les chiffres sont connus des membres du conseil.

4. Finances communales

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) *intervient spécifiquement sur les modifications ordinaires. Il soulève deux questions principales: d'abord concernant l'augmentation significative de 35 000 € des coûts du marché de Noël, qui s'ajoutent à un budget initial de 110 000 €, ce qui représente plus d'un quart du budget total. Il s'interroge également sur l'augmentation des frais de représentation du collègue échevinal.*

THIERRY WAGNER (LSAP) *répond à ces interrogations en expliquant que l'augmentation du budget du marché de Noël est liée à l'introduction d'une nouvelle attraction, ou plus précisément la réintroduction du tipi, qui était présent dans le parc Gerlache il y a quelques années. Il explique que c'est un « revival », qui nécessite ces fonds supplémentaires pour une installation prévue sur un weekend.*

(Vote)

GUY ALTMEISCH (LSAP) *passé à la fixation de l'impôt commercial.*

(Vote)

Guy Altmeisch aborde la question de l'impôt foncier, qu'il propose de maintenir au même niveau que l'année dernière en attendant une nouvelle loi.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) *exprime fermement son opposition au maintien du taux B6. Il critique l'attente d'un nouveau registre national et plaide pour une augmentation immédiate du taux, arguant que la construction prend du temps et que l'attente d'une réglementation nationale, puis de ses effets, est trop longue face à l'urgence de la situation.*

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Nee. Ech mengen, wa mer eis Fraisen oder eis Onkäschte géifen zesumme-rechnen, déi mir um Chrëschtmaart privat gedoen hunn, da wier déi Lëscht net grouss genuch. Ech ginn awer gären dem Här Wagner d'Wuert, fir eis do eng Erklärung ze ginn. Här Wagner, wannechgelift.

SCHÄFFEN THIERRY WAGNER (LSAP):

Merci, Här Buergermeeschter. Dee Budgetspunkt ass effektiv an d'Luucht gaangen. Mir hunn do eppes Neits, wat mer wëlle bäisetzen. Nei ass et eigentlech net, well wann ee kuckt, wéi de Chrëschtmaart initial eigentlech vill méi ee grouse Budget hat, deen déi lescht Joren nach e bëssen erofgaangen ass, hu mer eis geduecht, elo vläicht eppes Neits bäisetzen. Wann ech soen eppes Neits, ass et u sech e Revival vun eisem Tipi, dee mer viru Joren do haten, awer déi lescht Joren net méi. Mir wëllen dee fir ee Weekend erëm dohinner stellen, soudass do eng weider Animation ass am Parc Gerlache. Doduerch erkläre sech déi Méikäschten.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Wagner. Da kéime mer zu der Ofstëmmung.

Le conseil communal décide avec 15 voix oui et 3 voix non d'approuver la première modification du budget ordinaire de l'exercice 2024.

Ech soen Iech Merci. Da kéime mer zu de Modifikatioune vum Budget extraordinaire. Och do hutt Der d'Chiffere virun Iech leien. Gëtt et Bemierkungen dozou oder Wuertmeldungen? Wann dat net de Fall ass, komme mer zur Ofstëmmung.

Le conseil communal décide avec 15 voix oui et 3 voix non d'approuver diverses augmentations ou diminutions de crédits extraordinaires.

Ech soen Iech Merci. Punkt 3c, Fixatioun vum Impôt commercial. Mir proposéieren Iech, 2025 dee selwechte Prozentsaz bäizebehale wéi 2024. Wann et keng Wuertmeldung dozou gëtt oder Propos, géife mer zum Vott kommen.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le taux de l'impôt commercial pour l'exercice 2025.

Ech soen Iech Merci. Punkt 4d, Fixatioun vum Impôt foncier. Mir wëssen, dass do national scho säit Längerem un engem neie Gesetzestext geschafft gëtt. Mee ier dee Gesetzestext eis virläit, géife mir als Stad Déifferdeng nach eng Kéier déi Tauxe vun 2024 bäibehalen an déi fir 2025 dann hei am Gemenge-rot votéieren.

Den Här Diderich, wannechgelift.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech wäert dogéint stëmmen, vu dass Der den Taux B6 net wëllt erhéien a léiwer ofwaart, bis iergendee Register pgestallt gëtt – wat nach eng Zäitchen dauere wäert –, amplaz elo schonn ee Signal ze ginn, fir dass Saachen un d'Rulle kommen.

Mir wëssen alleguerten, dass fir ze bauen, dat net vun haut op muer geet. A wa mir elo nach waarden, bis um nationalen Niveau déi eng Reegelung kënnt, bis dann dorobber reagiert gëtt, dat hëlt alles vill ze vill Zäit an. Mir schwätze scho jorelaang doriwwer.

Et géif eis wierklech näischt kaschten, fir hei ee Signal ze ginn. A grad elo, wou de Bausecteur dat och brauch, dass gebaut gëtt, wär dat ee wichtegt Signal un d'Leit, déi Terrain hunn an drop sëtze bleiwen. Grad wéi d'Stad Déifferdeng selwer, déi och eng Rei Bauterrainen am Moment net bebaut. An d'Lo-

5. Projets communaux

gementskris awer wichteg genuch wär, fir dass mer déi Zäit net méi verléieren. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech soen Iech Merci fir déi Informatiounen. Ech kann Iech soen, dass déi Bauterrainen, déi der Stad Déifferdeng nach gehéieren, dass mer amgaange sinn, do esou vill wéi méiglech a mat enger Vitess, déi rasonabel ass fir eis, ze reagéieren op de Mësstand, deen am Logement besteet. Fir deem entgéintzewierken. Mir wäerten alles maachen, fir eis do esou flexibel wéi méiglech ze halen.

Den Här Muller, wannechgelift.

ERNY MULLER (LSAP):

Här Buergermeeschter, léif Kolleeginnen a Kolleegen aus dem Schäffen- a Gemengerot, mir als LSAP ënnerstëtzen Är Approche. Desto méi, Här Diderich, mir hu jo net méi spéit wéi leschte Mëttnoch vum Minister selwer héieren, dass awer elo um Niveau vun der Regierung intensiv dru geschafft gëtt, fir do eng global Léisung ze fannen. A wann ech richteg verstanen hunn, huet en déi fir 2025 an Aussicht gestallt. Soudass mer awer missten an deem Dossier virukommen.

An ech mengen, fir elo en Alleingang ze maachen, herno dann erëm mussen zrëckzerudderden oder eppes anescht ze maachen, dat bréngt et jo och net. Och mir hunn Interêt drun, dass dat, wat Dir do gesot hutt, dass dat net geschitt. Mee fir de Moment kënne mir ganz gutt mat der Approche vum Schäfferot liewen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Muller. Keng weider Wuertmeldung, mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide avec 17 voix oui et 1 voix non d'approuver le taux de l'impôt foncier pour l'exercice 2025.

Ech soen Iech Merci. Mir kommen zum Punkt 5, de Gemengeprojeten. Do géif ech dem Här Ulveling d'Wuert ginn. Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Merci, Här Buergermeeschter. Dir Dammen, Dir Hären, en Dossier, deen ee laange Baart huet. Deen hat schonn de virege Schäfferot ugefaangen. Leider ware mer eis do net eens gi mat verschiddenen Awunner, deenen een Deel vun der Strooss gehéiert huet.

Deemools hate mer am Gemengerot, de 14. Dezember 2018, en Devis gestëmmt vun 2,9 Milliounen Euro, fir dee Projet ze realiséieren.

No laangen Diskussiounen, villem Diskutéieren, hu mer endlech ee mëndlechen Accord fonnt mat de Leit, soudass mer dee Projet erëm lancéieren.

Leider sinn elo sechs oder fënnf Joer verluer gaangen. De Bauindex ass währenddem ëm 40 % an d'Luucht gaangen. Zwou Stroosse ginn nei gemaach. Dee leschten Devis, wéi gesot, dee war op 2,9 Milliounen Euro. Deen Devis, dee mer elo hei virleien hunn, bedréit 3,9 Milliounen Euro, also eng Millioun méi wéi dat, wat initialement 2018 geplangt war.

Déi komplett Infrastruktur, de Stroosseraum gëtt erneiert: Kanal, Gas, Waasser, Stroum, Antennen, Glasfaser vun der Post an d'Stroossebelichtung. Eis Stroossebelichtung gëtt op LED-Luuchten ëmgerëscht. De Koffer vun de Stroossen an den Trottoirsbelag gëtt nei a flott gestalt. Op Demande vun den Awunner kommen Insele mat Beem oder Hecken.

Fir de Verkéier ze berouegen an d'Sécherheet vun de Foussgänger ze garantéieren, gëtt d'Strooss als Zone résidentielle, Spillstrooss also, ëmgebaut an am Sens unique, well de Gabarit no deenen neien Norme vun der

Il souligne que la Ville elle-même possède des terrains non construits et que la crise du logement nécessite une action plus rapide.

GUY ALTMEISCH (LSAP) répond à ces préoccupations, assurant que la Ville de Differdange agit de manière responsable concernant ses terrains constructibles. Il affirme que la Ville fait tout son possible pour réagir à la crise du logement, en maintenant une approche flexible, mais raisonnable dans le développement de ses terrains.

ERNY MULLER (LSAP) exprime son soutien total à l'approche proposée, en faisant référence à une récente déclaration du ministre qui a indiqué qu'une solution globale était en cours d'élaboration au niveau gouvernemental, avec une mise en œuvre prévue pour 2025. Il souligne qu'il serait contreproductif d'agir de manière isolée pour ensuite devoir faire marche arrière, et affirme que son parti partage les préoccupations exprimées tout en étant satisfait de l'approche actuelle du collègue échevinal.

(Vote)

GUY ALTMEISCH (LSAP) passe aux projets communaux.

TOM ULVELING (CSV) présente un dossier qui traîne depuis longtemps, initialement approuvé en décembre 2018 avec un devis de 2,9 millions d'euros.

Il explique que des désaccords avec certains résidents, propriétaires d'une partie de la rue, ont retardé le projet. Après de longues négociations, un accord verbal a finalement été trouvé, permettant la relance du projet.

Cependant, en raison du délai de cinq à six ans et d'une augmentation de 40 % de l'index de construction, le nouveau devis s'élève à 3,9 millions d'euros.

Il détaille ensuite les travaux prévus: rénovation complète des infrastructures (canalisations, gaz, eau, électricité, antennes, fibre optique), nouvelle illumination LED, réaménagement complet de la voirie avec des îlots végétalisés à la demande des résidents, la création d'une zone résidentielle en sens unique

5. Projets communaux

pour respecter les nouvelles normes de largeur de rue, et l'installation de 68 places de parking, dont 2 pour personnes à mobilité réduite. Il souligne également que les passages pour piétons seront équipés de lignes de guidage pour malvoyants.

GUY ALTMEISCH (LSAP) *se réjouit du fait que la commune ait réussi à trouver un accord avec les habitants du Wangert.*

FRANÇOIS MEISCH (DP) *exprime sa satisfaction de voir enfin la rénovation du quartier Wangert se concrétiser, soulignant l'état inacceptable actuel et les problèmes de sécurité liés aux réseaux défectueux.*

Il approuve le renouvellement complet des infrastructures et le maintien des 68 places de parking.

Il suggère également de réfléchir à l'amélioration de la situation du stationnement dans les rues avoisinantes, citant notamment la rue des Jardins.

Il s'inquiète de la clarification juridique nécessaire concernant la réalisation de travaux sur des terrains n'appartenant pas à la commune, une question soulevée régulièrement lors des débats budgétaires.

Il conclut en approuvant le devis actualisé tout en espérant un démarrage rapide des travaux malgré les complications prévisibles.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) *salue l'avancement du dossier tout en regrettant le temps et l'argent perdus en raison des retards, soulignant la responsabilité collective dans cette situation.*

Il propose d'autoriser la circulation à vélo en contresens dans les nouvelles rues à sens unique, comme c'est le cas dans de nombreux endroits.

Il interroge également sur la stratégie globale concernant le stationnement, demandant des précisions sur les solutions envisagées par monsieur Meisch.

Stroossebreet minimum dräi Meter, ideal 3,5 Meter soll sinn. Dat ass déi Neierung vum Code de la Route an dat muss dann do adaptéiert ginn.

Den Trottoir an de Stroosseraum kréien dee selwechten Niveau. Et gëtt also do keen Héichtenënnerscheid. Et ginn 68 Parkplazen agezuecht. 66 normaler an zwou PMRen. Dat sinn der aacht méi ewéi elo, wann d'Leit sech konform parken.

Déi zwou PMR-Parkplaze gi konform zum Règlement grand-ducal ausgefouert. Bei de Stroosseniwergäng gi Blanneleitlinne verluecht, a minimal Breete fir de Passage ginn nom Règlement grand-ducal ausgefouert.

Ech wär frou, wann Der fir dee Projet géift stëmmen. Well, wéi gesot, d'Demande ass grouss an deem Quartier, an d'Strooss ass an engem lamentabelen Zoustand. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Mir si frou, dass mer als Gemeng Déifferdeng mat den Awunner aus dem Wangert en Accord fonnt hunn an déi Aarbechten endlech an Ugrëff kënnen geholl ginn, zum Wuel vu jiddwerengem. Dat war jo eng Situatioun, en Ist-Zoustand, deen net méi haltbar war. Et fret eis, endlech mat deenen Aarbechten ufänken ze kënnen.

Gëtt et Wuertmeldungen dozou? Den Här Meisch, wannechgift.

FRANÇOIS MEISCH (DP):

Merci fir d'Wuert. Mir si frou, datt de Quartier Wangert endlech da soll erneiert ginn. D'Zoustand sinn effektiv net méi vivabel. Jorelaang hu mer eis driwwer beklot, dass d'Sécherheet vun den Awunner net méi garantiert kéint ginn, doduerch dass d'Reseauen nach ëmmer an engem desolaten Zoustand sinn.

Dohier begrësse mer, dass all d'Reseauen endlech sollen erneiert ginn, an dass eng 68 Parkplaze solle bestoe bliwen.

Doriwwer eraus sollte mer eis Gedanke maachen, fir d'Parkplazsituatioun an deem Quartier an och an de Stroossen niewendrun ze verbesseren. Et ass chaotesch. Ech erwäne vläicht d'Rue des Jardins direkt niewendrun, just fir eng ze nennen.

Ofschléissend hoffe mer, dass et juristisch gekläert ass. An de Budgetsdebatten hu mer dat Joer fir Joer hei gefrot, ob mer ouni Bedenken d'Voirie publique erneiere kënnen op Terrainen, déi eis net gehéieren.

D'Situatioun ass iwwee Joerzénge esou gewuess. Elo sollt ee mat deem néidege Fangerspëtzegefill virgoen.

An deem Sënn kënnen mer dësen aktualiséierten Devis matstëmmen an hoffen, dass d'Aarbechte schnell kënnen lassgoen, ouni ze vill Komplikatoune. Et wäert sécherlech net einfach ginn! Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Meisch. Den Här Diderich.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Merci, Här Buergermeeschter. Léif Kollegen a Kolleginnen aus dem Gemengerot, et ass ze begrëssen, dass et endlech weidergeet an deem Dossier. Et ass wierklech schued, dass mer do elo wäertvoll Zäit verluer hunn an domadder och Suen. Do muss ee wierklech de Leit bewosst maachen, dass et och eng kollektiv Responsabilitéit heiansdo gëtt. A jiddereen déi doten elo matbezilt. Dat ass wierklech ze bedauern.

Wa mer schonn do eng Erneuerung maachen, wollt ech nach ureegen, do gëtt et da vill Sens-uniquen, dass een awer grad do virgesäit, dass ee géint de Sens unique mam Vélo ka fueren, wéi dat op ville Plazen de Fall ass. Ass dat esou am Dossier virgesinn am Detail?

Den Här Meisch huet elo d'Ureegung gemaach vum Parkraum, mee ech wär awer interesséiert ze héieren, wat een dann do soll maachen. Well déi allgemeng Remark kënnen mer, mengen ech, alleguerte maachen: Et soll een eng Léisung fanne fir Parkraum, mee et muss

5. Projets communaux

een decidéieren, a wéi eng Richtung ee geet.

Setzt ee méi op den Auto a schaaft een ëmmer méi Parkplazen, fir dass ëmmer méi Autoen do sinn an am Stroosse-raum Plaz huelen? Oder fënnt een aner Léisungen? Well grad op där doter Plaz, also am Wangert, gëtt et keng dausend Méiglechkeeten. Mee vläicht huet den Här Meisch do eng Iddi a kann eis déi mat op de Wee ginn. Et wär vläicht elo de Moment, wou een déi Aarbechten ugeet. Ech soen Iech Merci.

FRANÇOIS MEISCH (DP):

Terrain opkafen.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Terrain opkafen an dann?

FRANÇOIS MEISCH (DP):

Parking draus maachen.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Do e Parking draus maachen. Okay.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Diderich. Den Här Olten, wannechgelift.

CLAUDE OLTEN (CSV):

Merci fir d'Wuert, Här Buergermeeschter. Léif Kollegeinnen a Kollegen aus dem Schäffen- a Gemengerot, d'Montée du Wangert an Haut-Wangert, endlech ginn elo d'Infrastrukturen, an alles wat dozou gehéiert, an d'Rei gesat. Dat ass wierklech net vu Muttwëll. Eleng schonn déi Gasleitungen, déi do leien, déi si jo a kengem gudden Zoustand. Ech mengen ech brauch net an den Detail ze goen, déi ganz Stroosse sinn an engem schlechten Zoustand.

Effektiv, trotz deem villen Hin an Hier, dee virdu war, denken ech, dass déi Leit, déi do wunnen, wann dann alles fäerdeg ass, wuel zefridde sinn. Bon,

jidderee kritt een net ëmmer zefriddegestallt, mee dee Projet, dee stëmme mir mat Jo.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Olten. D'Madamm Pregno, wannechgelift.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG):

Villmools merci fir d'Wuert. Moien u jiddereen. Ech hunn e puer Froen. Mir sinn eis eens, dass de Projet immens wäertvoll an absolutt néideg ass, an dass vill Zäit verluer gaangen ass, mee Zäit, déi d'Leit warscheinlech gebraucht hunn, fir d'accord ze sinn.

Souwäit ech informéiert sinn, sinn zwee oder dräi Leit, ech weess net méi, déi hir Parzell net ofriede wëllen, déi aner hunn e schrëftlechen Accord signéiert, dass si hir Parzell géifen ofrieden. Mir hunn hei elo nach keng Akte gesinn. Ginn Akte gemaach fir d'Ofriede vun de Parzellen? Dat wär déi eng Fro.

Dat misst jo da gemaach ginn, ier de Projet uleeft, warscheinlech elo an de Wanterméint. Well de Projet wäert jo warscheinlech am Fréijoer starten an net elo. Den Hierscht huet jo scho gutt ugefaangen, déi lescht Deeg.

Déi zweet Fro: Wéi sidd Der eens gi mat deene Leit, déi net cedéiert hunn? Hu se entretemps cedéiert? Gëtt et do deen nammlechten Accord wéi mat deene Leit, déi am Virfeld cedéiert haten? Respektiv wat geschitt, wann déi Leit keng Cessioun maachen? Da schaff d'Gemeng op privatem Terrain. Gëtt sech do richteg verséichert, dass een dat dierf, respektiv dass net deen, deen au départ partant war, sech herno zrëckzitt, well e jo vläicht da beim Noper gesäit, dass dee jo net cedéiert huet. Ech wollt froen, ob mir méi Explikatioune kréie kéinten. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Madamm Pregno. Den Här Muller, wannechgelift.

Il soulève la question fondamentale du choix entre la création continue de places de parking pour accommoder toujours plus de voitures ou la recherche d'alternatives, notamment dans le contexte spatial limité du quartier Wangert.

FRANÇOIS MEISCH (DP) propose d'acquérir des terrains et de les transformer en places de stationnement.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) comprend le point de vue de monsieur Meisch.

CLAUDE OLTEN (CSV) prend la parole pour exprimer sa satisfaction concernant la rénovation tant attendue des infrastructures de la montée du Wangert et du Haut-Wangert. Il souligne particulièrement l'état préoccupant des conduites de gaz qui nécessitent une intervention urgente.

Sans entrer dans les détails techniques, il fait remarquer que l'ensemble des routes du secteur est dans un état de délabrement avancé.

Malgré les nombreuses discussions et débats qui ont précédé ce projet, il se montre optimiste quant à la satisfaction future des résidents une fois les travaux achevés. Tout en reconnaissant qu'il est impossible de satisfaire l'intégralité des parties prenantes, il annonce son vote favorable au projet.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG) souligne l'importance et la nécessité indiscutable du projet. Elle reconnaît que le temps écoulé, bien que long, a permis aux habitants d'accepter progressivement les changements à venir.

Elle s'inquiète particulièrement des aspects administratifs et juridiques, notamment concernant les actes de cession des parcelles. Elle demande des précisions sur le calendrier de ces actes officiels, sachant que les travaux devraient débiter au printemps. Elle s'interroge spécifiquement sur la situation des deux ou trois propriétaires qui n'ont pas encore accepté de céder leurs terrains, et demande quelles garanties juridiques la commune a prévues pour

5. Projets communaux

éviter d'éventuels problèmes lors des travaux sur des terrains privés. Elle soulève également la question de l'égalité de traitement entre les propriétaires ayant déjà accepté la cession et ceux qui sont encore réticents.

ERNY MULLER (LSAP) met en avant l'importance du processus de dialogue qui a permis d'aboutir à un consensus. Il défend la démarche participative mise en œuvre, même si celle-ci a entraîné des délais supplémentaires.

Il reconnaît l'augmentation des coûts depuis 2018, l'attribuant au contexte général, mais considère que le soutien unanime obtenu justifie ces sacrifices.

Il appelle les habitants à maintenir leur patience pendant la phase des travaux, qui s'annonce complexe. Il cite en exemple positif le projet du Belair, démontrant qu'une bonne communication avec les citoyens peut mener à une réalisation satisfaisante même dans des conditions difficiles. Il exprime sa confiance dans la réussite de ce nouveau projet de quartier, malgré sa complexité.

TOM ULVELING (CSV) apporte des réponses détaillées aux questions soulevées, notamment par madame Pregno.

Il confirme l'existence d'accords verbaux avec les habitants et explique le processus à venir: établissement des actes officiels, approbation nécessaire du ministère de l'Intérieur et procédure d'appel d'offres. Il souligne les nombreuses réunions de concertation qui ont permis d'aboutir à un projet quasi consensuel, même si certains compromis ont dû être faits, notamment concernant la plantation d'arbres.

Il insiste particulièrement sur l'importance du respect futur des règles de stationnement, évoquant les problèmes actuels rencontrés par les services d'urgence et les camions de collecte des déchets. Il assure que des représentants de la commune seront présents hebdomadairement sur le terrain pour répondre aux éventuelles difficultés.

ERNY MULLER (LSAP):

Ech wëll vusäite vun der LSAP soen, dass mer et begréissen, haaptsächlech, dass iwwert den Dialog elo e Konsens fonnt ginn ass. Ech mengen, mir wëlle jo Biergerparticipatioun, mir wëllen d'Leit matschwätze loossen, wa mer Quartieren (0:03:22.9). Renovéieren? Dat hei huet zwar natierlech d'Saach verzögert, dat wësse mer alleguer. Mee am Endeffekt huet et eis elo eng Léi-sung bruecht, vu dass de Projet vun alle Säite gedroe gëtt. An dat ass am Interêt dann och vun alleguer an och vun eis.

Quitte, dass de Projet elo eng Staang méi deier gëtt. Aner Projete säit 2018 sinn och alleguer méi deier ginn, aus deene Grënn, déi mer all kennen. Dat ass ee Fait. Dat ass leider esou. Mee dat ass ee Fait.

Op jidde Fall si mir frou, dass et elo geschwë lassgeet. An ech hoffen dann, dass déi selwecht Leit, déi elo voll derhanner stinn, dass déi grad esou gedëlleg sinn, wann de Projet bis ugeet. Well dat gëtt och nach eng schwierig Zäit. Mee wann ee weider a guddem Kontakt mat de Biergerinnen an de Bierger bleibt – ech wëll dee grouse Projet hei um Belair erwänen, wat jo awer och relativ gutt iwwert d'Bün gaangen ass –, dann hu mer erëm ee klenge Quartier an eiser Gemeng, zwar een dee komplex ass, dat ass jo haut scho gesot ginn, a wou och nach bestëmmt Iwwerleeungen néideg si fir d'Zukunft, mee ech mengen, dann hu mer den awer elo mol ganz flott gestalt. Ech soen Iech Merci.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Ech wéilt der Madamm Pregno äntweren. Ech hunn Iech dat uganks gesot, mir hunn ee mëndlechen Accord mat de Leit. Selbstverständlech mussen déi Akte gemaach ginn, an da mussen d'Leit effektiv Faarf bekennen. Wa sech der elo erëm géifen zrëckzéien, dann hätte mer ee klenge Problem. Da misste mer kucken, dee geléist ze kréien.

Et ass och esou, dass mer elo jo awer nach Zäit hunn. Dat hei muss jo fir d'Éischt nach vum Inneministère guttgeheescht ginn an da musse mer et ausschreiwen. Dat dauert jo nach e puer Méint, ier mer da richteg lassleeë kë-

nen. Soudatt, wa mer lassleeë, mer natierlech all déi Autorisatiounen hunn.

Et war net einfach. Mir haten eis oft mat de Leit getraff. An um Schluss hu mer e Projet, wéi den Här Muller gesot huet, am participative Sënn, mat de Leit esou ausgeschafft, dass bal jiddweree konnt zefridde sinn.

Et hätte kënne méi Beem dohinner gestallt ginn oder esou, mee deemools war d'Konditioun, fir dat dann eeben net ze maachen. Mee ech wëll och soen, dass d'Leit sech an Zukunft mussen un déi Parkplazen halen. Wann een elo duerchfiert, heiansdo sti se egal wou. Dat stellt ee Sécherheitsrisiko duer, well éischtens wann do eng Ambulanz oder e Pompjeeswon eng Kéier muss eropfuere, da muss den duerchkommen. Zweetens fuere reegelméisseg eis Poubellesween dohin, déi hunn dann emol den een oder den anere Spiegel do an der Strooss gelooss, well eeben d'Leit egal wou geparkt hunn an déi net laanscht koumen.

Wéi gesot, mir hunn et elo esou gemaach, zesumme mat de Leit, esou wéi mer mengen, dass et elo funktionéiere kéint. Eis Leit sinn all Woch um Terrain, sinn ëmmer do, als Usprechpartner, soudass wann iergendwellech Probleemer géifen optauchen, si direkt intervenéiere kënnen.

De Problem war haaptsächlech déi Gasleitung, déi net geféierlech war, mee déi, wéi mer gesot kritt hunn, en fin de vie wär. Déi endlech erneiert gëtt an da keng Gefor méi vun där Säit ausgeet.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Ech ka just betounen an ennersträchen, wat den Här Ulveling gesot huet: Mir hunn eis vill Aarbecht gemaach an deem Dossier, mir hate vill Kontakt mat de Leit. Ech selwer war dräi-, véiermol op der Plaz, war an deene Reuniounen, wou mat de Leit diskutéiert a geschwat ginn ass. Ech war, wéi gesot, dräimol op der Plaz, och do konnt ech net eng Lück feststellen, déi mer vergiess hätten, fir eventuell nach een Auto dohinner ze kréien. Mee et läit am Hang, jiddwereen hei-

5. Projets communaux

banne kennt d'Situatioun. Et ass net einfach.

Mee gleeft et, mir hunn eis vill Gedanke gemaach a vill investéiert, fir do déi beschtméiglech Léisung ze fannen, fir déi Leit, déi concernéiert sinn. An ech verstinn dat. Wann ech d'Situatioun vun haut kucken, wéi schlecht se haut ass, wann ech eis, wéi den Här Ulveling gesot huet, Müllween gesinn, déi do eropfuere mussen oder e Rettungsdéngscht, deen do eropfuere muss, dat ass net evident. An dat ass och net flott, wann elo de Wanter kënnt, fir do dann nach eng Schikan weider ze hunn, wou d'Autoe schlecht parken an esou virun.

Also dat do kann nëmmen eng Verbesserung si fir alleguer déi Leit, déi do wunnen. A fir d'Allgemengheet och, d'Leit, déi do op Besuch ginn an esou virun, déi vun där Strooss oder deem Quartier do profitéieren.

Wann et keng weider Wuertmeldungen gött, komme mer zur Ofstëmmung.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le réaménagement de la montée du Wangert et du Haut-Wangert.

Ech soen Iech Merci. De Punkt 5b, eng Tranche, déi muss gezu ginn am Rahme vun der Ëmännerung am Ale Spidol. Ech géif dem Här Ulveling dofir d'Wuert ginn, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Vu dass d'Stadhaus elo an d'Spidol plënnert, brauche mer do e Réseau informatique. Dee mer dann do mussen uschléissen ab fréiere Lagano bis erop bei dat aalt Spidol. An och dann do an der Strooss am Trottoir an dann duerch den Trottoir eriwwer an d'Spidol. Déi Aarbechte kaschte 70.000 Euro. Déi sinn dréngend néideg, dass mer wéi gewinnt schaffen an op eis Serveren zrëckgräife kënnen. Soudass mer Iech bieden, dat doten ze stëmmen.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Gëtt et Froen oder Suggestiounen zu deem Punkt? Nee. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le devis pour la confection d'une tranchée en vue des transferts des services communaux à l'Aalt Spidol.

Ech soen Iech Merci. De Punkt 5c, en Dekont vu verschiddenen Aarbechten, déi d'Gemeng maache gelooss huet. Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Dat geet op 2019 zrëck, eng laang Zäit. An do, erstaunlecherweis, hu mer et fäerdegbruecht, 600.000 Euro ënner dem Devis ze bleiwen. Dat ass also och emol nach méiglech. Dat heescht, déi Aarbechten hätte sollen 3,5 Milliounen Euro kaschten, hunn der duerno awer nëmmen 2,9 kascht. Zu Lasauvage gouf dat proppert Waasser, Iwwerflächewaasser, wat an de Schmotzwaasserkanal gelaf ass, an en zweete separate Reekanal verluecht. Esoudass mir manner Waasser eriwwer a Frankräich pompele mussen an dann och do manner musse bezuelen.

An dësem Projet ass och de Stroosse-raum erneiert ginn: de Koffer vun der Strooss, d'Borduren, de Stroossebelag, d'Stroossebelichtung gouf op LED-Luuchten ëmgerüst, wat eis zegutt kënnt, well d'Käschte fir d'Elektresch manner héich sinn.

Wéi Dir gesitt, kréie mer fir dee Projet vun der AGE ee kleng Subsid vun 108.000 Euro. Bref, dat hei ass een Dekont, deen ee ka stëmmen, well en ënner dem Devis läit.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech géif proposéieren, déi dräi Punkte mateneen ze huelen an déi och zesammen ofzestëmmen, nodeems mer Är

GUY ALTMEISCH (LSAP) conclut en réaffirmant l'engagement important de la commune dans ce dossier. Il détaille ses visites personnelles sur le terrain et sa participation aux réunions avec les habitants.

Il reconnaît les contraintes particulières liées à la topographie du site en pente, mais assure que toutes les possibilités ont été étudiées pour optimiser l'aménagement. Il met l'accent sur les améliorations significatives que le projet apportera, tant pour les résidents que pour les visiteurs du quartier, particulièrement en ce qui concerne l'accessibilité pour les services essentiels. Il souligne l'importance de ces améliorations, notamment pendant la période hivernale, où les difficultés actuelles sont exacerbées.

(Vote)

Guy Altmeisch passe à des transformations de l'ancien hôpital.

TOM ULVELING (CSV) explique qu'en raison du déménagement de l'hôtel de ville vers l'hôpital, il est impératif d'installer un nouveau réseau informatique. Ce réseau doit s'étendre depuis l'ancien site Lagano jusqu'à l'ancien hôpital, en passant par le trottoir.

Ces travaux, estimés à 70 000 €, sont considérés comme urgents, car ils sont essentiels pour maintenir l'accès aux serveurs et assurer la continuité des services.

(Vote)

Tom Ulveling passe à un projet datant de 2019. Il annonce une nouvelle positive: les coûts finaux sont inférieurs de 600 000 € aux prévisions initiales, avec un montant total de 2,9 millions d'euros au lieu des 3,5 millions prévus.

À Lasauvage, des travaux importants ont été réalisés pour séparer les eaux propres des eaux usées grâce à un nouveau canal pluvial. Cette modification permet de réduire significativement les coûts de pompage vers la France.

Le projet comprenait également une rénovation complète de la voirie, incluant le coffre de la route, les bordures, le revêtement routier, et le passage à l'éclairage DEL, ce qui permet de réduire les coûts énergétiques. Une subvention de 108 000 € a été obtenue de l'AGE pour ce projet.

5. Projets communaux

Pour le réaménagement des rues Belair et Pasteur, Tom Ulveling détaille un projet ambitieux voté en 2019.

Les travaux ont inclus la rénovation complète des infrastructures: canalisations, eau, électricité, coffre de la route, revêtements des routes et trottoirs. Il souligne que le même nombre d'arbres qu'auparavant a été maintenu, un point qui avait initialement suscité des discussions avec les habitants, mais qui a été résolu lors d'une réunion commune.

Le projet a dépassé le devis initial de 4,6 millions d'euros, principalement en raison de la hausse des prix dans le secteur de la construction due à la COVID et à la guerre en Ukraine. Le cout final s'élève à 6,3 millions d'euros, bien que l'entrepreneur ait réussi à réduire ses couts de 200 000 € par rapport à sa soumission initiale.

Le projet incluait également le réaménagement de l'esplanade du cimetière de Differdange et l'installation d'un système d'arrosage pour les arbres.

En ce qui concerne le projet d'aménagement des canalisations d'eau pluviale entre la route de Bascharage et la rue des Ligures, le Haneboesch. Les travaux ont permis de rétrécir la chaussée, de créer des zones de stationnement pour camions et voitures, d'installer une piste cyclable avec trottoir, et de planter des arbres. Trois rétrécissements ont été mis en place pour réduire la vitesse du trafic. Un arrêt de bus avec abri pour le Diffbus a également été construit. L'éclairage public a été modernisé avec des LED.

Le cout final pour la commune s'élève à 1,5 million d'euros, soit 200 000 € de moins que prévu, avec une subvention de l'AGE de 105 000 €.

(Vote)

Wuertmeldungen héieren hunn. Ass dat okay fir Iech? Da géif ech dem Här Ulveling nach eng Kéier d'Wuert ginn, fir eis deen zweete Punkt vum Punkt 5c virzestellen.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Dat ass de Reamenagement vun de Rue Belair an der Rue Pasteur. Deen ass 2019 gestëmmt ginn. Ee ganz flotte Projet hu mer hei realiséiert. Déi komplett Infrastruktur an de Stroosseraum ass erneiert ginn: Kanal, Waasser Stroum, Koffer vun der Strooss, de Stroossen- an den Trottoirsbelag. Hei gouf déi nämmlecht Unzuel u Beem an de Stroosseraum gesat, wéi virdrun do war. Wat jo am Ufank vum Projet zur Diskussioun mat den Awunner gefouert huet, awer no enger gemeinsamer Sitzung konnt gekläert ginn.

Och hei hu mer dovu profitéiert, d'Stroossebelichtung ze ersetzen an op LED-Luuchten ëmzerüsten.

Dëse Projet ass awer iwwert dem initialen Devis vu 4,6 Milliounen Euro, dee mer den 18.9.2019 hei gestëmmt hunn. Schonns an der Ausschreiwung ass de Projet an d'Luucht gaangen, well d'Präisser am Bau wéinst Covid an Ukrain-Krich eng zolidd Hausse gemaach hunn.

An dësem Projet gouf d'Virplaz vum Kierfecht Déifferdeng frësch gemaach, eng Cuve fir Reewaasser an eng Berise-lungsanlag fir d'Beem gouf ugeluecht.

D'Soumissioun vum Entrepreneur hu mir mat 5,9 Milliounen Euro, dat war deemools also 1,3 Milliounen Euro méi wéi den Devis war, opgemaach. An den Dekont vum Entrepreneur läit elo bei 5,7 Milliounen Euro, also 200.000 Euro manner wéi déi initial Soumissioun. Insgesamt wäerte mer de Projet ofschléisse fir 6,3 Milliounen Euro.

Ech géif Iech bidden, och dat ze stëmmen.

An da komme mer zu enger Saach bei der Hall poutrelles Eucosider, wou mer d'Canalisation d'eaux pluviales tëscht der Route de Bascharage an dem Haneboesch, Rue des Ligures gemaach hunn. Dat war ee Vott vu Mee 2019. Mam

Ministère de l'Économie hu mir hei de Stroosseraum adequat amenagéiert.

De Stroosseraum gouf verengt, Parknische fir Camionen an Autoe gebaut an en Trottoir mat Vëlospist. Beem a Gréngs goufen ugeluecht. Dräi Anengunge verhënnere, datt d'Geschwindegkeet ze grouss soll sinn. Domat soll de Verkéier ofgebremst ginn. Et ass ee Busarrêt mat Haische fir den Diffbus gebaut ginn. Och hei ass d'Stroossebelichtung duerch LED-Luuchten ersat ginn.

Dee gesamten Devis ass 2,7 Milliounen Euro. Dovunner hätt d'Gemeng sollen 1,7 Milliounen Euro droen. Den Dekont läit elo hei vir, an do stelle mer fest, dass mer amplaz déi 1,7 Milliounen Euro nëmmen 1,5 Milliounen mussen bezuelen, dat sinn also déi Fraise vun der Gemeng. Dat heescht, mir hunn dat insgesamt fir 200.000 Euro méi bëlleg fäerdeggestallt, wéi initialement ugeholl ginn ass.

Deen aneren Deel gëtt vum Ministère de l'Économie bezuelt. Och heifir hu mer ee kleng Subsid kritt vun der AGE vu bal 105.000 Euro. Soudatt ech och mengen, dass een deen heiten Dekont rouege Gewëssens stëmme kann. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling, fir déi prezis Erklärungen. Gëtt et eng Wuertmeldung zu deenen Erklärungen, respektiv eng Bemierkung? Wann net, da komme mer zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le décompte des travaux de réalisation d'une canalisation d'eaux pluviales entre la route de Bascharage et le Haneboesch.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le décompte des travaux d'élimination des eaux allogènes de canalisation des eaux mixtes à La-sauvage.

6. PAG et PAP

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver les décomptes de travaux de réaménagement de la rue Belair et de la rue Pasteur.

Ech soen Iech Merci. Domat hätte mer de Punkt 5 ofgeschloss. Kéime mer zum Punkt 6, kleng punktuell Modifikatioun vum PAG a vum PAP. Iwwer déi siwen Ännerungen, déi Modifikatiounen, musse mer eenzel ofstëmmen, fir herno keng Probleemer ze kréie bei Reklamatiounen. A fir verschidde Bréifwieselen a Bréifkontakter dann och esou ze halen, wéi mer dat vum Legislauteur verflucht sinn.

Ech ginn dem Här Ulveling d'Wuert, fir eis déi kleng Ännerunge kuerz virzestellen. Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Merci, Här Buergermeeschter. Et si relativ kleng Ännerungen, déi keng grouss Repercussione wäerten hunn.

Déi éischt Ännerung ass eng partiell Suppressioun vun der Protection communale vun dem Haus Nummer 14 an der Rue Pütz. Wéi Der op der Foto gesitt, ass op deem Haus en Deel dru gebaut ginn, wat, wéi mer fannen, net schützenswäert ass. Dofir wëlle mer deen Deel aus der Protection communale, aus dem Denkmalschutz eraushuelen. Dat ass nodréiglech ugebaut ginn an et gétt am Fong de Charakter vun deem Ganzen net erëm.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Eng Wuertmeldung dozou, soss kéime mer zum Vott?

Le conseil communal décide à l'unanimité d'émettre un avis positif quant à la modification ponctuelle du PAG à Differdange concernant la suppression partielle de la protection communale dans le cas de la construction localisée à Differdange sur la parcelle 181/10115 (no 14, rue Pütz).

Ech soen Iech Merci. Mir kommen zu der zweeter punktueller Modifikatioun. Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Hei handelt et sech ëm eng Ëmwandlung vun enger Zone ECO1 an eng Zone SPEC-2 am Kader vum PAP nouveau quartier „Zwësche Lauterbännen“. Dat ass do, wou dee faméisen Nidderkuer Mall soll entstoen. Dofir muss den Terrain ëmklasséiert ginn. D'Koeffizienter mussen ugepasst ginn, de CUS muss vun 1,3 op 1,85 eropgesat ginn, fir d'Iwwerhéichte vun de Stäck erlaben ze kënnen.

Laut der Terminologie vum Degré-d'utilisation-du-sol-Gesetz vum 19. Juli 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain muss all Stäck, deem seng Héicht tëscht fënnf an zéng Meter ass, duebel gerechent ginn. Et ginn net méi Stäck gebaut, wéi initial virgesi war, mee vu dass dee Baumaart dohinner kënnt, dee méi héich Stäck brauch, fir grouss Leederen a seng Saachen auszustellen, musse mer déi Modifikatioun hei maachen. Ech géif Iech bidden, dat guttzeheeschen.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Wuertmeldung dozou? Mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'émettre un avis positif quant à la modification ponctuelle du PAG à Differdange concernant le classement d'une zone spéciale 2 (SPEC-2) et l'adaptation des coefficients du PAP NQ NI02 – Tëscht Lauterbännen.

Ech soen Iech Merci. Komme mer zu der drëtter Modifikatioun. Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Dat ass d'Areal hanner der Rue Pierre Gansen, wou déi Hale vun ArcelorMittal

GUY ALTMEISCH (LSAP) passe à sept modifications du PAG et de PAP.

TOM ULVELING (CSV) présente la suppression partielle de la protection communale pour la maison n° 14, rue Pütz. Cette décision concerne une extension ajoutée ultérieurement au bâtiment principal, considérée comme ne méritant pas le même niveau de protection patrimoniale que le reste de l'édifice, car elle ne reflète pas le caractère historique de l'ensemble.

(Vote)

Tom Ulveling explique en détail une conversion importante concernant une zone ECO1 qui doit être transformée en zone SPEC-2 dans le cadre du PAP Zwësche Lauterbännen.

Ce changement est nécessaire pour la construction du futur centre commercial. Il souligne la nécessité de reclasser le terrain et d'ajuster les coefficients d'utilisation du sol, notamment le CUS, qui doit passer de 1,3 à 1,85. Cette modification est essentielle pour permettre des étages plus élevés dans la construction.

Tom Ulveling fait référence à la loi du 19 juillet 2004 sur l'aménagement urbain, qui stipule que tout étage dont la hauteur se situe entre cinq et dix mètres doit être comptabilisé deux fois. Il tient à préciser que cette modification ne vise pas à augmenter le nombre d'étages initialement prévu, mais plutôt à permettre des hauteurs plus importantes pour répondre aux besoins spécifiques du centre commercial, notamment pour l'exposition d'équipements de grande taille, comme les échelles.

(Vote)

Tom Ulveling enchaîne avec une autre modification concernant la zone située derrière la rue Pierre-Gansen, où se trouvent actuellement les halles d'ArcelorMittal.

1. Commun6. PAG et PAPications

Il explique que ce site, qui était précédemment classé en zone REC-1, doit être reclassé en zone ECO-C1 en raison de l'utilisation actuelle des halles et des voies ferrées sur le terrain.

(Vote)

Concernant la rue des Jardins, Tom Ulveling expose une correction technique nécessaire. Une parcelle avait été laissée en blanc par erreur dans le PAG et doit maintenant être reclassée. La modification propose de diviser cette parcelle en deux zones distinctes: une partie en HAB1 et une autre en REC-1, conformément au zonage des terrains adjacents.

Tom Ulveling précise qu'il s'agit d'une erreur matérielle qui doit être rectifiée.

(Vote)

Pour le site situé rue Émile-Mark, Tom Ulveling explique la nécessité de reclasser le terrain du nouveau lycée de la Fondation Émile-Metz. Le site, actuellement en zone SPEC-2, doit être converti en zone BEP (Bâtiments et équipements publics) pour refléter sa nouvelle utilisation avec l'installation des conteneurs et de l'école.

(Vote)

Concernant la Grand-rue, Tom Ulveling propose de retirer la protection des façades de deux maisons. Il justifie cette décision en expliquant que ces bâtiments ont déjà subi des modifications importantes et ont perdu leur caractère original, bien qu'il précise que ces changements n'ont pas été faits dans un esprit de destruction.

tal stinn. Déi Halen an déi Schinne gi genotzt op dësem Terrain, dofir ass eng Réckklasséierung an d'Zone ECO-c1 wichteg. Dat war virdrun eng Zone REC-1. Vu dass déi Aktivitéit ass wéi se ass, muss mer dat zrëckstufen.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Bemierkungen dozou, soss kéime mer zum Vott?

Le conseil communal décide à l'unanimité d'émettre un avis positif quant à la modification ponctuelle du PAG à Differdange concernant le classement de la parcelle 2400/8407 ainsi que d'une partie de la parcelle en tant qu'ECO-c1 au lieudit rue Pierre-Gansen.

Punkt 4. Här Ulveling.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Dat ass eng Parzell an der Rue des Jardins, wou mer leider vergiess haten, eng Faarf drop ze maachen, also déi war wäiss a mer hunn dunn erausfonnt, dass mer dat muss rektifizéieren. Déi Zon gëtt esou ëmklasséiert wéi déi Zone vun den Terrainen niewendrun, dat heescht deels an eng HAB-1 an deels an eng REC-1. Wéi gesot, dat war eng Faute matérielle vun deemools, am PAG. Mir hunn nach esou eng haut hei virleien, wou mer dat da muss rektifizéieren.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci fir d'Erklärungen. Wuertmeldungen? Mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'émettre un avis positif quant à la modification ponctuelle du PAG à Differdange concernant le classement de la parcelle en tant que zone HAB-1 et de la parcelle 767/9816 en tant que REC-1 au lieudit rue des Jardins.

Ech soen Iech Merci. Mir kommen zum Punkt 6. Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Dat ass eng Modifikatioun an der Rue Emile Mark, um Site vum neie Lycée vun der Fondation Emile Metz, deen do entstanen ass. Well elo déi Container an déi Schoul do ënnerbruecht sinn, gëtt de Site an eng BEP, Bâtiments et d'équipements publics, ëmklasséiert, wat virdrun eng SPEC-2 war. Ech mengen, dat ass och eng logesch Saach.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci fir d'Erklärungen. Wann et keng Wuertmeldung dozou gëtt, komme mer zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'émettre un avis positif quant à la modification ponctuelle du PAG à Differdange concernant le classement de la parcelle 1304/9552 ainsi que d'une partie de la parcelle 1304/9706 en tant que zone BEP le long de la rue Émile-Mark.

Mir kommen zum nächste Punkt. Här Ulveling, et ass nach eng Kéier un Iech, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Et geet ëm d'Grand-rue. Do sinn zwee Haiser, wou mer d'Protektioun vun de Fassaden ewechhuele wëllen. Mer fanne, dass déi schonn, wéi soll ech soen, deelweis maltrahéiert sinn. Net elo am ganz schlechte Sënn, mee déi hu keen originale Charakter méi. Dofir wollt mer déi Protektioun erëm ewechhuelen. Ech hoffen, dass Der domat d'accord sidd.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Den Här Diderich.

6. PAG et PAP

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech denken, dass um Bild dat rietst Haus, dat ass dann den N° 2, awer sécherlech weider schützenswäert ass. Ech gesinn do kee Grond, firwat een dat soll ophiewen. Virun allem, well riets niewendrun en Haus ass, wat besonnesch schützenswäert ass. A wann elo déi zwee Haiser do aus dem Schutz erausgeholl ginn – dat eent ass schonn zum Verkaf, dat anert weess ech net, wat d'Pläng sinn –, da kann ee sech scho virstellen, wat doraus gëtt.

An da kënnt do eppes hi stoen, wat éischer am Sënn vun deem Haus lénks ass an da gëtt dat ganz Stadbild awer, mengen ech, do ganz staark an Ugrëff geholl. A mir haten och an der Bautekommissioun en Architekt, dee sech awer gutt mam Patrimoine auskennt, an deen huet sech och ganz kloer dofir ausgeschwat, dat rietst Haus an der Protektioun ze halen.

Also fir dat lénkst, N° 2A, hunn ech kee Probleem, dat ass jo och elo schonn an engem ganz moderne Stil. Mee dat rietst huet awer en Ausbau u Gauw, u Lucarne, deen een esou net oft gesäit. Et muss een zwar, éierlechkeetshallwer, soen, esou eng Lucarne, déi ass am Fong net direkt matprotegiert mat der Fassad.

Mee wann een d'ganz Protektioun ophieft, dat ass dat, wat ech soen, da weess een, wat draus gëtt. Dofir wäert ech mech dogéint ausschwätzen, den 2 erauszehuelen. Wa mer dee separat kënne stëmmen, da ganz gären, soss muss ech géint déi zwou Saachen stëmmen.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Den Här Muller, wannechgelift.

ERNY MULLER (LSAP):

Ech hunn och aus Siicht vun de Bauten nach eppes ze soen dozou. Dat stëmmt, wat den Här Diderich seet – ech si jo och an der Bautekommissioun –, dass mer dat do diskutéiert hunn. Mee deen Här, dee weess och, en huet dat awer net gesot: Nieft esou engem historiesche Gebai, muss een och d'Krittäre bei

engem Neibau consideréieren, wat ugebaut gëtt un e klasséiert Gebai, no spezieller Prinzipien. An do muss een och den Accord iwwert de Plang an och fir d'Fassad vun där selwechter Instanz kréien.

Dat heescht, mir ginn awer elo net direkt ee Fräipass, dass egal wat kann dohikommen an dat guer net adaptéiert wär un dat, wat niewendru steet. Am Kader vun de Bâtiments protégés classés ass dat esou festgehalten.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech soen Iech Merci, Här Muller. Weider keng Wuertmeldungen zu där Modifikatioun? Da komme mer zum Vott.

Le conseil communal décide avec 17 voix oui et 1 voix non d'émettre un avis positif quant à la modification ponctuelle du PAG à Differdange concernant la levée du secteur protégé de type « environnement construit – façades à conserver » sur les bâtiments n° 2 et n° 2A, Grand-rue à Differdange.

Ech soen Iech Merci. Mir kommen zum leschte Punkt vun de Modifikatiounen. Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Dat ass an der Route de Pétange. Do war eng kleng Nues vun engem Terrain vergiess ginn, giel gemoolt ze ginn. Soudass dat elo soll rektifizéiert ginn. An dat soll dann och als HAB-1 klasséiert ginn. Do war de Printer net bis zur Grenz vum Terrain komm. Duerfir misste mer dat elo rektifizéieren.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Wuertmeldungen dozou? Nee. Mir kommen zum Vott.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) *intervient pour exprimer son désaccord, particulièrement concernant la maison de droite (n° 2). Il argumente que cette maison mérite de conserver sa protection, notamment en raison de sa lucarne unique et de sa position adjacente à une maison particulièrement protégée. Il s'inquiète des conséquences potentielles de la levée de cette protection sur l'ensemble du paysage urbain, surtout si les maisons venaient à être vendues.*

Il mentionne également l'avis d'un architecte de la Commission des bâtisses, spécialiste du patrimoine, qui s'est prononcé en faveur du maintien de la protection pour la maison de droite.

ERNY MULLER (LSAP) *apporte des précisions techniques importantes en rappelant que toute nouvelle construction à proximité d'un bâtiment historique est soumise à des critères architecturaux spécifiques.*

Il souligne que les plans et la façade doivent recevoir l'approbation des instances compétentes, ce qui garantit une certaine harmonie architecturale et évite des constructions inappropriées.

(Vote)

TOM ULVELING (CSV) *explique qu'une petite portion de terrain a été oubliée sur la route de Pétange et doit être reclassée en HAB-1. Cette omission est due à une erreur d'impression, qui n'avait pas atteint la limite du terrain.*

(Vote)

6. PAG et PAP

Tom Ulveling enchaîne avec la présentation détaillée du projet Nidderkuer Mall, qui a été initialement présenté au conseil communal en décembre 2023. Il s'agit d'une modification ponctuelle du nouveau quartier Tëschent Lauterbännen situé sur la route de Bascharage.

Le terrain, d'une superficie d'environ 4000 m², est divisé en trois lots distincts: le lot B qui accueille actuellement l'hôtel, les bureaux et la pâtisserie avec sa zone de production; le lot A2 qui sera morcelé et maintenu libre pour servir de voie d'urgence au CGDIS; et le lot A1 qui est destiné à accueillir le Nidderkuer Mall ou une partie de celui-ci, le projet étant prévu en trois phases.

Tom Ulveling souligne que l'objectif principal est la construction d'une passerelle reliant les différentes phases du projet, notamment avec la partie est, où doit s'implanter le magasin de bricolage. La parcelle est classée en zone Spec-2, ce qui permet d'y installer des commerces, des activités de loisirs, des bureaux, des administrations, des hôtels et des restaurants.

La modification implique l'augmentation du gabarit du bâtiment pour permettre la construction de la passerelle reliant les phases 1 et 3.

Tom Ulveling précise que le terrain nécessite un léger réaménagement et la construction de murs de soutènement en périphérie du parking en raison de sa position plus basse.

Le CUS (Coefficient d'utilisation du sol) doit être augmenté pour permettre la construction de la passerelle, portant la surface constructible brute à 4850 m² et la surface de scellement du sol à 3570 m².

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) exprime son opposition ferme au projet. Après examen approfondi en Commission d'accompagnement économique, il critique plusieurs aspects: l'imperméabilisation excessive des surfaces pour la construction d'un centre commercial dans une région qui présente déjà la plus forte densité commerciale d'Europe.

Il s'inquiète particulièrement de l'orientation du projet vers la vente d'alcool et de tabac, qui risque

Le conseil communal décide à l'unanimité d'émettre un avis positif quant à la modification ponctuelle du PAG à Differdange concernant le classement de la parcelle 2903/9657 en tant que zone HAB-1 au lieudit route de Pé-tange.

Ech soen Iech Merci. Mir kommen zum Punkt 6b vun eisem Ordre du jour. Do géif ech d'Wuert nach eemol un den Här Ulveling ginn. Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Dat hei ass de Projet Nidderkuer Mall, deen am Gemengerot am Dezember 2023 virgestallt ginn ass. Et ass eng Modification ponctuelle vum Nouveau quartier „Tëschent Lauterbännen“ an der Route de Bascharage. Et ass een Terrain vun ongeféier 4.000 Meterkaree, deen an dräi Loten ennerdeelt gëtt. An e Lot B, wou haut d'Hotel, d'Büroen an d'Pâtisserie respektiv d'Produktion vun der Pâtisserie ennerbruecht ass. An e Lot A2, dee morcelléiert an als Noutwee fir de CGDIS fräigehale gëtt. An e Lot A1, wou d'Nidderkuerer Mall oder een Deel dovunner soll hikommen, well dat si jo och dräi Phasen, déi do solle gemaach ginn.

Den Objektiv ass, fir eng Passerell ze bauen, wat de Projet mat deem anere grouse Projet vum Mall mam Oste vun dëser Passerell erméiglecht. Do, wou am Fong de Baumaart soll hikommen.

Déi Parzell, vun där mir elo schwätzen, ass an eng Zone SPEC-2 klasséiert. Eng Zon SPEC-2 erlaabt Commercen, Activités loisirs, Büroen, Administratiounen, dat erlaabt och Hotellen a Restaurants.

D'Modifikatioun bedeit, dass mer de Gabarit vum Gebai méi grouss maachen, fir déi Passerell kënnen ze bauen. Déi Passerell, déi am Fong d'Phas eent mat der Phas dräi verbënnt. Den Accès zum Terrain gëtt adaptéiert, och wéinst der Passerell.

Den Terrain muss liicht emmodelléiert ginn. Et musse Stützmaueren op der Peripherie vum Parking gebaut ginn,

well den Terrain vum Parking elo e bësse méi déif läit. De CUS, de Coefficient d'utilisation du sol muss eropgesat ginn, fir dass déi Passerell ka gebaut ginn. Soudass mer elo d'Surface constructible brute eropsetzen op 4.850 Meterkaree an d'Surface de scellement du sol op 3.570 Meterkaree eropsetzen. Mee wat wichteg ass, d'Surface d'emprise du sol bleift déi selwecht. Et ginn net méi Niveaue gebaut. Déi maximal Héicht, déi erlaabt ass, gëtt berécksiichtegt. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Den Här Diderich, wannechgelift.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech géif mech wëllen hei zu dësem Punkt, an deem vu virdrun, der Modifikatioun vum PAG, ausdrécken. Nodeems de Projet an d'Commission d'accompagnement économique komm ass an nodeems mer déi ganz Saach nach méi konnte studéieren als déi Lénk, wëlle mer eis prinzipiell géint dee Projet ausschwätzen.

Éischtens an der Ëmsetzung, dat si jo déi Saachen, déi elo hei um Ordre du jour stinn. Dat heescht, dass hei vill Surface versigelt gëtt, gebraucht gëtt, fir eng Surface, e Centre commercial, enz-wousch hinzebauen. Wou mer eng ganz héich Densitéit – déi allergréissten an Europa – hunn, hei zu Lëtzebuerg. An am Fong en Iwwerangebot hunn, an deem dote Projet och ganz staark dorobber wäert ausgeriicht ginn, dass zum Beispill den Alkohol- an den Tubaksverkauf Leit aus der Grenzregioun op Déifferdeng unzéie wäert an nach zousätzleche Verkéier dohinner drainéieren.

Mir fäerte ganz staark, dass de Baumaart éischter e bëssen e Virwand och ass. Éischtens ass et och net esou, dass een zu Déifferdeng näischt géif fannen, fir enz-wousch eppes ze bauen. Ech mengen, zu Käerjeng huet een direkt net esou ee kleng Rayon. Zu Déifferdeng am Zentrum hu mer och ee kleng Geschäft, wou een esou Saache ka kafen. Esou engem Geschäft, wat mer

6. PAG et PAP

da schon am Zentrum hunn, wäerte mer dann eng Konkurrenz zu Nidderkuer virun d'Dier setzen, wou d'Leit vill méi schnell kënne parken, an da wäerte mer eeben do och eise klenge Geschäfte am Zentrum eng weider Konkurrenz maachen.

Dat heescht: Dir vergréissert d'Versiegung, dass déi heiten Zon am PAG elo ganz anescht genotzt gëtt, wéi et virgesi war. Nämlech war et am Fong fir Produktioun, fir industriell Zwecker geménzt gewiescht, eng ekonomesch Zone d'activité gewiescht, wou Aarbechtsplaze geschafe ginn. Hei ginn zwar elo Aarbechtsplaze geschafen, awer relativ wéineg fir Leit, déi hei zu Déifferdeng wunnen. An op Käschte vun enger ganzer Rei Konsequenzen, déi punkto Verkéier, punkto Versiegung, punkto Ëmwelt de Fall sinn.

Et hätt een deen hei Projet och méi an d'Héicht kënne bauen, fir d'Versiegelung erofzesetzen, zum Beispill. Mee hei gëtt d'ganz Parzell am Fong versiegelt. An elo setze mer och nach verschidde Koeffizienter erop. Aus all deene Grënn stëmmen ech op dësem Punkt dogéint. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci fir déi Erklärungen, Här Diderich. Eng weider Wuertmeldung? Den Här Cillien, wannechgelift.

ERIC CILLIEN (DP):

Ech sinn anerer Meenung wéi den Här Diderich. Mir ënnerstëtzen dëse Projet op alle Fall. Mir fannen, dee läit an der Peripherie. Vill méi grouse Verkéier an déi Géigend wäerte mer net kréien, denken ech emol. Vu datt souwisou scho Verkéier do ass. E Baumaart an där Envergure hu mer net. D'Leit ginn op Käerjeng akafen, wat net gutt ass fir eis Recettes communales. Mir hu méi dovunner, wa mer am Impôt commercial méi erakréien, doduerch, datt d'Leit bei ons akafen. An deem Sënn kënne mir dee Projet nëmmen ënnerstëtzen.

A mer kréie jo och eng Crèche an dee Projet, esou eng ass jo och matageplangt. Ech mengen, mer hunn ee grouse Manktem u Plazen, déi an de

Maisons relais feelen. Mer wësse jo, mer haten et an deene leschte Sëtzunge gestëmmt, do sinn eng honnert Plazen, Kanner, déi op de Waardelëschte stinn. Also kënne mir an deem Sënn, en globalité, dëse Projet nëmmen ënnerstëtzen. Dat war et vu mir.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Cillien. Här Muller, wannechgelift.

ERNY MULLER (LSAP):

Ech wollt soen als President vum Comité d'accompagnement économique, dass dee Projet do komplett ënnerstëtzt gëtt. Dee Komitee huet ee ganz positiven Avis ofginn iwwert dee Projet.

A mir maachen eis Gedanken an deem Sënn, dass mer wëlle sou gutt, wéi mer ëmmer soen: Eis Entrée en ville mat hirem Opkorn, do soll den Zentrum kënne dervu profitéieren. Dat heescht, béidsäiteg Afloss kréien op eis Zentren, eisen ale Stadzentrum, den Opkorn an och dee spéideren attraktiven Nidderkuerer Akafspôle.

An do maache mer eis Gedanken: Wéi kënne mer déi dräi Pôle matenee verbannen? Wéi kënne mer dat esou gestalten, dass deen een op deen aneren en Impakt huet? An dass dat fir all Bierger, net nëmmen déi, déi heih kommen, mee och déi, déi hei wunnen, a fir eis Bierger aus der Stad attraktiv ass an e Benefice gëtt?

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Muller. Den Här Tempels, wannechgelift.

GUY TEMPELS (CSV):

Mir vun der CSV sinn der Meenung, dass op där doter Plaz trotz allem eng Plus-value fir eis Gemeng wäert kommen, déi de Leit eppes bréinge wäert.

Mir stëmme mat Jo. Merci.

d'attirer une clientèle frontalière supplémentaire et d'augmenter le trafic routier.

Il remet en question la nécessité d'un magasin de bricolage, rappelant l'existence d'alternatives à Käerjeng et d'un petit commerce dans le centre de Differdange. Il craint que ce nouveau projet ne crée une concurrence déloyale pour les commerces existants du centre-ville, notamment en raison de la facilité de stationnement.

Il critique également le changement d'affectation de la zone, initialement prévue pour des activités industrielles et productives, vers une utilisation commerciale qui créera peu d'emplois pour les résidents.

ERIC CILLIEN (DP) prend position en faveur du projet, en opposition directe avec les arguments de monsieur Diderich.

Il défend la localisation périphérique du projet, estimant que l'augmentation du trafic sera limitée dans une zone déjà fréquentée.

Il souligne l'absence actuelle d'un magasin de bricolage de cette envergure et l'intérêt économique pour la commune de garder les consommateurs locaux plutôt que de les voir partir vers Käerjeng, ce qui impacte les recettes communales à travers l'impôt commercial. Il met également en avant l'inclusion d'une crèche dans le projet, répondant à un besoin urgent de la commune, rappelant qu'une centaine d'enfants sont actuellement sur liste d'attente pour les maisons relais.

ERNY MULLER (LSAP), s'exprimant en sa qualité de président du Comité d'accompagnement économique, affirme son soutien total au projet qui a reçu un avis très favorable du comité.

Il soulève une réflexion importante concernant l'interconnexion des trois pôles majeurs de la ville: le centre historique, Opkorn et le futur pôle commercial de Niederkorn. Sa préoccupation principale porte sur la manière de créer une synergie entre ces trois zones pour qu'elles puissent avoir un impact positif les unes sur les autres.

Il insiste sur l'importance de rendre ces espaces attractifs non seulement

7. Enseignement / 8. Structures d'accueil

pour les visiteurs, mais aussi pour les résidents actuels de la ville, soulignant la nécessité d'un bénéfice collectif pour l'ensemble de la communauté.

GUY TEMPELS (CSV) prend ensuite la parole pour exprimer la position de son parti. Il affirme avec conviction que l'emplacement choisi pour le projet apportera une réelle plus-value à la commune. Il souligne que ce développement sera bénéfique pour les citoyens et annonce le vote favorable de son parti.
(Vote)

GUY ALTMEISCH (LSAP) passe à des modifications concernant l'enseignement fondamental.

THIERRY WAGNER (LSAP) aborde les modifications nécessaires dans l'organisation scolaire et le Plan d'encadrement périscolaire (PEP). Il explique qu'une adaptation des horaires de la classe en forêt était nécessaire pour se conformer aux directives ministérielles.

Un changement important concerne la pause déjeuner des enfants, qui doit désormais être explicitement comptabilisée comme une pause, ce qui a entraîné un décalage de vingt minutes dans les horaires de l'école et des maisons relais.

(Votes)

Thierry Wagner présente un rapport détaillé sur un sondage effectué auprès du personnel éducatif. Ce sondage, réalisé entre le 19 février et le 1^{er} mars, a obtenu un taux de participation significatif de 66 % (167 sur 252 personnes).

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Tempels. Et gëtt keng Wuertmeldung méi, soen Iech Merci, fir déi Informatiounen. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Le conseil communal décide avec 15 voix oui et 1 voix non d'approuver la modification ponctuelle du plan d'aménagement particulier dénommé Zwësche Lauterbännen concernant des fonds sis à Niederkorn, présentée par le collègue échevinal pour le compte de la Ville de Differdange.

Ech soen Iech Merci. Mir kommen zum Punkt 7 vum Ordre du jour, dat sinn Informatiounen an Ännerungen am Enseignement fondamental, déi mer Iech proposéieren. Den Här Wagner, wannechgelift.

SCHÄFFEN THIERRY WAGNER (LSAP):

Merci, Här Buergermeeschter, fir d'Wuert. An der Schoulorganisatioun respektiv dem PEP, dem Plan d'encadrement périscolaire, hu missen Upassung gemaach ginn. Fir de Richtlinie vum Ministère ze entsprechen, huet den Horaire vun der Bëschklass missen adaptéiert ginn.

Am Ufank vum Projet war virgesinn, dass d'Kanner mëttes zesumme mam Léier- an Educatiounspersonal iesse géifen an des Stonn an hirem Planning dann och agebaut war. Mee de Kanner hir Mëttesstonn muss als Paus ugewise sinn. Dofir huet sech den Horaire vu Schoul a Maison relais ëm zwanzeg Minute verréckelt. Dëst hu mir elo am PEP an an der Schoulorganisatioun verschrëftlech. Dofir hutt Dir den Text elo mat de markéierten Ännerungen nach eemol virleien.

Merci, fir dëst esou matzestëmmen.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Wagner. Gëtt et Wuertmeldungen zu deenen Neierungen, deene

Reglementer? Nee. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'adaptation de l'horaire de la classe en forêt de l'organisation scolaire 2024-2025.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'adaptation de l'horaire de la classe en forêt du plan d'encadrement périscolaire 2024-2025.

Ech soen Iech Merci. Komme mer zum Punkt 8. Ech géif d'Wuert nach eng Kéier un den Här Wagner ginn, fir eis Erklärungen ze ginn. Här Wagner, wannechgelift.

SCHÄFFEN THIERRY WAGNER (LSAP):

Merci, nach eng Kéier. Dëse Punkt ass eng logesch Suite vun der Bëschklass, well dat impaktéiert jo och den ROI an den Horaire vum edukative Personal. Also musse mer deen och adaptéieren.

Et wär gutt, deen neie Règlement d'ordre interne dann och matzestëmmen.

Ech wollt dëse Punkt vun eise SEA notzen, fir Iech, wéi gefrot am leschte Conseil, eng Topo ze maache vum Sondage beim Personal vun eisen Haiser. Ech schécken Iech d'Presentatioun, déi mer iwwe d'edukatiivt Personal gemaach hunn. Ech ginn Iech awer elo direkt e klenge Resümmee dozou.

De Froebou konnt online, mee och anonym vun eise Leit tëscht dem 19. Februar. an dem 1. Mäerz ausgefëllt ginn. D'Resultat gouf duerno zesumme mam Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'état, kuerz CGPO, ausgewäert.

D'Presentatioun vun den eenzele Resultater an den Haiser war am Zäitraum vu Mee bis Juli dëst Joer.

Den Taux de participation loung bei 66 %, dat sinn 167 vun 252 méigleche

8. Structures d'accueil

Leit. Wat am Verhältnis mat deenen aneren Administratioune vum Staat, wou och ee Sondage war, ganz okay ass.

Zu der Fro „De manière générale, je suis satisfait de mon travail“ sinn 62,9 % domadder d'accord, 28,7 % éischer neutre. Et gëtt e relativ héijen Taux mat Neutre-Äntwerten, wou een net direkt weess: Si se éischer zefridden oder manner zefridden? Do gëllt et dann och elo unzepakten.

Am Kader vum Sondage hunn d'Leit déi kloer Réckmeldung ginn, dass si d'Valeur vun hirer Aarbecht mat de Kanner gesinn. Den Engagement personnel gëtt am Sondage illustriert duerch Aussoe wéi: „Je suis enthousiaste vis-à-vis de mon travail“ oder „Mon travail m'inspire“. Déi Aussoe kruten entsprechend héich Wäerter vun de Leit.

Wat et opgrond vum Sondage am Deel mat de standardiséiert Froen ze verbessere gëtt, sinn dräi Aspekter: d'Communication interne, de Feedback un d'Ekipp an d'Participatioun.

Ënner anerem, fir d'Communication interne ze verbessere, hu mer konkret domadder ugefaangen, mat de Leit um Terrain an den Austausch ze kommen. Mir hunn deenen eenzelnen Haiser d'Resultater presentéiert, zesummen diskutéiert, verschidde Froen beäntwert an direkt och Propose matgeholl.

De Feedback, souwuel an der Ekipp wéi fir déi eenzel Leit, ass e wichtegt Thema. Et ass een Aspekt, deen, leider, heiansdo am Alldag, op gutt Lëtzeburgergesch: am Jumm, e bëssen ënnergeet. Gläichzäiteg ass dat ee wichtige Punkt, deen ee mat Opmierksamkeet an enger entsprechender Kommunikatiounskultur méi lieweg ka kréien.

Deen drëttten Aspekt, d'Participatioun, do si mer amgaangen, d'Leit konkret matanzebeziehen, fir déi nei Erkenntnisser aus dem Sondage gemeinsam a Musek ëmzesetzen.

Och deen zweeten Deel hu mer an de Bléck geholl, deen Deel mat den oppene Froen, wou d'Leit hir eegen Aussoe konnte verfaassen. Ënner anerem Froen zu hirem Alldag an zum pedagogesche Konzept.

Zwou Froen ginn ech Iech als Beispill: „Quels changements souhaiteriez-vous apporter à votre quotidien au travail?“ An: „Qu'est-ce que vous souhaitez adapter dans le concept pédagogique Welt-Atelier Emmi Pikler?“

Opgrond vun den Äntwerte pro Haus duerch déi eenzel oppe Froen am Sondage, konnten dräi iwwergräifend grouss Themeberäicher erausgeschield ginn. Fir déi konkret mat de concernéierte Leit opzeschaffen, sinn aktuell entsprechend Workshoppe geplangt an zwar déi follgend dräi: d'Horairen, d'Konzept an d'Infrastruktur.

Et kann ee soen, dass d'Meenungen an den Haiser oft ënnerschiddlech sinn. An dat ass och gutt fir interessant a kontrovers Diskussiounen.

Fir d'Workshoppen ass geplangt, dass all Haus representéiert ass an dat och mat de Leit, déi um Terrain sinn. Mir erwaarden eis doduerch, mat de Leit gemeinsam déi Léisungen ze fannen, déi gebraucht ginn.

Ech ginn Iech de Reporting vum Sondage per Mail. Falls Froen sinn, kënn Der mech kontaktéiere respektiv an engem nächste Gemengerot froen.

Ech maachen en Update vun de Workshops en temps utile, respektiv isemn Aktionsplang, wou mer dann do erausschielden. Deen dann och agedeelt wäert si mat Mesuren à court an natierlech och à long terme. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Wagner. Här Cillien, wannechgelift.

ERIC CILLIEN (DP):

Merci, Här Buergermeeschter. Fir d'éischt kommen ech op Äre Sondage ze schwätzen, duerno kommen ech op den ROI zrëck.

Wat de Sondage ugeet, do wollt ech froen, wann Der déi Workshoppen organiséiert, sinn dat just nëmme Mataarbechter vun de Maison-relais, déi concernéiert sinn an deem Austausch? Oder ginn do och Enseignantë

Les résultats montrent que 62,9 % des employés sont satisfaits de leur travail, avec 28,7 % exprimant une position neutre.

Il met en lumière la forte valorisation par le personnel de leur travail avec les enfants et leur enthousiasme professionnel.

Le sondage a identifié trois axes d'amélioration principaux: la communication interne, le feedback aux équipes et la participation du personnel. Pour répondre à ces enjeux, des actions concrètes ont été initiées, notamment des présentations des résultats dans chaque établissement et des discussions directes avec le personnel.

Thierry Wagner annonce également la mise en place de trois workshops thématiques portant sur les horaires, le concept pédagogique et l'infrastructure.

Il souligne l'importance de la diversité des opinions entre les différentes maisons et s'engage à développer un plan d'action comprenant des mesures à court et long termes. Il promet de fournir une mise à jour régulière sur l'avancement des workshops et le développement du plan d'action.

ERIC CILLIEN (DP) intervient sur deux sujets principaux.

Concernant le sondage, il souhaite savoir si les workshops qui seront organisés incluront uniquement le personnel des maisons relais ou si une participation plus large est envisagée, notamment avec les enseignants et les présidents des différents comités, dans une optique de collaboration entre les maisons relais et les écoles.

8. Structures d'accueil

Il exprime également son intérêt pour les futures communications concernant le Weltatelier.

Sur le Règlement d'ordre intérieur (ROI), il soulève une question importante concernant la prise en charge des enfants à besoins spécifiques dans la classe en forêt. Il s'interroge particulièrement sur le processus d'observation et de décision concernant l'accueil de ces enfants, et demande si, dans le cas où un enfant ne pourrait pas être accueilli dans la structure forestière en raison de ses besoins spécifiques, une solution de rechange serait garantie dans une autre maison relais de la commune, reconnaissant que la structure forestière présente des défis particuliers pour l'accueil de certains enfants.

THIERRY WAGNER (LSAP) apporte des réponses détaillées aux questions soulevées.

Concernant le ROI, il explique qu'une phase d'adaptation est mise en place pour évaluer la capacité d'accueil des enfants dans la structure forestière. Il reconnaît les contraintes spécifiques de cette structure, notamment en matière de personnel et de capacité d'accueil limitée. Il assure néanmoins que, si l'accueil d'un enfant s'avère impossible dans la structure forestière, une place lui sera garantie dans une autre structure de la commune.

Sur la question du sondage, il précise que la première phase se concentrera uniquement sur les maisons relais, afin de permettre une réflexion interne sur les possibilités d'amélioration et les nouvelles suggestions. Il indique qu'une collaboration avec le personnel scolaire est prévue dans une phase ultérieure, avec une approche différente du sondage.

Il mentionne également l'existence de projets à court et à long terme qui sont déjà en réflexion.

CAROLINE HUBERTY (LSAP) intervient brièvement pour saluer la qualité du projet, particulièrement l'aspect de consultation directe avec le personnel de terrain. Elle exprime son impatience de découvrir les résultats qui émergeront des workshops, soulignant l'import-

ance matageholl, d'Presidenten eventuell vun deene verschiddene Kommiteeën am Sënn vun der Kollaboratioun Maison relais a Schoul? Dat ass déi eng Fro.

Zum Welt-Atelier, do sinn ech gespaant ze liesen, wann Der Äre Mail verschéckt, wat dann do drasteet a wéi d'Leit um Terrain dat gesinn.

An da wollt ech zrëckkommen op den ROI. Do hunn ech eng Fro zu den Enfants à besoins spécifiques an der Classe en forêt. Do steet dran, wann e Kand e Besoin spécifique huet, da gëtt et eng Phase d'observation an da gëtt decidéiert, ob d'Kand ka betreit ginn, deemno wéi d'Méiglechkeete si vum Personal sur place, ob déi dat Kand kënne betreien oder net.

D'Fro bezitt sech an deem Sënn dorop: Wann et elo e Kand gëtt mat Besoin-spécifiquen an et géif erauskommen, datt d'Kand op där Plaz net kéint betreit ginn, ass dann envisagéiert, datt d'Kand op enger anerer Plaz an der Gemeng betreit gëtt? Well d'Bëschrèche an och d'Maison relais en forêt ass jo méi speziell wéi déi aner, an et ass net esou einfach, do Kanner mat engem spezifesche Besoin ze betreien. Mee ass da garantéiert, datt d'Kand awer op enger anerer Plaz an der Gemeng, an enger anerer Maison relais kéint betreit ginn? Dat ass déi aner Fro. Villmools merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Wann et keng aner Wuertmeldungen a Bemierkunge gëtt, géif ech dem Här Wagner d'Wuert zrëckgi fir déi néideg Erklärungen. Här Wagner, wannechgelift.

SCHÄFFEN THIERRY WAGNER (LSAP):

Merci. Ech fänke mam ROI un. Phase d'adaptation, wou gekuckt gëtt, ob d'Kand effektiv op där Plaz kann ugeholl ginn. Dat ass effektiv e bësse méi spezifesch fir Bëschklass oder Bëschcrèche, dat ass net esou einfach, well d'Personal do méi beschränkt ass, well do och keng esou eng grouss Quantitéit u Kanner ass. Mee ech denken awer schonn, wa mir erausfannen, dass dat effektiv net machbar ass, dass d'Kand

awer iergendwou op enger aner Plaz an der Gemeng ënnerkënnt. Also dat ass scho garantéiert. Dat kann ech awer soen.

Dat anert, fir de Sondage, ob mer d'Schoulpersonal direkt matabannen. An enger éischter Phas net. Ech erklären duerno, wéi mer weiderfuere, dat ass bei engem anere Punkt, wou ech dat dann och soen. Mir wäerten do eng aner Zesummenaarbecht, och iwwert de Sondage, mat hinne maachen.

Mee an enger éischter Phas sinn emol d'Haiser selwer, déi sollen ënner sech emol kucken, wat machbar ass oder wat se kënnen änneren oder nei Suggestiounen ginn. Et si vill Saachen natierlech och, déi gutt sinn. An da muss ee kucken, wat mer alles kënnen ëmsetzen, wéi ech gesot hunn, à court terme – do sinn e puer Saachen, déi mer schonn am Kapp hunn – oder à long terme, dat muss een da gesinn.

War nach eng Fro? Nee, dat war alles. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Gëtt et eng aner Wuertmeldung dozou? D'Madamm Huberty, wannechgelift.

CAROLINE HUBERTY (LSAP):

Ech wollt nach soen, datt dee Projet super ass, datt ee mat de Leit vum Terrain schwätzt. Mir sinn och gespaant, wat fir Resultater aus de Workshoppen erauskommen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci. Keng weider Wuertmeldung, mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le Règlement d'ordre interne adapté pour la maison relais en forêt.

9. École de musique / 10. Office social

Ech soen Iech Merci. De Punkt 9 vum Ordre du jour, dat sinn zwee Punkten, déi eis Museksschoul betreffen. Den Här Hartung wäert eis déi zwee Punkten, 9a an 9b presentéieren. An da géif ech Iech proposéieren, déi zesummen ofzestëmmen. Wa keen eppes dergéint huet, géife mer déi zesummen an de Vott huelen. Här Hartung, wannechge-lift.

SCHÄFFE JERRY HARTUNG (CSV):

Merci, Här Buergermeeschter. Dat passt och, well déi zwee Punkten hänken zesummen. Mer schwätzen hei am Kader vun der Museksschoul zum enge vum Règlement d'ordre interne destiné aux élèves, parents et représentants légaux des enfants an zum anere vum Règlement d'ordre interne destiné aux enseignants.

A béiden Dokumenter gëtt de Rôle an d'Zesummenaarbecht tëscht den Enseignant vum der Museksschoul an den Eltere vun de Schüler gestärkt. Sou kënnt am ROI vun den Enseignanten d'Ajoute, datt si all Semester gehale sinn, en Austausch mat den Elteren ze hunn. Eppes, wat jo och am Gesetz vun 2023 zu hirer Tâche gehéiert. Natierlech ausserhalb vun de Musekscoursen an an Ofsprooch mat den Eltere, wéini déi disponibel sinn.

Am ROI vun de Schüler an hiren Eltere kënnt deementspreechend d'Ajoute, datt et den Elteren hir Pflicht ass, fir heirun deelzehuelen.

Des Weidere gëtt festgehalten, datt d'Famille sech engagéieren, datt si de Musekscours seriö huelen, also datt se kommen, datt se motivéiert matschaffen, nom Museksinstrument kucken, och doheem Widderhuelunge maachen an natierlech déi virgesinnen Examen absolvéieren.

D'Gratuitéit ass natierlech eng gutt Saach, fir d'Dier zu enger musikalescher Bildung fir jiddereen ouni Obstacle opzemaachen, mee de Punkt ass, fir datt d'Schüler d'Offer och seriö maachen. Dat ass d'Erausfuorderung, déi bei deene meeschte souwisou ginn ass, mee bei vereenzelte muss dat méi ennerstrach ginn. Ech bieden Iech, béid Dokumenter matzestëmmen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Hartung. Wuertmeldungen zu eiser Mueksschoul? Dat ass net de Fall, da komme mer zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le Règlement d'ordre interne destiné aux élèves, parents et représentants légaux des élèves.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le Règlement d'ordre interne destiné aux enseignants.

Ech soen Iech Merci. Punkt 10, Dekont vum Office social vun 2022. Här Hartung, wannechge-lift.

SCHÄFFE JERRY HARTUNG (CSV):

Richtig. Den Inneministère kontrolléiert net nëmmen ons Gemeengefinanzen, mee och déi vum Office social. Hei hu mer elo den Dekont vun 2022 virleien. Et gëtt véier Beanstandungen, éischer administrativer Aart.

Déi éischt, datt 2021 de Retour zu hire Remarken ze laang gedauert hat. Dat hat domadder ze dinn, datt den Office social intern eng Verifikatioun iwwert déi vergaangen zéng Joer bezüglech der Gestion financière volontaire gemaach huet. Well dat eebe gefrot gouf. Dat hat natierlech Zäit an Usprooch geholl. D'Prise de position krut de Ministère natierlech an der Tëschenzäit, déi gouf hinne viru ronn dräi Méint erageschéckt.

Déi zweet Remark ass, datt de CET am Budget muss comptabiliséiert ginn. Dat gëtt och esou zënter 2023 gemaach. Natierlech ass dat hei elo den Dekont vun 2022, wou et nach net war. Dat heescht logescherweis war et dunn nach net gemaach, mee dat gëtt mëttlerweil, also scho vum leschte Joer un, gesetzeskonform applizéiert.

Den drëtten Punkt ass „alle Jahre wieder“, datt de Bilan 2022 ze spët erage-

tance de cette démarche participative.

(Vote)

GUY ALTMEISCH (LSAP) *passé à deux points concernant l'école de musique. Il propose de les traiter ensemble.*

JERRY HARTUNG (CSV) *présente en détail les deux points.*

Il explique les modifications apportées aux règlements d'ordre interne, tant pour les élèves et leurs parents que pour les enseignants. Ces changements visent à renforcer la collaboration entre les enseignants et les parents, notamment par l'introduction d'échanges semestriels obligatoires, conformément à la loi de 2023.

Il souligne l'importance de l'engagement des familles dans le processus d'apprentissage musical, incluant l'assiduité aux cours, la motivation, l'entretien de l'instrument et la pratique à domicile.

Il insiste sur le fait que, bien que la gratuité soit une excellente initiative pour rendre l'éducation musicale accessible à tous, il est essentiel que les élèves prennent leur engagement au sérieux.

(Votes)

Jerry Hartung aborde le décompte de l'office social de 2022, expliquant que le ministère de l'Intérieur contrôle non seulement les finances communales, mais aussi celles de l'office social.

Il mentionne quatre observations administratives, dont une concernant un retard dans la réponse aux remarques de 2021, justifié par une vérification interne volontaire de la gestion financière sur une période de dix ans. Il précise que les prises de position ont depuis été transmises au ministère, il y a environ trois mois.

Jerry Hartung développe ensuite plusieurs points importants concernant le budget.

Premièrement, il explique que, depuis 2023, le CET doit être obligatoirement comptabilisé dans le budget, ce qui n'était pas encore le cas en 2022.

Il aborde ensuite la question récurrente du retard dans l'envoi du bilan 2022, expliquant que ce retard est dû à l'attente des docu-

11. Personnel communal

ments ministériels, qui arrivent systématiquement après le délai imparti, rendant impossible le respect des échéances fixées.

Concernant le fonds de roulement, calculé sur la base de cinq euros par habitant, il précise qu'une différence est apparue, car ils ont utilisé par anticipation le montant du 1^{er} janvier 2023 au lieu de celui de 2022. Pour rectifier cette situation, ils vont simplement suspendre les adaptations pendant une année, puisque les chiffres de 2023 ont déjà été appliqués, ce qui permettra de réaligner les calculs avec le bon exercice comptable.

(Vote)

GUY ALTMEISCH (LSAP) *introduit le point 11 de l'ordre du jour, qui concerne l'adaptation de l'organigramme du personnel communal.*

Il explique que la croissance de la commune nécessite des ajustements pour maintenir la qualité des services offerts aux citoyens. Il souligne particulièrement les besoins en personnel dans trois services clés: le service scolaire, le SEA et l'urbanisme. Il insiste sur l'importance de ces créations de postes pour garantir la continuité et la qualité des services aux citoyens.

THIERRY WAGNER (LSAP) *intervient pour détailler les modifications dans le service scolaire. Il annonce le prochain départ à la retraite du chef de service, présentant cela comme une opportunité de réorganisation pour améliorer l'efficacité du service, tout en précisant que cela ne remet pas en cause le travail effectué jusqu'à présent.*

Il évoque également l'arrivée d'une enseignante qui a reçu une décharge du ministère de l'Éducation pour mener à bien le projet de rapprochement entre l'école et la maison relais, un projet qu'il considère comme essentiel pour le bien-être des enfants.

Thierry Wagner mentionne aussi le besoin de recruter deux agents supplémentaires en cuisine pour faire face à l'augmentation du nombre d'enfants accueillis.

schéckt gouf. D'Äntwert ass och déi selwecht, wéi all Joer, datt si mussen op d'Pièce vun hirem Ministère waarden, an déi kommen eréischt nom Delai. Sou ass et natierlech fir si net méiglech, dann den Delai anzehalen, fir de Bilan zur Zäit ofzeginn.

De véierte Punkt, datt de Montant am Fonds de roulement falsch war. De Fond de roulement ass, wat d'Gemeng dem Office social bereetstellt, wéi eng Aart Fonds de commerce, fir ze funktionéieren. Dee berechent sech op fénnef Euro pro Awunner. D'Differenz kënnt dohier, datt fir de Bilan 2022, dee jo dann am Joer 2023 finaliséiert gouf, si u sech de Montant vum 1. Januar 2023 geholl hunn, well se jo an deem Joer scho waren, mee u sech, fir richtig ze sinn, musse se dee vum 1. Januar 2022 huelen.

U sech si se souzesoen ee Joer ze séier gewiescht. Dofir setze se d'Adaptatiounen elo einfach ee Joer aus, vu datt se jo déi Zuele vun 2023 schon applizéiert hunn, an da stëmmt et mam richtege Rechnungsjoer nees iwwereenen.

Dir gesitt, datt si d'Sue gutt verwalten. Ech bieden Iech, de Kont mat der Stellungnam vum Joer 2022 ze stëmmen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Hartung. Eng Stellungnam zu deenen Explikatiounen? Mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le compte de l'exercice 2022 de l'office social de Differdange.

Ech soen Iech Merci. Komme mer zum Punkt 11 vum Ordre du jour. Dat begräift eng Upassung vun eisem Organigramm vum Personal, wat mer hei op der Gemeng schaffen hunn. Eis Gemeng wiißt. Fir ëmmer weider déi Servicier, déi flott Servicier, déi mer eise Bierger ubidden, ze garantéieren, musse mer och heiansdo eisen Organigramm upassen.

A verschiddene Servicier, wéi zum Beispill, Service scolaire, SEA an, ënner anerem, den Urbanismus, musse mer Poste schafen, fir, wéi gesot, déi gutt Aarbecht, déi mer leeschte vis-à-vis vun eise Leit, kënnen ze garantéieren.

Ech géif d'Wuert un den Här Wagner ginn, deen eis e puer Erklärungen gëtt a Relatioun mam Service scolaire a mam Service SEA. Duerno géif ech Iech probéieren ze erklären, firwat mer Leit brauchen am Urbanismus. Här Wagner, wannechgeift.

SCHÄFFEN THIERRY WAGNER (LSAP):

Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Et ass esou, dass am Service scolaire eise Chef de service d'nächst Joer an d'Pensioun geet. Do hu mer d'Geleeënheet genotzt, fir eng Kéier ze kucken, wéi mer de Service vläicht aneschtens oder méi effektiv nach kënnen opstellen. Dat wëll net heeschen, dass en net effektiv geschafft huet, mee et kann een ëmmer e bëssen un de Stellschrauwen dréien, fir dann nach ee bessere Service kënnen ze leeschten.

Dowéinst muss d'Personal awer och opgestockt ginn, zemol de Service scho säit Joren ee weideren Agent gefrot huet.

Donieft hu mer eng Enseignante bäikritt – an dat ass d'Äntwert op dem Här Cillien seng Fro vu virdrun oder eng Deel-Äntwert – eng Enseignante, déi eng Decharge kritt huet vum Schoulministère, fir de Projet Campusliewe Schoul a Maison relais zesammen op d'Been ze stellen. Eppes, wat ech schonns e puermol hei gesot hunn, dass mer dee Rapprochement musse fërderen, fir méi Synergien ze fannen zum Wuel vun eise Kanner.

An eiser Kiche brauche mer zwee weider Agenten an der Planche, fir d'Surcharge ze assuréieren, déi mer hunn, well mer ëmmer méi Kanner ophuelen oder hunn.

Ech bieden Iech, déi Créations de postes a menge Ressorte matzestëmmen. Merci.

12. Actes et conventions

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Wagner. Kéime mer zu deem Posten, deem am Service Urbanismus gebraucht gëtt. Do handelt et sech ëm e Posten, dee säit enger gewësser Zäit vun engem Stagiaire besat war. Déi selwecht Persoun huet du während aacht Méint e CDD vun der Gemeng kritt, an dunn huet sech erausgestallt, dass déi Aarbecht, déi si mécht, wierklech eng Plus-value ass fir dee ganzen Urbanismus vun der Stad Déifferdeng.

Mer schwätze vun engem Expert d'information géographique, ee Mann mat engem Master, deem agestallt gëtt, wat eng grouss Plus-value ass fir dee ganzen Urbanismus. Dofir géife mer den Organigramm an deem Sënn och erweidieren.

Dat zu den Erklärungen. Hutt Der Froen oder Wuertmeldungen dozou? Den Här Diderich, wannechgelift.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech wollt meng Demande widderhuelen, dass et schéi wär, en Organigramm ze kréien ënner dem Punkt Organigramm. Dat heescht mol erëm eng Vue d'ensemble.

Well mir hunn a leschter Zäit immens vill Personal agestallt. Einfach, fir ze gesinn, wien do mat wem schafft. Mir hunn haut gesot kritt, dass Servicer opgedeelt ginn. Ech mengen, et géif héich Zäit, eng Kéier ze gesinn, wéi do verfuer gëtt. Mir wäerten herno och e Changement hunn, also mir hate schonn e Changement an engem Departement. Dass een erëm eist ganz Personal op ee Bléck gesäit a gesäit, wien ënner wem schafft a wéi zesumme geschafft gëtt. Dat wär ganz gutt. Da kann een och besser novollzéien, firwat Poste bäikommen, mat wéi enger Funktioun a wéi méi effikass geschafft gëtt. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Dir hutt ganz Recht mat Ärer Bemierkung. Dat hei sinn Ännerungen, déi elo kuerzfristeg am Raum stoungen. Mir sinn amgaangen, den Organigramm à

jour ze setzen an ze verbesseren. Soubal mer d'Veersion finale fäerdeg hunn, sidd Dir als Gemengerot selbstverständlech déi éischt, déi doriwwer informéiert ginn. Wat Iech eng besser Transparenz vun deem ganzen Organigramm garantéiert.

Mir wäerten un Iech denken a mir wäerten dat maachen, wat ech Iech elo hei versprach hunn.

Wann et keng weider Wuertmeldung méi gëtt, komme mer zum Vott vun eisen Ännerungen am Organigramm.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver la création de poste au service scolaire.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver la création de poste au service du développement urbain.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver les créations de postes aux services scolaire et SEA.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Den Här Buergermeeschter ass eraus, da géif ech weiderfueren. Mir kommen zum Punkt 12. Do géif ech mer selwer d'Wuert ginn, fir iwwert de Climate City Contract ze schwätzen.

Entschëllegt, dass ech Iech esou een Dossier vu 500 an esou ville Säiten, esou kuerzfristeg zoukomme gelooss hunn. Et war net meng Intentioun, fir Iech domat ze erschloen, mee et war esou, mir haten den Dossier am September an d'Kommissioun ginn, an du krute mer gesot, mir bräichten eng Ënnerschrëft, also dass de Gemengerot deem Dossier kéint guttheeschen. An do ass d'Frist, fir déi Ënnerschrëft dann anzerechen, de 15. Oktober. Dofir hu mer dat esou kuerzfristeg hei abruecht.

GUY ALTMEISCH (LSAP) expose en détail la création d'un poste au service de l'urbanisme. Il explique que ce poste était initialement occupé par un stagiaire, qui a ensuite bénéficié d'un CDD de huit mois. La qualité du travail fourni ayant démontré une réelle plus-value pour le service d'urbanisme, il est maintenant question de pérenniser ce poste d'expert en information géographique, occupé par une personne titulaire d'un master.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) intervient pour renouveler sa demande d'obtention d'un organigramme complet, soulignant l'importance d'avoir une vue d'ensemble du personnel, particulièrement après les nombreux recrutements récents et les réorganisations de services. Il insiste sur la nécessité de comprendre la structure hiérarchique et les modalités de collaboration entre les différents services.

GUY ALTMEISCH (LSAP) répond favorablement à cette demande, reconnaissant sa pertinence. Il explique que les changements présentés sont des ajustements à court terme, mais qu'un travail de mise à jour complète de l'organigramme est en cours. Il s'engage à communiquer la version définitive aux conseillers communaux dès qu'elle sera disponible, garantissant ainsi une meilleure transparence de l'organisation.
(Votes)

TOM ULVELING (CSV) présente le point 12 concernant le Climate City Contract. Il commence par s'excuser du court délai de transmission du volumineux dossier de plus de 500 pages, expliquant que cette urgence est due à une échéance fixée au 15 octobre pour la signature. Il précise que ce document, qui fait suite au Commitment Style de mars 2023, établit un plan d'action détaillé visant à atteindre la neutralité climatique d'ici 2030.

12. Actes et conventions

Tom Ulveling précise que ce document n'est pas gravé dans le marbre et pourra évoluer. Une réévaluation est prévue tous les deux ans, faisant de ce document un outil vivant et adaptable.

Il explique le processus: le document sera envoyé à la Commission européenne à Bruxelles pour avis, puis retourné pour d'éventuelles améliorations.

Le document comprend un inventaire exhaustif des mesures existantes à trois niveaux: local, national et européen.

Il détaille cinq missions principales visant la neutralité climatique: la réduction et le recyclage des déchets, le développement des énergies renouvelables, la transformation de la mobilité pour réduire l'usage de la voiture, l'économie de CO₂, et la rénovation des bâtiments incluant l'aspect urbanistique.

Le document présente 152 projets individuels, chacun détaillant ses objectifs, sa méthodologie, ses délais de réalisation et son impact financier. L'investissement total pour la commune est estimé à cinquante millions d'euros sur six ans.

Il souligne un défi majeur: l'industrie locale produit 90 % des émissions de CO₂, contre 10 % pour la commune et ses citoyens, nécessitant une collaboration étroite avec le secteur industriel pour atteindre les objectifs de neutralité climatique d'ici 2030.

Tom Ulveling exprime ensuite sa gratitude envers tous les participants, en particulier le comité de soutien d'Everard Consulting, les services municipaux (en particulier monsieur Arend pour l'environnement et monsieur Faltz pour la mobilité), le CID, l'urbanisme, monsieur Fallah, pour les projets européens, ainsi que monsieur Bertinelli, madame Charlé, madame Pregno et monsieur De Sousa.

Il souligne l'importance de la participation citoyenne à travers trois ateliers, dont les idées ont été intégrées au document, et annonce un quatrième atelier sur les déchets prévu pour mi-novembre.

Et ass eng Saisine vun engem Dokument, déi mer hei maachen, en Dokument, mam Zil, wat mer eis ginn hunn, fir Liewensqualität an Nohaltegkeet fir eis Bierger ze erreechen, fir déi Neutralité climatique 2030 ze erreechen.

Dat war e laange Prozess, an et ass elo déi logesch Suite vum Commitments-Deel vum Mäerz 2023, wou mer e Plan d'action eraginn hunn, wéi mer gedenken, dëst Zil ze erreechen.

Dëst Dokument huet iwwer 500 Säiten. Et ass net a Stee gemeesselt, dat wëll ech ganz kloer soen. En cours de route kënnen natierlech Ännerunge gemaach ginn. An et ass och virgesinn, dass all zwee Joer eng Reevaluatioun gemaach gëtt. Et ass deemno e liewegt Dokument. Dat Dokument gëtt deemnächst an d'Kommissioun op Bréissel geschéckt. D'Kommissioun aviséiert et, seet eis, wat gutt a falsch ass. Duerno kréie mer et erëm, an da musse mer dat eventuell verbesseren oder, wa mer ganz gutt waren, brauche mer näischt ze verbesseren.

Ech mengen net, dass mer elo in extenso brauchen iwwert d'Dokument selwer ze schwätzen, well et ass jo esou, dass mer an dësem Dokument fir d'éischt en Inventaire hu vun all deene Mesuren, déi et gëtt, souwuel op lokalem wéi op nationalem wéi op europäischem Plang. Dat ass alles opgezeechent.

An dann hu mer eng Partie Kapiteln, mat deenen Ziler, déi mer wëllen erreechen. Dir wësst, mir hunn eis fënnf Hauptmissiounen operluecht, fir d'Neutralité climatique ze erreechen. Dat war an den Decheten, am Müll, fir deen erofzesetzen, och fir de Recyclage erofzesetzen, fir Énergies renouvelables ze profiléieren, fir d'Mobilitéit esou ze kreéieren, dass manner Leit den Auto huelen an dass mer CO₂ aspueren, an dann natierlech och all déi Mesurë vu Renovatioun vun Haiser. An den Urbanismus spillt do och eng Roll.

Et sinn 152 eenzel Projeten heiran opgezielt. Bei den eenzele Projeten ass ganz genau opgezielt, wat de But dovunner ass, wéi se kënnen erreecht ginn, wéini d'Deadline ass, wéini se kënnen erreecht ginn, ob dat mëttel-, laangfristeg soll geschéien. An et ass e

finanzielle Volet dobäi, fir anzeschätzen, wat dat Ganzt kaschte soll.

Den Invest fir d'Gemeng vun all deene Mesuren, déi mir hei proposéiert hunn, wärend 50 Milliounen Euro iwwer sechs Joer, déi dofir misste bereetgestallt ginn, wa mer dat wëilten esou duerchzéien, wéi mer dat do beschriwwen hunn.

Ech wëll awer soen, d'Missioun ass net einfach, well mer wëssen, op där enger Säit, dass d'Industrie, déi mer hei hunn, 90 % vum CO₂ produzéiert. A mir als Gemeng respektiv d'Bierger déi aner 10 %. Soudass et och wichteg ass, dass mer eis all zesummesetzen an ee Boot. An do musse mer och d'Industrie matkréien, fir eeben déi Projeten, déi mer ausgeschafft hunn, fir dass si och mathëllefen, déi ëmzesetzen, well soss ass dat Zil net ze erreechen, fir 2030 annähernd klimanatural ze sinn.

Mir bleift elo nach just all deene Leit Merci ze soen, déi un dësem Projet geschafft hunn. Als Éischt emol dem Comité d'accompagnement vun der Firma Everard Consulting, déi eis guidéiert huet an déi eis de Rapport deelweis geschriwwen huet. Alle Leit aus eise Servicer: Stellvertriedend fir d'Ëmwelt géif ech dem Här Luc Arend ee grouse Merci soen, deen eng vun den driewende Kräften ass. Dem Här Faltz aus der Mobilitéit, d'Leit aus dem CID ware bedeelegt, Urbanismus war bedeelegt. Den Diego Fallah, deen déi europäesch Projekte begleet, war bedeelegt. Mäi Frënd de Fred Bertinelli, d'Zenina Charlé, déi Jore virdrun an der virenger Koalitioun d'Laura Pregno an de Paulo de Sousa, déi viles dozou bäigedroen hunn, dass mer haut dat risegt Dokument, déi Bibel, presentéiere kënnen an Iech soen, Dir sollt dat ënnerstëtzen.

Wichteg ass och nach, de Bierger Merci ze soen, déi un eisen dräi Workshopen deelgeholl hunn, well dat ass och eng participativ Initiativ gewiescht, wou de Bierger sech abréngen konnt. An hien huet an dräi Workshopen, wéi gesot, säin Obolus bäigedroen. All d'Iddie sinn opgeschriwwen ginn, sinn ëmgesat ginn.

An ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier drun erënneren, dass Mëtt November e véierte Workshop iwwert d'Decheten, iwwert de Müll wäert

12. Actes et conventions

ofgehalen ginn. Ech géif jiddwereen invitéieren, deen dat interesséiert, do matzemaachen.

Après-coup kann een nach ëmmer Saa-chen an dat Dokument hei afléisse loos-sen. Et ass näischt Rigides.

Ech si mer bewusst, dass Der dat an där kuerzer Zäit net alles am Detail duerch-huele konnt, mee ech mengen, mir kommen zu engem spéideren Zäit-punkt nach eng Kéier drop zrëck, wou mer dat dann e bësse méi auserneplé-cken. D'Ëmweltkommissioun huet sech schonn domat beschäftegt, déi aner Kommissiounen, d'Finanzkommissioun an esou, solle sech déi Saach do och ukucken. Wa mer dann dat definitiivt Dokument hunn, wat d'Europä-esch Kommissioun guttgeheescht huet, kënne mer driwwer diskutéieren. Ech bieden Iech elo vläicht, net déi 500 Säiten auserneenzehuelen.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Den Här Cillien, wannechgelift.

ERIC CILLIEN (DP):

Ech wäert mech ganz kuerz halen. Déi 500 Säiten hunn ech effektiv net ganz duerchgelies. Déi Zäit hat ech net.

Ech ralliéiere mech un Är Mercien, un all déi Leit, déi un deem Dokument matgeschafft hunn. En Dokument, dat eng wichteg Envergure huet, virun allem, wa mer wëlle klimaneutral ginn.

Wéi Dir sot, 90 % vum Ausstouss gëtt vun den Industrië gemaach. Et muss een op jidde Fall kucken, datt een déi mat an d'Boot kritt, an datt déi hire Part u Responsabilitéit iwwerhuelen.

Hoffe mer, datt d'Kommissioun déi Mesuren, déi proposéiert si ginn, positiv aviséiert. An da freeë mer eis drop, dat dann en détail eng Kéier virgestallt ze kréien.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Ech wollt nach eppes bäifügen, wat ech vergiess hunn, entschëllegt. Mir sinn

amgaangen, och den Ëmweltministère fir déi Saach hei ze begeeschteren. Et ass e bëssen holpreg ugelaft, mee mir hunn awer dem Minister déi leschte Kéier, wou en hei war, dee ganzen Dos-sier matginn, dee mer op Bréissel geschéckt hunn, fir dass seng Servicer sech dat kënne ukucken. Mir sinn natierlech op d'Hëllef vum Staat ugewi-sen, well eleng packe mer dat do net.

Mer wäerten och, esou schnell wéi méiglech, wa si dann emol Zäit haten, déi 500 Säiten ze liesen, ee Rendez-vous mat hinnen ausmaachen, fir doriwwer ze diskutéieren.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Weider Wuertmeldungen? Den Här Tempels, wannechgelift.

GUY TEMPELS (CSV):

Merci. Ech wäert mech och kuerz faas-sen. Déi Bibel, wéi den Här Ulveling se genannt huet, hunn ech och net ganz gelies. Wat wichteg ass, mir hu fënnf Ziler, 152 Projeten, déi vu bis ginn, wou mer wäit wëlle goen. Et ass gesot ginn elo grad, et ass e relativ héije Budget an et ass wichteg, dass mer déi néideg Ministère mat an d'Boot kréien, déi eis zur Säit stinn an eventuell finanziell ënner d'Äerm gräifen, fir deen dach ganz ambitiëse Projet un d'Lafen ze kréien.

Merci soe mer alleguer deene Leit, déi déi 600 Säiten ausgeschafft hunn. Natierlech stëmme mir mat Jo. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Tempels. D'Madamm Pregno.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG):

Ech géif Merci soen, dass Der dee Pro-jet weiderféiert an all deene Leit, déi weider dru schaffen. Mir begréissen, dass Der eis dee Projet, oder och de Bierger virun allem dobaussen, am Detail d'nächst Joer wäert virstellen.

Tom Ulveling souligne qu'il ne peut pas entrer dans les détails tant le document est volumineux. Mais la Commission de l'environnement a déjà avisé le document et d'autres commissions vont suivre. La Commission européenne a, quant à elle, donné son approbation.

ERIC CILLIEN (DP) intervient briève-ment pour reconnaître n'avoir pas lu l'intégralité du document par manque de temps. Il se joint aux re-merciements et souligne l'import-ance du document pour atteindre la neutralité climatique.

Il insiste sur la nécessité d'impli-quer les industries, responsables de 90 % des émissions, pour qu'elles assument leur part de responsabi-lité.

TOM ULVELING (CSV) reprend la pa-role pour ajouter qu'ils travaillent à obtenir le soutien du ministère de l'Environnement. Il mentionne que les premiers contacts ont été diffi-ciles, mais que le dossier a été trans-mis au ministre lors de sa dernière visite. Il souligne l'importance du soutien de l'État, la commune ne pouvant pas porter seule ce projet.

GUY TEMPELS (CSV) intervient en admettant également ne pas avoir lu l'intégralité de ce qu'il appelle « la Bible ». Il met en avant l'import-ance des 5 objectifs et des 152 pro-jets ambitieux.

Il insiste sur l'importance d'obtenir le soutien des ministères concernés, notamment pour le soutien finan-cier nécessaire à la réalisation de ce projet ambitieux. Il conclut en re-merciant tous ceux qui ont contri-bué aux 600 pages du document et annonce son vote favorable.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG) remer-cie le collègue échevinal pour la poursuite du projet et exprime sa satisfaction quant à la présentation détaillée prévue l'année prochaine, tant pour les élus que pour les ci-toyens.

12. Actes et conventions

ERNY MULLER (LSAP) remercie le comité qui s'est réuni hebdomadairement pendant une longue période pour élaborer les mesures et discuter du plan d'action. Il met particulièrement de l'avant une initiative majeure: le recrutement par Pro-Sud d'un coordinateur NetZeroCities, Ricardo Pereira, docteur en physique. Celui-ci, décrit comme un jeune professionnel dynamique et communicatif, a déjà établi des contacts avec Differdange et travaillera en étroite collaboration avec les 11 communes du sud du pays.

Sa mission s'articule autour de plusieurs axes essentiels: établir un monitoring précis, assurer un suivi régulier des communes, et faciliter le partage des bonnes pratiques entre les différentes communes. Erny Muller insiste sur l'importance d'une approche collaborative pour éviter la duplication des efforts et maximiser l'efficacité des initiatives.

Il annonce le lancement d'une vaste campagne de sensibilisation citoyenne à l'échelle régionale, soulignant l'importance de l'engagement communautaire. Pro-Sud jouera un rôle central dans la coordination avec les différents ministères, notamment pour l'harmonisation des subventions et l'établissement de partenariats stratégiques avec les syndicats, comme Südenergie et Sidor, ainsi qu'avec le secteur privé.

Erny Muller met en avant la capacité de Pro-Sud à obtenir rapidement des rendez-vous avec les différents ministères (Environnement, Aménagement du Territoire, Mobilité, Énergie) et souligne l'importance cruciale de cette coordination interministérielle pour la réussite des projets.

Domat hunn ech mech ganz kuerz gefaasst.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Madamm Pregno. Den Här Muller, wannechgelift.

ERNY MULLER (LSAP):

Merci fir d'Wuert. Och vun eiser Säit ee grouse Merci un dee ganze Kommittee, déi Leit déi sech praktesch wéchentlech zesumme fonnt hunn, schonn iwwer eng länger Zäit, fir all déi Mesuren auszeschaffen, fir iwwer dee Plan d'action ze diskutéieren an a Form ze bréngen. An och deem Büro, deen ech selwer kennegeleiert hunn, an deen och dee richtegen op där Plaz ass.

Ech wollt eng Zousazerklärung ginn. Haut sinn e puer Iddien ugesprach ginn, datt mir mussen d'Ministèren, mir mussen hei an do ... Déi selwecht Iddien hat Pro-Sud, wou ech am Büro sinn. Mer wëllen dee Projet gemeng-iwwergräifend begleeden, well all Gemeng ass concernéiert.

An dësem Plan d'action, deen ech e bessen duerchgelies hunn, geet rieds vu Synergien tëschent de Gemengen, et geet rieds vun Dialog, et geet rieds vun der Approche participative an esou weider. Mee do wollt ech Iech soen, well dat geet elo richteg un, de Pro-Sud huet e Coordinateur NetZeroCities agestallt, deen och schonn hei zu Déifferdeng war an eisem Grupp hei. Wéi gesot, fir déi eelef Gemengen aus dem Süden, mee awer och am Fong dee ganze Süden an doriwwer eraus. Ech mengen, hei ass eppes, wou d'ganzt Land op Déifferdeng kuckt, mee all Gemeng speziell am Süden. A wou mer schonn des Ëfteren och op deem Niveau vun Déifferdeng geschwat hunn als Ville pilote vun deem Projet.

Ricardo Poeira heescht hien. Et ass ee jonken Docteur en physique, dee ganz oppen a kommunikativ ass, deen do ass, fir déi gutt Praxis, also d'Bonnes pratiques, virunzedriewen. Hien huet déi eenzel Gemengen alleguer kontaktéiert an ass mat deenen eenzele Services, déi sech dorëm këmmen, zesumme komm.

Wat leeft elo do? Also do kënnt elo e Monitoring an e Suivi vun de Gemengen, souwäit et bekannt ass. Ech géif d'Gemengen alleguer encouragéieren, och Déifferdeng, fir do matzemaachen. Well ech mengen, och vun eisen Experienze kënnen déi aner Gemenge vill profitéieren, brauchen net Saachen zwee-oder dräimol nei ze erfannen, kënnen och Deel-Projeten duerchgezu ginn, wou mer d'Resultater gäre wéissten, kënnen a verschidde Gemenge verschidde Projeten duerchgezu ginn an da ka vum Resultat jiddweree profitéieren.

Drëttens: Sensibilisation citoyenne. Gëtt eng Campagne gestart iwwer Déifferdeng eraus, fir d'Leit, fir eng ganz Regioun ze sensibiliséieren. Echange entre communes, an dann de Kader an och d'Koordinatioun vun de Mesuren. Ech mengen, dat ass wichtig.

Dem Pro-Sud seng Aufgab ass virun allem d'Abeséie vun de Ministèren, kucken, op wat fir engem Niveau Subside méiglech sinn. Ech mengen, dat muss jo uniform sinn. Dat kann elo fir Déifferdeng sinn, déi jo ewell eebe vir sinn. Mee do sollt jiddweree vun deene selwechte Konditioune kënnen profitéieren.

An dann och wichtig, an do ass de Ricardo och amgaangen, Partner sichen. Partner sichen um Niveau vun de Syndikater, do gëtt et jo eng Partie, oder anerer, wéi zum Beispill Südenergie, Sidor, jee nodeem, wat fir eng Problematik et ass. Wann et eng Energie-Problematik ass oder Müll-Problematik oder anerer, awer och an der Privatwirtschaft.

An ech mengen, och iwwer d'Ministèren eraus kéint de Pro-Sud en Interlocuteur si fir d'Entreprises, fir d'Privatwirtschaft. Alles dat soll ofgedeckt ginn. A wou d'Gemengen och Ënnerstützung kréien. Well ech sinn elo déi lescht Zäit relativ oft an Entrevuë mat de Ministèren a mir gesinn, wa Pro-Sud eng Entrevue freet, dass mer relativ schnell bäikommen a kënnen déi Probleemer an d'Doleancen dohibréngen. An dann hoffe mer och, dass dat da virugeet. Well et muss ee soen, et ass jo net nëmmen den Ëmweltministère, et ass de Ministère de l'Aménagement des Territoires, et ass d'Mobilité, et ass do derniewent nach d'Énergie – wat jo ver-

12. Actes et conventions

schidde Ministère sinn, an da muss een oft mat dräi, véier Ministeren zesummekommen, mat deem ganze Service, fir dann awer ze kucken, dass et virugeet.

Dat als zousätzlech Informatioun zu eise Plan d'actions vun deem ganzen Dossier, dee mer natierlech och voll ennerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Muller. Här Diderich, wannechgelift.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Merci, Här Buergermeeschter. Léif Kollegen a Kolleginnen aus dem Gemeengerot, dat hei ass een décken Dossier. Natierlech hunn ech en och net ganz duerchgelies an där Woch, déi bliwwen ass, awer ech hu mäi Bescht gemaach, fir mer en esou gutt wéi méiglech unzekucken.

Wat ee muss festhalen, dat ass, dass immens vill Aarbecht hei eragestach ginn ass a wierklech Merci deenen, déi dat gemaach hunn – ech wäert se net eenzel opzielen, mee am Klimateam hunn ech jo och mat dru schaffe kënnen a gesinn, wéi begeeschtert a wéi grouss den Asaz war.

Et muss een och feststellen, dass esou een Exercice eis Moyenen awer schonn och un d'Grenze bréngt, wann s de eleng den État des lieux wëlls maache vun all deem, wat schonn do ass, an déi Saache chiffréiere wëlls. Da bass de schonn eng Zäit amgaangen. A wann ech e bëssen de „Partybriecher“ sinn, dann ass et net, well iergendeen net gutt geschafft hätt oder net gutt gewollt hätt, mee einfach well mer eis hei eppes Grousses virgeholl hunn, wou mer zum Deel d'Moyenen net suffisamment hunn oder eis se net suffisamment ginn hunn.

Am Endeffekt geet alles ze lues. Mir wëllen déi Klimaneutralitéit do errechen a mir hunn elo mol zwee Joer gebraucht, fir esou lues ee Plang ze kréien. A mir hunn en nach net, well e geet jo elo mol nach op Bréissel! Dat heescht, do sinn eng ganz Rei Prozedu-

ren, déi dorunner gebonne sinn. Am Abrëll 2022 si mir zréckbehale ginn, de Kader-Kontrakt ass am Mäerz 2023 ënnerschriwwen ginn, a bal ee Joer duerno gëtt emol iwverhaapt e Kontrakt ënnerschriwwen. Do konnte mir jo mol nach net dru schaffen, dat heescht, dat läit jo mol net un eis. An dann elo am September 2024 kréie mer en éischten Detail, an dat gi mer dann nach zréck op Bréissel, an da kucke mer nach eng Kéier do weider.

Dat heescht, mir hu quasi zwee Joer net verluer – also verluer, wat d'Ëmsetzung ugeet vläicht. Et si jo awer schonn e puer Saachen initiéiert ginn, a mir hunn och en zolitten Dossier, dee mécht, dass mer duerno kënnen weiderkommen. Mee mir hunn herno nach quasi just fënnef Joer fir klimaneutral ze ginn. Do musse mer dann awer och éierlech mat eis selwer sinn, dat wär schonn e Coup de magie, wa mer dat géifen hikréien.

Dat heescht awer net, dass mer net sollen dorop hi schaffen. Mee mir mussen awer och e bësse kucken, wou mer eis un der eegener Nues kënnen huelen. Eng Rei Saachen, déi hätte scho kënnen ëngesat ginn an déi an déi Richtung gaange wäeren, hu mer zréckgestallt wéinst deem dote Projet – notament de Mobilitéitsplang, deen am Fong scho prett war. Deen ass zréckgestallt ginn. Do ass gesot ginn, elo kënnst eppes ganz, ganz Grousses. A mir waarden nach op dat Grousst. Vlächcht hätt ee scho kënnen éischt Saache maachen an dann eng Iwwerschaffung maachen, da wäere mer awer scho weiderkomm.

Dann ass déi grouss Fro, an déi ass schonn ugeschwat ginn: Awéiwäit huele mer d'Industrie mat an d'Boot? ArcelorMittal stéisst zéngmol méi CO₂ aus wéi dee ganze Rescht vun Déifferdeng. Wou sinn déi an deem heite Plang dran? An do gëtt et Pisten! Eng Pist wär notament, op erneierbar Energien zréckzegräifen. Mer wëlle jo 100 % gréng Energie. Et sinn e puer Pisten am Dossier, mee et sinn der awer och dran, déi brauchen eleng déi fënnef Joer, bis mer se hunn. Wa mer wierklech ee Wandrad enzwousch wëllen histellen a mir fänke vu vir u fir een anere Site, da steet dat Wandrad net an deenen nächste fënnef Joer.

Il insiste particulièrement sur la nécessité d'une approche uniforme dans l'attribution des subventions et sur l'importance de créer des synergies entre les communes.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) commence son intervention en reconnaissant l'ampleur impressionnante du dossier et en saluant le travail considérable accompli par l'équipe climat, dont il a pu observer l'engagement et l'enthousiasme en tant que membre du Klimateam.

Il soulève néanmoins plusieurs préoccupations importantes concernant le processus et sa mise en œuvre. Il met en évidence la lenteur des procédures administratives, notant qu'il a fallu deux années pour élaborer un plan qui doit encore recevoir l'aval de Bruxelles.

Il décrit en détail la chronologie du projet : la sélection en avril 2022, la signature du contrat-cadre en mars 2023, et l'attente des premiers détails jusqu'en septembre 2024. Cette temporalité, selon lui, pose un défi majeur, car elle ne laisse que cinq ans pour atteindre l'objectif ambitieux de neutralité climatique.

Il exprime son regret concernant le report de certaines initiatives déjà prêtes, comme le plan de mobilité, qui ont été mises en attente dans l'anticipation de ce projet global. Une de ses préoccupations majeures concerne l'implication d'ArcelorMittal dans le processus, soulignant que l'entreprise émet à elle seule dix fois plus de CO₂ que l'ensemble de Differdange. Il propose des solutions concrètes, notamment l'exploration de l'utilisation de la chaleur résiduelle de l'entreprise et l'adoption d'énergies renouvelables.

Il note également que certains projets, comme l'installation d'éoliennes, nécessiteraient à eux seuls l'intégralité des cinq années restantes pour leur mise en œuvre.

12. Actes et conventions

Sur une note plus positive, il salue plusieurs initiatives prévues dans le plan: la conversion du réseau urbain à la géothermie, qu'il considère comme une excellente solution à long terme pour la réduction des émissions de CO₂, l'augmentation de l'utilisation des pellets (qu'il juge plus efficaces que les copeaux de bois en raison de leur meilleur séchage), et les efforts ambitieux de réduction des déchets avec un objectif de recyclage porté à 65 %.

Il exprime également sa satisfaction quant à l'inclusion d'initiatives innovantes, comme le « food sharing » et les réfrigérateurs partagés dans le plan d'action, soulignant que ces suggestions ont été bien intégrées dans le dossier définitif.

Gary Diderich met l'accent sur l'importance cruciale de la rénovation énergétique des maisons privées, la présentant comme le troisième levier d'action le plus important après l'industrie et la mobilité. Il exprime ses inquiétudes quant à la faisabilité de ces rénovations dans le contexte de la réduction prévue des subventions étatiques en fin d'année.

Il propose un modèle de préfinancement innovant, s'inspirant des pratiques mises en place en Picardie, en France. Ce modèle consisterait à analyser en détail le budget mensuel des propriétaires ainsi que les économies potentielles sur leurs charges après rénovation, pour mettre en place un système de préfinancement adapté. Il regrette que ce type de solution ne figure pas encore dans le dossier actuel, tout en gardant espoir que cela puisse être intégré ultérieurement.

Sur le volet de la mobilité, Gary Diderich développe une proposition détaillée concernant le « carsharing ». Il suggère de créer un avantage significatif pour les utilisateurs de voitures partagées en leur réservant des places de stationnement privilégiées dans chaque rue, particulièrement dans les zones où le stationnement est difficile.

Il critique le modèle traditionnel où les voitures restent stationnées 80 % du temps et propose un système plus flexible, s'appuyant sur des applications permettant de garer les véhicules en libre-service n'importe où, à l'instar des sys-

Mee d'Arcelor huet awer Ofwiermt, déi ee vläicht kéint benotzen. Dat ass eng Ureegung, déi mir maache wollten.

Wat ech begréissen am Dossier, dass mer de Réseau urbain, deem am Moment mat Kogeneratioun leeft, wëllen op Geothermie ëmschalten. Dat ass eng ganz gutt Pist, déi wierklech och laangfristeg vill CO₂ aspuert. Wou et elo scho gutt ass, dass mer déi Kogeneratioun hunn, net nëmme fir eis, mee iwwerhaupt fir de Stroumreseau zu Lëtzebuerg.

Och, dass mer méi a Richtung Pellets nach ginn, wouduerch och manner ausgestouss gëtt, well Pellets einfach méi gedréchent si wéi Holz hackschnëtzel. An dass mer och d'Privathaiser méi un déi dote Reseauen ubannen. Dat si Pisten, déi am Sënn vun CO₂ wierklech vill ausmaachen.

Et gëtt aner Pisten, déi ganz innovativ sinn a ganz interessant sinn, déi awer elo manner Ausmaachen am CO₂, awer ganz wichteg si bei der Ëmstellung. Ech denken do un alles, wat Reduzéierung vun Offall ass, wou mer am Fong schonn ee ganz gudden Taux hunn, en Taux de recyclage vu 65 %, a mir wëllen nach bis 40 % erofgoen. Dat ass ganz ambitiéis. A weider Pisten, déi am Dossier stinn, innovativ Saachen, fir déi mir eis schonn agesat hunn, wéi de Foodsharing, ee partagéierte Frigo. Mir begréissen, dass déi Ureegungen hei Repercussioun fonnt hunn an deem heiten Dossier.

Ganz wichteg ass d'energetesch Sanéierung vun de Privathaiser. Dat ass nämlech no der Industrie an der Mobilitéit dee gréisste Volet, wou ee kann a soll eppes maachen. Do froen ech mech awer just, wéi dat soll goen, wann d'staatelech Subsidien um Enn vum Joer zréckgefuer ginn an ech hei elo nach kee Modell vu Pefinanzéierung gesinn, wéi zum Beispill mir als déi Lénk een ugereegt hunn, wou ee wierklech mat de Leit kuckt: Wat ass däi Budget, deem s de pro Mount hues? Oder: Wat spuere de an, pro Mount, u Chargen, wann déi Sanéierung gemaach gëtt? An da bezuele mir dat vir, an da bezils de eis dat erëm zréck.

Well et ass net jiddereen, deem nach ee Prêt kann zousätzlech kréien. An der Picardie a Frankräich gëtt et Modeller,

déi funktionéieren. Doru misst ee sech ganz dréngend inspiréieren. Dat hu mer jo schonn déi lescht Joren ëmmer erëm ugeschwat. Mir wäere frou gewiescht, wa mer esou eppes an dësem Dossier erëmfonnt hätten, wat nach net de Fall ass. Mee mir kënne jo nach e bëssen Hoffnung hunn, vu dass den Dossier jo nach net ofgeschloss ass, wéi den Här Ulveling hei gesot huet. Mir sinn absolutt bereet, och mat dorunner ze schafffen.

Zu der Mobilitéit wollt ech eng Ureegung ginn. Dofir hat ech den Här Meisch do e bësse gechallengee, wat dann do d'Léisung soll sinn, fir net nach méi Fläch ze versigelen an awer och mat deem bedéngten urbane Raum, dee mer hunn, a besonnesch an engem Wangert hunn, punkto Mobilitéit ëmzagoen.

Eng Ureegung, déi ech wëll maachen: Wa mer gären hätten, dass d'Leit méi a Richtung Carsharing ginn, wéi et hei am Dossier steet, da mussen et knallhaart Virdeeler gi fir déi Leit, déi d'Autoen deelen, amplaz se moies eng Kéier ze benotzen an dann dee ganzen Dag an engem ëffentleche Raum ofstellen an dann owes erëm ze benotze fir heem oder aner Usagen. Dat do ass elo dee classeschen, deem einfach meeschtens dozou féiert, dass all Auto 80 % vun der Zäit steet. Carsharing ass do absolutt d'Léisung.

An et gëtt een Argument, wéi ee méi Leit kritt, op Carsharing ëmzesteigen. Dat ass, dass se eng Parkplaz méi no bäi fannen, do, wou se wëlle sinn. An da kënne mir decidéieren als Stad: Ma an all Strooss hu mir reservéiert Parkplaze fir Carsharing-Autoen. A just fir Carsharing-Autoen. A grad do, wou net vill Parkplaze sinn.

Da kréie mer méi Leit dozou, déi da soen, okay, ech huelen e Carsharing-Auto, dee steet bei mir virun der Dier oder ech kann en do parken, an da kann een aneren erëm domadder weiderfueren.

Esou Modeller gëtt et an anere Stied. Do muss een och net ëmmer mat feste Statioune schaffen, wéi dat mam Carloh a mam FLEX de Fall ass. Et gëtt och Appen, déi maachen, wéi mat de Véloen deelweis, dass ee se do kann ofstellen, wou grad eng Parkplaz fräi

12. Actes et conventions

ass. Ech mengen, dat wär eng Pist, där ee misst nogoen.

Wou een natierlech och de Pro-Sud mat muss op de Wee kréien. Well wann dat just op Déifferdeng limitéiert gëtt, dann ass den Interêt ganz kleng. D'Zil ass et jo, dass déi mannsten den Auto huelen, fir sech zu Déifferdeng ze deplacéieren. Dat heescht, dat muss schonn eppes sinn, wou een endlech op nationalem Niveau vläicht och mat der CFL zesummeschafft an och de Carloh an de FLEX zesummegeleucht kritt.

Mir ënnerstëtzen dat doten natierlech mat, mir schaffe weider mat drun, och an de Kommissiounen, fir dass mer déi Course net verléiere géint d'Klimakris. Mir hunn et dese Summer erëm gemierkt: Iwwerschwemmungen op där enger Säit a Feieren op där anerer Säit, dass mer ëmmer méi dovunner betraff ginn, an dass d'Zäit eis fortleeft. Dofir: Loosst eis hei nach méi Moyenen drasetzen, fir dass mer déi Course do nach kënne gewannen. Ech soen Iech Merci.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Däerf ech Iech direkt äntweren, Här Diderich? Dir hutt jo Recht, wann Der sot: „Die Mühlen mahlen langsam.“ Mee et ass awer net esou, dass mir elo nëmmen hei philosophéiert an nogeduecht hätten iwwer verschidde Saachen an net Saachen an d'Weeër geleet hätten. Dofir wëll ech Iech doriwwer informéieren, dat kënnt Der och net wëssen, mam Projet Geothermie si mer relativ wäit virun. Do hu mer och vun der Europäescher Kommissioun e Subsid vun 1,9 Milliounen Euro zougesot kritt, fir déi Etüden ze maachen.

Dir hutt geschwat vun der Wäermt vun der ArcelorMittal, vun der Hëtzt. Gëschter nach souz ech zesumme mat ArcelorMittal a mat Sudenergie, fir dee Projet weiderzedreiwen. Dee Projet ass u sech um Pabeier fäerdeg. An déi sinn och gewëllt. All Partner ass gewëllt, do matzemaachen.

Et geet elo nach just ëm den Tarif, wie wat wem verrechent. Eist Uleies war ze soen: Mir wëllen net, dass mer de Leit duerno musse méi verrechne wéi elo d'Pellets kaschten. Dat heescht, fir d'Leit muss et eng Operatioun ginn,

och dobaussen, fir net méi mussen ze bezuele wéi dat, wat se bis elo bezuelt hunn.

A mir sinn auserneegaangen an hu gesot, dass mer deen Dossier wëllen direkt weiderféieren. Do geet et drëms, ob een elo schonn dat Ganzt an engem Container wëllt ënnerbréngen, deen een da kann deplacéieren. Oder ob een elo schonn een – an do sinn och scho Pisten – ee Bau huet, deen iergendwann eng Kéier wäert entstoen, wou ee seet mir brauche Raum vun 100 Meterkaree, fir eeben déi ganz Anlag do nidderzesetzen. Also do lafe Saachen.

Dir hutt och héieren, an ech mengen, ech hat dat och schonn an der leschter Sitzung gesot, mat LED si mer ganz wäit fortgeschrott mat eisen Analysen. Mir si ganz wäit fortgeschrott och, muss ech wierklech soen, Dank eisem neie Mataarbechter, dee sech do wierklech dra geknéit huet.

An och si mer ganz wäit fortgeschrott an der Solarenergie, fir all déi Parkinge mat Carporten oder Iwwerdaachungen. Fir dat ze realiséieren mat Firmen, wou mir elo net direkt investéieren, mee déi investéieren, a mir verlounen hinnen eeben den Terrain.

Och punkto Wandmillen, dat kënnt elo iergendwann déi nächste Kéier an de Gemengerot. Do hu mer eng Privatpersoun fonnt, déi wéilt eng Wandmillen opriichten. Do brauche mir näischt ze investéieren direkt, mir mussen hir just den Terrain zur Verfügung stellen an dee verlounen. Soudass Der gesitt, mir hu scho relativ vill gemaach.

Och des Woch hu mer am Schäfferot decidéiert, well Der de Projet Carsharing ugeschwat hutt, do ass LIST un eis erugetratt, fir ze soen, si wäere vun der Europäescher Kommissioun an iergendwéi engem Projet, wou nach aner zéng Stied dobäi sinn, fir ze kucken, do e Konzept auszeschaffe fir Carsharing. Wou mer gesot hunn, dass mir do matzemaachen. A wou mer och gesot hunn, mir géifen eis Partner aus dem Kordall froen, well mer dann e bësse méi ee grousst Potenzial hätten, fir do matzemaachen.

Dat kascht Suen. Dat kascht! Et gëtt awer subventionéiert deelweis vum Staat a vun der Europäescher Unioun.

tèmes de vélos partagés. Il insiste sur la nécessité d'étendre ce système au-delà des limites de Differdange, en partenariat avec le Pro-Sud et les CFL, et suggère une fusion des services existants Carloh et FLEX pour plus d'efficacité.

Il conclut en rappelant l'urgence d'agir face à la crise climatique, citant les récentes inondations et incendies comme preuves de l'aggravation de la situation.

TOM ULVELING (CSV) répond en détaillant les nombreuses actions déjà entreprises par la commune.

Il commence par le projet de géothermie, qui a obtenu un financement européen substantiel de 1,9 million d'euros pour les études préparatoires.

Il évoque ensuite une réunion très récente avec ArcelorMittal et Sudenergie concernant un projet de récupération de chaleur, précisant que, si le projet est techniquement finalisé sur papier, les discussions se poursuivent sur les aspects tarifaires, avec comme objectif de maintenir des coûts comparables aux systèmes de chauffage actuels pour les utilisateurs.

Il mentionne également les réflexions en cours sur l'installation d'un conteneur déplaçable ou d'une structure permanente de cent mètres carrés pour héberger les équipements nécessaires.

Tom Ulveling poursuit en soulignant les avancées significatives dans plusieurs autres domaines: le déploiement de l'éclairage LED, pour lequel il salue le travail d'un nouveau collaborateur particulièrement investi, et le développement de l'énergie solaire avec des projets d'abris d'auto photovoltaïques sur les parkings, réalisés en partenariat avec des entreprises privées à travers un système de location de terrain.

Il annonce également un projet d'installation d'éolienne par un investisseur privé sur un terrain communal, qui sera prochainement présenté au conseil communal.

Concernant le « carsharing », il révèle la participation prochaine de la ville à un projet européen en collaboration avec LIST et une dizaine d'autres villes, avec l'intention d'y associer les partenaires du bassin

12. Actes et conventions

de la Chiers pour élargir le potentiel du projet. Il précise que ce projet, bien que partiellement subventionné par l'État et l'Union européenne, représentera un investissement d'environ 65 000 € par an pour la commune.

Enfin, il conclut sur la question des subventions pour les installations photovoltaïques, rapportant une discussion constructive avec le ministre de l'Environnement. Il explique qu'une nouvelle approche est envisagée, où les subventions seraient directement versées aux fournisseurs plutôt qu'aux particuliers, réduisant ainsi significativement l'investissement initial nécessaire pour les citoyens, qui n'auraient plus qu'à déboursier le montant net après subventions (environ 4 000 € au lieu de 15 000 € ou 16 000 €).

Tom Ulveling expose les difficultés rencontrées concernant la rénovation des maisons à Differdange. Il souligne que seulement une trentaine de personnes ont signé un contrat pour participer au programme de rénovation, ce qui représente un nombre très faible comparé aux 8 000 ou 9 000 maisons que compte la ville. Il exprime son inquiétude quant à la pérennité du projet si le gouvernement décide de l'arrêter. Il insiste sur l'importance de ces rénovations pour le programme NetZeroCities, tout en reconnaissant que l'aspect financier constitue un obstacle majeur pour de nombreux propriétaires.

Malgré ces défis, il affirme avec satisfaction que la commune a fait ses devoirs, non seulement en ce qui concerne la réflexion et la planification, mais aussi en lançant plusieurs projets concrets allant dans le sens de NetZeroCities.

ERIC CILLIEN (DP) intervient pour poser une question qu'il avait oubliée précédemment concernant les cinquante-millions d'euros estimés nécessaires pour mettre en œuvre l'ensemble du plan d'action. Il s'interroge particulièrement sur les possibilités de subventions envisageables à ce stade.

TOM ULVELING (CSV) reprend la parole pour clarifier la situation des financements.

Soudass et eis, wat hate se gesot, 65.000 Euro oder esou pro Joer kascht. Mee do hu mer zougesot, dass mer do wéilte matmaachen.

An eng lescht Saach: d'Subsiden. Mir ware beim Ëmweltminister, hunn him dat genau erkläert, wéi Dir dat gesot hutt. Mir hu gesot, d'Leit kënnen dat net schëlleren. Wann s de wëlls eng Photovoltaikanlag op däin Daach maachen, da kascht dat 15.000, 16.000 Euro. Du kriss der zwar 12.000 erëm oder esou, mee du muss awer fir d'éischt déi 15.000 Euro hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Mir hunn hie gefrot, eng Formule ze entwéckelen, wou ee seet, dass hien direkt de Fournisseur vun deene Placken da géif subventionéieren an net d'Leit. Soudass d'Leit nëmmen den Delta missen opbréngen. An d'leschte Kéier hunn ech héieren, datt en dat annoncéiert huet, dass se op dee Wee wéilte goen, dass d'Leit nëmmen nach dat bezuele bräichten, wat et se wierklech netto kascht. Da brauche se nëmme 4.000 Euro um Spuerbuch ze hunn amplaz 15.000 Euro. Soudass dat awer och gutt ass.

Dat eenzegt, wou mer e bësse Probleemer hunn, ech mengen, et war de virege Schäfferot, dat war déi Sanéierung vun eisen Haiser. Do hu mer, wann ech richtig informéiert sinn, leider elo nëmmen, ech mengen eng 30 Leit, déi elo e Kontrakt ënnerschriwwen hunn, fir ze soen, si géifen do matmaachen. Dat ass net vill, wann ee weess, dass een 8.000, 9.000 Haiser hei zu Déifferdeng huet. Do muss mer een Effort maachen.

Mee och do muss een elo kucken, wann d'Regierung dee Projet sollt dann iergendwann eng Kéier auslafe loossen oder stoppen, muss ee kucken, wéi dat weidergeet. Mee Dir hutt Recht, dat géif ganz vill bréngen an eisem NetZeroCities-Programm. Mee och do sinn ëmmer vill Suen am Spill fir d'Leit, an net jiddwereen huet déi.

Dat ass dat, wat ech Iech wollt soen. Soudass mer awer, mengen ech, kënnen soen, dass mir eis Hausaufgab gemaach hunn. Nieft dem Denken an dem Opschriwwen hu mer awer och schonn e puer Projete konkret lancéiert, déi an d'Richtung gi vun NetZeroCities. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Den Här Cillien.

ERIC CILLIEN (DP):

Ech hätt eng Fro, déi ech virdu vergiess hat ze stellen. Dir hutt gesot, 50 Milliounen Euro, déi dat géif kaschten, fir alles ëmzesetzen, wat am Aktiounsplang ...

ENG STÈMM:

À ce stade!

ERIC CILLIEN (DP):

À ce stade. Wat wier dann do envisageabel, op d'mannst vun der Kommissioun hier, u Subsiden? Guer näischt?

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Fir dee Projet hei ass näischt virgesinn. Mee mir sinn am Climaborough an do kënnen mer Projeten eraginn an do gi mer subventionéiert.

Vun der EU gi mer nëmme subventionéiert fir Iddien, awer net d'konkret Ëmsetzung, do bezuele si näischt. Dofir si mer am Climaborough, doriwwer kënnen mer verschidde Projeten eraginn an do kënnen mer e Subsid kréien. Mee mir hoffen natierlech och, dass de Staat eis e bëssen ënner d'Äerm gräift, well am Fong si mer jo e Fuerschungsstanduert. Mir maache jo net fir eis eleng eppes hei, mir hu jo déi Iddien hei developéiert fir ze kucken: Si se méiglech? Wat kascht et? Fir dass aner Gemengen, aner Stied dat esou iwwerhuele kënnen, wéi mir et ausgeduecht hunn, vläicht och nach e bëssen amelioréieren. Mee dofir soe mir, mir schaffen am Fong fir d'ganz Land Projeten aus. An dofir géife mer och mengen, dass mer e Recht hätten op Subside vun hirer Säit.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Madamm Charlé.

12. Actes et conventions

SCHÄFFEN ZENIA CHARLÉ (LSAP):

Wat d'Finanzement ugeet, do hate mer iwwer verschidde Saache geschwat: Wat sinn iwwerhaapt d'Méiglechkeete vum Finanzement? Natierlech zielt een ëmmer op Subsiden.

A wat kréie mer vum Staat? A wat kann d'Gemeng?

Ganz wichteg ass awer och, dass mer versichen, Saache mat Externen auszeschaffen. Dass Projete kënnen weiderlafen. Dass se net just drun hänken, wou gëtt et Subsiden a wéi kënnen mer et, soe mer mol, fir näischt maachen. Wann Der verstitt, wat ech mengen. Mee dass een och Firmen huet, déi sech a Projeten eraknéien, dass se kënnen funktionéieren, ouni vun iergendwou musse Suen ze kréien a vläicht einfach an d'Wirtschaft agebonne ginn. Dat ass och ganz wichteg. Et geet net ëmmer just drëm, wou kréie mer d'Suen hier, mee awer och à long terme se funktionéieren ze loosse.

ERIC CILLIEN (DP):

Mer mussen natierlech d'Suen hunn, fir Projete lancéieren ze kënnen. Mer wëssen, wéi knapp de Budget ass. An deem Sënn ass et d'Ureegung, datt een awer sollt kucken, fir Suen ze kréien, wou ee se ka kréien. A wéi den Här Diderich och ganz richteg sot, datt mer d'Industrie, déi jo awer dee gréisste Produzent ass vum Knascht, datt déi en responsabilitéit geholl gëtt.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Dat ass eng ganz gutt Bemierkung. Ech muss awer dat widderhuelen, wat den Här Ulveling gesot huet, mir sinn a guddem Kontakt mat Arcelor a mir wëssen och, dass si an deem Beräich verschidden Efforte maachen.

D'autant plus, wat si eis virdru matgedeelt hunn a mer an der Press confirméiert kritt hunn, dass zu Florange a Frankräich déi risegrouss Filteranlag ofgebaut gëtt an hei erëm opgebaut gëtt. Wat jo och eng Plus-value bedeit fir eis Loftqualitéit. Et ass net, dass mir ouni Arcelor géife schaffen, mee a guddem Kontakt mat hinne sinn. An och

mat hirer Zesummenaarbecht, wat d'Loftqualitéit ubelaangt, do ëmmer a Verhandlung sinn a se och net wäerte vergiessen, wa mer an deem Dossier virufueren.

Dat gesot, wann et weider keng Wuertmeldunge méi gëtt, géife mer zum Vott kommen.

Le conseil communal décide à l'unanimité de valider le plan d'action pour la neutralité climatique du Climate City Contract à l'horizon 2030 de la Ville de Differdange.

Ech soen Iech Merci. Komme mer zum Punkt 12b, wou mer iwwer e Contrat de réservation schwätzen. Ech géif dem Här Hartung d'Wuert ginn, wannech gelift.

SCHÄFFE JERRY HARTUNG (CSV):

Merci, Här Buergermeeschter, fir d'Wuert. Hei reservéiere mer ee ganz grouse WEFA-Projet vu Studentewunnengen am Kader vun der Aide à la pierre, fir eise Patrimoine ze vergréisseren.

Dëst ass immens wichteg, well, ënner anerem, Studentewunnenge feelen, notamment abordabeler. Et mécht Sënn, hu mer jo vill postsecondaire Schoulen hei zu Déifferdeng respektiv ronderëm.

Konkreet geet et ëm e Bautendossier, dee schonn ee klengen Historique hei am Gemengerot huet, an zwar ass et de fréiere Monopol an der Entrée vun Déifferdeng an der Avenue de la Liberté respektiv der Rue Kelvert. Dat steet elo scho länger Zäit eidel a gëtt kee flott Bild of.

No Echangë mat ons, wou mer hinne matgedeelt hunn, wat eis Virstellung sinn, huet de Promoteur mam Logementsministère gekuckt, no hire Subventionsskrittären an eeben allen Demanden, souwuel vum Ministère wéi vun eis, gekuckt, déi méiglech Surfacen optimal ze verplangen. D'Pläng, d'Opdeelung vun de Kummeren a weider Informatiounen zur Konstruktoun

Il explique qu'aucune subvention n'est directement prévue pour ce projet spécifique, mais que la commune participe au programme Climaborough, qui permet d'obtenir des financements pour certains projets. Il précise que l'Union européenne ne subventionne que le développement des idées et non leur mise en œuvre concrète. Il exprime l'espoir d'un soutien de l'État, en argumentant que leur travail s'apparente à de la recherche et du développement, dont pourront bénéficier d'autres communes luxembourgeoises. Il souligne que leurs projets servent de modèles potentiellement améliorables pour d'autres villes.

ZENIA CHARLÉ (LSAP) apporte une perspective différente sur la question du financement. Elle souligne l'importance de ne pas se focaliser uniquement sur les subventions publiques, mais de travailler avec des partenaires externes.

Elle insiste sur la nécessité d'intégrer les projets dans le tissu économique pour assurer leur viabilité à long terme, indépendamment des subventions.

ERIC CILLIEN (DP) revient sur la question financière en soulignant les contraintes budgétaires actuelles. Il insiste sur la nécessité de rechercher activement toutes les sources de financement possibles.

Il rejoint également la position de monsieur Diderich concernant la responsabilisation de l'industrie, qu'il identifie comme le principal producteur de pollution.

GUY ALTMEISCH (LSAP) apporte des précisions importantes concernant la collaboration avec ArcelorMittal. Il confirme l'existence de bonnes relations avec l'entreprise et souligne leurs efforts en matière environnementale.

Il annonce notamment le transfert prévu d'une importante installation de filtration depuis le site de Florange, qui devrait contribuer à améliorer la qualité de l'air local. (Vote)

JERRY HARTUNG (CSV) présente un projet WEFA ambitieux de logements étudiants dans l'ancien bâtiment Monopol. Il détaille ce projet,

12. Actes et conventions

qui prévoit la création de 112 logements pouvant accueillir 130 étudiants. Il précise que l'ensemble sera conforme aux normes PMR (Personnes à mobilité réduite), avec des logements spécialement adaptés, trois entrées depuis la rue et deux ascenseurs. Le tout sera réparti sur une surface habitable utile de 2321 m². Il souligne également l'importance de ce projet pour répondre au manque de logements étudiants abordables dans la région.

Jerry Hartung détaille les caractéristiques du projet. Chaque unité sera équipée d'une kitchenette individuelle et d'installations sanitaires privatives. La structure du bâtiment se compose d'un rez-de-chaussée, de trois étages standards et d'un niveau en retrait. Les chambres individuelles offrent une surface d'environ 17,5 m², tandis que les logements PMR et les chambres doubles disposent d'une surface de 28 m².

Au niveau inférieur, le bâtiment comprend une cave technique, des espaces de stockage, et surtout une vaste salle commune destinée aux résidents. Celle-ci bénéficie d'un aménagement particulier avec un accès à la lumière naturelle et une sortie directe vers un terrain en contrebas.

Concernant le calendrier, les travaux sont programmés pour commencer l'année prochaine avec une durée estimée à trois ans. Sur le plan financier, l'investissement total s'élève à 22 millions d'euros, dont plus de 14 millions seront couverts par des subventions, pour la réalisation de 112 unités de logement. L'objectif principal est de revitaliser le quartier et le centre-ville en y introduisant une population étudiante dynamique.

PAULO AGUIAR (DÉI GRÉNG) développe une analyse critique du projet.

Il reconnaît d'abord la pertinence du besoin en logements étudiants, citant le déséquilibre actuel à l'université du Luxembourg avec 7000 places pour seulement 1000 logements disponibles.

Il soulève ensuite plusieurs interrogations cruciales concernant les aspects financiers et organisationnels.

souwéi d'Annex vun der Berechnung vun de Subsidien hutt Dir am Dossier bäileien.

Hei gesitt Dir, datt déi besteeënd Situation verschidde Constraintë mat sech bréngt. Sou sinn am neie Gebai zwou verschidde Fassaden, déi geschützt sinn. Dës ginn integréiert an a Valeur gesat.

Op dëser Plaz entstinn elo 112 Studentewunnunge fir 130 Studenten. Alles PMR-konform, och mat PMR-Wunnungen. Mat am Gebai dräi Entréeën, vun der Strooss aus gesinn, an zwee Lifter. Dat Ganzt verdeelt op 2.321 Meterkaree Surface utile d'habitation.

All Wunneng huet spéider seng Kitchenette a säi Sanitär. D'Wunnunge verdeele sech op de Rez-de-chaussée, dräi Stéck plus e Retrait. D'Eenzelzëmmeren hunn eng Fläch vu ronn 17,5 Meterkaree, d'PMR-Wunnungen an d'Duebelzëmmeren vun 28 Meterkaree.

Dobäi kënn ee Keller fir Technik, Stauraum an no hannen hin ee grouse Gemeinschaftsraum fir d'Bewunner, deen awer, esou gesinn net am Keller ass, well en no hannen hi fräi mat Dagesluucht an enger Sortie op e méi déif ugeluechten Terrain erausgeet.

D'Delaie goufen am Kontrakt festgehalten, mir wëlle jo keng never-ending story. D'Aarbechte fänken d'nächst Joer un. Si wäerte plus-minus dräi Joer daueren.

Vu datt mer Demandeur fir Studentewunnunge sinn, kafe mer se en bloc. Dat Ganzt beleeft sech op insgesamt 22 Milliounen Euro. Mir kréien iwwer 14 Milliounen Euro u Subsidien zréck fir dës 112 Wunnunitéiten.

Esou kréie mer dës Plaz endlech nees belieft. Mat de Studente kréie mer de Quartier an den Zentrum jonk an dynamiséiert.

Ech denken, et komme bestëmmt elo Froen. Ech bieden Iech awer, dëst matzestëmmen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Hartung. Mir kommen zu de Froen. Här Aguiar, wannechgelift.

PAULO AGUIAR (DÉI GRÉNG):

Merci fir d'Wuert, Här Buergermeeschter, Dir Dammen an Hären aus dem Schäffen- a Gemengerot, concernant ce projet de logement pour étudiants. Bien que c'est vraiment un besoin pertinent, well mir gesinn elo à ce stade d'Université de Luxembourg, 7.000 Plazen. A just 1.000 Logementer disponibel. Natierlech ass et ee Besoin croissant a pressant och. Mais, par rapport à ce projet, monsieur Hartung, je soulève plusieurs interrogations, vraiment des questions très importantes.

Tout d'abord, les aides à la pierre. Y a-t-il eu des discussions préalables avec le ministère du Logement ou pas? Avez-vous demandé conseil au ministère de maximiser les financements disponibles pour ce projet?

Par la suite, en ce qui concerne les couts de construction, je suis quand même étonné. Si on regarde les plafonds déjà indiqués dans le cadre du ministère, dont les aides à la pierre, selon nous, ce projet dépasse complètement les plafonds, c'est-à-dire dans le cadre du secteur public. Et pour éviter justement l'inflation des prix sur le marché privé, on a des plafonds qu'il faut respecter.

Le prix du projet s'élève à 22 millions d'euros, dont 14 millions seraient couverts par le ministère. Laisant à la commune une charge de 7,8 millions d'euros.

Comment les 7,8 millions d'euros seront-ils financés? Quel impact auront-ils sur les finances communales?

Puis, comme monsieur Hartung, j'ai eu un peu de difficulté à comprendre pour qui ce projet est réellement prévu. Est-ce qu'il est prévu pour les habitants de l'université? Vous avez parlé du postsecondaire. En ce qui concerne le postsecondaire, je ne sais pas si on a besoin de logements pour étudiants ou pas. D'où tenez-vous ces informations? Qu'est-ce qu'on fait pour le logement d'urgence

12. Actes et conventions

Housing first, c'est-à-dire les véritables besoins dont on a parlé précédemment et que l'on a déjà vus, par exemple, lors de certains rapports présentés ici ?

Pourquoi la commune ne considère-t-elle pas que l'État devrait prendre en charge la totalité du financement des logements pour étudiants ? Pourquoi est-ce que ce collègue échevinal ne s'est pas rendu au ministère du Logement pour demander : Mir hunn hei ee Projet, est-ce que le ministère va le prendre en charge ?

En ce qui concerne les cuisines, dont vous avez parlé, et les espaces de vie, on pense que, pour 130 étudiants avoir 200 m² pour une vie en commun, je pense que c'est un tout petit peu étroit.

Et encore d'autres questions concernant la gestion du complexe : comment sera-t-il géré ? Par qui ? À quel prix ? Quel sera le montant du loyer pour les étudiants ? Qui va les sélectionner ? Quel rôle jouera le gestionnaire dans cette gestion ? Quels sont les impacts pour les services communaux ? Qui va les gérer ? Est-ce que ce sera le service logement ou un autre service qui sera mis en place ?

À la fin, et pour moi le plus important : est-ce que ce projet était soumis à des commissions ? Här Buergermeeschter, Dir Dammen an Hären aus dem Schäfferot, am Dossier steet néierens eppes iwwer d'Kommissiounen. Souvent, vous nous avez reproché le fait de ne pas avoir soumis des projets aux commissions. An haut, leider, fanne mir och näischt am Dossier.

On aimerait bien que les commissions de logement, des finances et surtout la Commission du vivre-ensemble interculturel, dont vous êtes président, discutent de ça. Parce que, si on essaye d'avoir 130 étudiants dans le centre, alors une harmonie devra être également mise en évidence. Dat ass néierens.

Pour cela, je pense qu'il est important que nous vous disions que le logement d'étudiant est une priorité importante. Naturellement, déi gréng soutiennent pleinement la création des logements pour étudiants. Et nous reconnaissons que ces logements jouent un rôle essentiel dans l'intégration des jeunes dans

notre ville. En renforçant l'attractivité de Differdange comme destination, non seulement locale et régionale, mais aussi nationale. Une destination universitaire.

Cela étant dit, nous ne pouvons pas accepter ce projet dans sa forme actuelle. Le manque de consultation avec les commissions concernées, notamment la Commission du logement et la Commission des finances, ainsi que l'absence des discussions avec le ministère du Logement, pose des problèmes majeurs. Ces étapes sont indispensables pour garantir la solidité et la transparence d'un projet de cette envergure. C'est pour ça que, bien que nous soyons favorables à l'idée générale du logement pour étudiants, nous allons voter contre ce projet tel qu'il est présenté. Et encore une fois : on attend vraiment une vraie transparence. Malheureusement, nous ne l'avons pas trouvée. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Aguiar. Den Här Diderich.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Merci, Här Buergermeeschter. Ech géif och op dese Projet agoen. Dir hutt mam Ministère geschwat, soss hätt Der keng Annex vum Ministère, do weess ech elo net, wat den Här Aguiar mengt. Mee et wonnert mech awer: An där Annex 6, also déi allerlescht Säit vum Dossier, d'Säit 55, dat ass dat, wat all Acteur, dee Sue vum Ministère freet, kritt, wann en den Accord vum Ministère scho kritt huet, soss kritt een déi Annex net – dat heescht, Dir sidd do scho ganz wäit mam Ministère –, mee do sti just 75 % dran. An dat verstinn ech net, well hei geet et ëm Studentewunnen-gen. An d'Studentewunnenge kritt een am Fong zu 100 % finanzéiert.

Dofir, entweder sidd Dir iwwert de Plaffong gaange mam Präis vun der Acquisitioun – also Dir sidd sécherlech iwwert de Plaffong gaangen, well dat ass den Ënnerscheid téschent der Kolonn Valeur d'acquisition an der Kolonn MME, Montant maximum éligible. Dat heescht fir d'Konstruktioun sinn et zwou an eng hallef Millioun méi

Il questionne l'existence et la nature des discussions préalables avec le ministère du Logement, notamment sur l'optimisation des financements disponibles.

Il exprime sa préoccupation quant aux couts de construction qui semblent dépasser significativement les plafonds établis. Une attention particulière est portée au financement des 7,8 millions d'euros restant à la charge de la commune, s'inquiétant de leur impact sur les finances communales.

Il demande des éclaircissements sur le public ciblé, notamment concernant les étudiants du postsecondaire.

Des questions pratiques sont également soulevées concernant la gestion quotidienne du complexe: qui en sera responsable, quels seront les loyers appliqués, comment se fera la sélection des étudiants, et quel service communal sera responsable.

Il critique vivement l'absence de consultation des commissions concernées, notamment les commissions du logement, des finances et du vivre ensemble interculturel, soulignant l'importance d'une approche plus collaborative pour un projet de cette envergure.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) apporte une analyse financière détaillée du projet.

Il reconnaît l'existence de discussions avec le ministère, attestée par l'annexe 6 du dossier, mais soulève des incohérences importantes dans le montage financier.

Il questionne particulièrement le taux de financement de 75 % alors que les logements étudiants sont normalement éligibles à un financement à 100 %.

Il met en évidence les dépassements significatifs des plafonds établis: 2,5 millions d'euros supplémentaires pour la construction et 800 000 € pour le foncier. Il critique particulièrement la transaction foncière, soulignant l'absurdité de la situation, où la commune rachète à un prix supérieur aux plafonds ministériels un terrain qui lui appartenait initialement.

12. Actes et conventions

Cette situation engendre une moins-value significative de 2 380 000 €, que la commune devra assumer sur ses propres fonds, une situation qu'il juge résulter d'une négociation insuffisante avec le partenaire privé.

Gary Diderich s'interroge en profondeur sur le choix du financement à 75 % pour ce projet de logements étudiants, considérant qu'un financement à 100 % aurait été plus avantageux pour les finances communales.

Il met en lumière la complexité de la situation, reconnaissant qu'il existe de nombreux besoins urgents sur le marché du logement. Il décrit particulièrement la situation critique des étudiants, notamment ceux venant de l'étranger, dont les familles investissent parfois toutes leurs économies pour leurs études, mais qui se retrouvent sans logement à leur arrivée. Il établit un parallèle avec le problème des chambres de café, soulignant que ces 110 chambres auraient pu servir à reloger des personnes vivant dans des conditions précaires. Il rappelle que la commune a cessé d'enregistrer les personnes dans ces logements non conformes, ce qui pénalise finalement les occupants.

Il s'interroge sur la possibilité de négocier différemment avec les promoteurs, critiquant ceux qui préfèrent maintenir leurs marges élevées plutôt que de faire avancer les projets.

Il exprime sa difficulté à prendre position sur ce projet, reconnaissant son importance tout en contestant ses conditions de réalisation.

CLAUDE OLTEN (CSV) présente les aspects techniques et pratiques du projet de transformation de l'ancien Monopol.

Il explique comment le bâtiment sera relié à la maison de la rue Kelvert par une cour intérieure, permettant la création de 112 logements étudiants.

wéi dat, wat de Plaffong virgesäit. A fir de Foncier sinn et 800.000 Euro méi. Tout en sachant, dass de Foncier am Fong vun der Gemeng kënn an dësem Fall.

Dat heescht, deen ass vun der Gemeng un dee Private gaangen, e geet vum Privaten elo erëm zrëck un d'Gemeng. An dee Private verkeeft eis dat fir méi deier wéi dat, wat de Ministère u sech als Plaffong huet. Dat heescht, mir hunn eng Moins-value am Ganze vun 2.380.000 Euro, déi mer kéinte kréien, wa mer souzesoe besser verhandelt hätte mam Privaten. An déi mer da méi op eis eege Kap mussen huelen, wéi wa mer d'Plaffongen agehalen hätten.

Mee dat erkläert awer net dee ganzen Ënnerscheid vun deem, wat mer musse bezuelen, well hei einfach 75 % dra-steet. Wat ech eeben net verstinn, well et Logements d'étudiants sinn. Ech hat geduecht, dass eeben d'Argument, fir Logements d'étudiants hei ze huelen, war, fir d'Gemengekeess net ze vill ze belaaschten an awer dréngend noutwendege Wunnraum ze schafen. A mat 100 % Kofinanzéierung wär dat jo och méiglech gewiescht.

Dat ass eng schwiereg Diskussioun, wéi den Här Aguiar elo ze soen, et gött aner Saachen, déi sinn och wichteg an esou weider. Um Logementsmarché ass et fir jidderee wichteg. An et gött ganz vill Studenten, déi wierklech an enger Desespérance sinn, déi ugeholl ginn op der Uni, hei ukommen aus dem Ausland an näischt fir ze wunne fannen. An hir ganz Famill huet deelweis dran investéiert, fir dass se kënne studéieren. An dann hänke se hei op der Strooss quasi. Also do gött et och ganz desperant Situatiounen.

Mee et gött vill desperant Situatiounen, eleng wéinst deem dote Projet, wann ee scho just 75 % dofir kritt, hätt een deen och kënne notzen, fir do Leit ënnerzebréngen, déi a Cafészëmmeren ënnerkommen am Moment. Wou d'Gemeng ugefaangen huet, d'Leit net méi unzemellen, wann d'Exploitante vun de Cafészëmmeren sech net en règle gesat hunn, an am Endeffekt déi Leit die Leidtragend sinn.

Obwuel mer alleguerte wëssen, a mir hunn an der Logementskommissioun driwwer geschwat, dat effikasst wär am

Fong, dass d'Leit net méi néideg hätten, an déi Cafészëmmeren ze goen. Hei häss de 110 Zëmmeren op ee Coup gehat. Dat wär natierlech och eng Gestiou gewiescht, mee bei Studenten hues de och eng Gestiou, wann s de 110 Leit op ee Coup hues.

Ech mengen, do sinn déi Froe vum Här Aguiar ganz pertinent: Wéi gött dat geréiert? Mee do gi jo awer Choixen operéiert. An ech verstinn dee Choix eeben net, och finanziell, dat do esou ze maachen. Dat ass déi Fro, déi ech wollt stellen.

War et hei wierklech net méiglech, innerhalb vun de Plaffongen ze negociéieren? Ech mengen, dat ass jo och ee Probleem, deen de Ministère reegelméisseg ausdréckt mat de Promoteuren, dass et Promoteure gött, déi léiwer op hire Projete sëtzebleiwen, wéi dass se hir Marge e bësse limitéieren. An da bleift viles op. A vill Projeten hänken.

Dat sinn déi Froe vu menger Säit aus, opgrond vun deenen ech nach muss decidéieren, ob mer dee Projet esou kënne ënnerstëtzen oder net, wat wierklech géif wéidoen. Et ass jo positiv, dass deen do Projet emol endlech weidergeet iwwerhaapt. Wéi laang steet dee Monopol schon eidel! Dofir ass et wierklech ee schwéiere Choix elo ze soen, mir ënnerstëtzen dat doten oder net. Mee et kann ee sech awer och net vun de Promoteuren ausquetsche loos-sen an all Konditioun akzeptéieren. Dat ass déi aner Glack. Dofir wéilt ech fir d'éischt emol déi dote Froe gekläert hunn. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Diderich. Här Olten, wannechgelift.

CLAUDE OLTEN (CSV):

Merci fir d'Wuert, Här Buergermeesch-ter. Wéi den Här Hartung scho gesot huet, do verschwennt dat net esou schéint Bild vum Monopol, wann ee vun Nidderkuer an den Zentrum vun Déifferdeng kënn. Deen ale Monopol an d'Haus an der Rue Kelvert ginn duerch ee Bannenhaff verbonnen. Doduerch entstinn 112 Studentewun-

12. Actes et conventions

nengen. An et kënnt nach ee Gemeinschaftsraum dobäi vun 260 Meterkaree.

D'Aarbechte fänken an engem Delai vu sechs Méint un. Wann d'Konditiounen vum Kontrakt erfüllt sinn, wäert et viraussichtlech 32 Méint daueren.

Mir hunn ëmmer méi Studenten an der Gemeng, déi sollte gutt ënnerbruecht sinn. De Besoin ass grouss. Mir ënnerstëtzen dee Projet op jidde Fall.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Olten. Den Här Muller, wannechgelift.

ERNY MULLER (LSAP):

Merci. Mir als LSAP ënnerstëtzen dës Initiativ, fir op dëser Plaz éischtens emol d'Entwécklung weiderzeféieren, well dat war jorelaang e Schandfleck. Och de Projet, wou d'Fassaden integréiert ginn an esou weider, ënnerstëtze mer.

Ech wëll e puer Aspekter beliichten, wat och schonn hei gesot ginn ass, mee ënner verschiddene Formen.

Éischtens, wat mech verwonnert huet e bëssen, Här Hartung, dat ass, ech war selwer bedeelegt um Bau vun de Studentewunnengen zesumme mat der Uni Lëtzebuerg, an do ass ëmmer immens vill Wäert geluecht ginn op Gemeinschaftsraum. An net nëmme am Keller oder um Rez-de-chaussée, mee och op de Stäck. Dat vermessen ech hei. Ech mengen, et sollt kee „Studentesilo“ ginn.

Mir sollen zwar esou vill wéi méiglech Studenten ënnerdaach kréien, dat rentabiliséiert jo och de Projet, mengen ech. An dat ass jo och, wat ech gesinn, als Hannergrond, et soll haaptsächlech eng Studenteresidenz ginn. Op de Pläng gesinn ech zum Beispill net – do ass op all Stack eng Surface, si ass zwar net extra grouss, ënner A, mee ech gesinn net, wat dat ass. Do hunn ech geduecht: Wäer dat net vläicht eng Méiglechkeet, fir do e fräien Openthaltssraum ze planzen? Ech weess et elo net. Et steet

näischt an de Pläng wat dat bedeit. Mee do ass emol keen Zëmmer dran.

An da muss ech awer och soen, dann dinn ech elo meng Kap als Office social op an da kommen ech op déi Iwwerleeungen, déi schonn hei gesot gi sinn: Housing First an d'Cafészëmmeren. Doriwwer ass laang diskutéiert ginn, an dat ass net nëmme e Problem hei an der Gemeng, och an aneren hei am Land. Mir kënnen d'Cafészëmmeren ni an d'Rei kréien, wa mer net d'Méiglechkeet ginn, dass der fräi gemaach ginn, fir dass déi kënnen renovéiert ginn an da kënnen d'Leit erëm erakommen.

Well mir gesinn och, et ass en immense Problem. Dat gesi mer elo um Niveau vum Office social, ech soen Iech och eng Kéier, wat do amgaangen ass. Mir mussen iwwregens doriwwer schwätzen an och de Schäfferot gesinn, well et ass immens wichteg. Well do ass et esou, dass praktesch näischt geschitt op deem Niveau. Do geschitt guer näischt, dat heescht, dass déi Zëmmeren an d'Rei gemaach ginn.

Hei wär meng Propos, fir op d'mannst déi néng Zëmmeren, déi mer an der Rue Kelvert hunn, fir esou eppes virzugesinn, entweder Housing First, also wierklech Logement d'urgence oder och fir temporairement kënnen Leit ze logéieren, déi dann an adequat Situatoune bruecht ginn.

Well soss kënnen mir hei déi schéinste Saache soen iwwer d'Cafészëmmeren an och iwwer d'Chambres meublées an do bause geschitt guer näischt an d'Leit bleiwe bei héije Loyerer an deene schlechte Situatoune, an deene se elo sinn.

Dat sollt en Denkestouss sinn. Als LSAP ënnerstëtze mir dëse Projet trotzdem, mee et ass vläicht nach Potenzial dran, fir verschidde Saachen ze änneren. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Muller. Den Här Cillien, wannechgelift.

Il souligne l'importance de l'espace communautaire de 260 m² qui sera intégré au projet.

Il détaille le calendrier prévu, avec un début des travaux dans les 6 mois et une durée d'exécution estimée à 32 mois.

Il insiste sur l'importance de ce projet face à la demande croissante de logements étudiants dans la commune et affirme le soutien total de son groupe à cette initiative.

ERNY MULLER (LSAP) *apporte son soutien au projet tout en soulevant plusieurs points critiques.*

Fort de son expérience dans la construction de logements étudiants avec l'Université du Luxembourg, il regrette l'insuffisance d'espaces communautaires, particulièrement aux étages.

Il met en garde contre le risque de créer un « silo à étudiants » et s'interroge sur la destination de certains espaces non précisés dans les plans.

Changeant de perspective pour aborder son rôle à l'office social, il soulève le problème des chambres de café et propose d'utiliser les neuf chambres de la rue Kelvert pour du logement d'urgence ou du « Housing first ». Il souligne l'importance d'avoir des solutions temporaires pour permettre la rénovation des chambres de café existantes et améliorer les conditions de vie des occupants actuels.

Il insiste sur la nécessité d'une action concrète plutôt que de simples discussions.

12. Actes et conventions

ERIC CILLIEN (DP) expose le dilemme auquel fait face la commune. Il rappelle avoir plaidé depuis 15 ans pour le développement de logements étudiants, considérant leur importance pour la vitalité de la ville.

Cependant, il reconnaît la nécessité parallèle de répondre aux besoins du « Housing first » et de résoudre le problème des chambres de café.

Sa critique principale porte sur le manque de transparence dans la gestion du projet, particulièrement l'absence de passage en commission. Il considère cette omission comme inacceptable dans le processus démocratique communal et insiste sur la nécessité d'obtenir les avis des commissions concernées avant de procéder au vote.

Eric Cillien fait une suggestion pragmatique concernant la procédure. Il pense qu'il serait peut-être plus judicieux et approprié de ne pas précipiter les choses et de soumettre d'abord le projet aux différentes commissions pour obtenir leurs avis respectifs. Il souligne que cette approche serait plus pertinente avant de procéder à un vote, d'autant plus que le prochain conseil communal n'est pas très éloigné dans le temps.

GUY ALTMEISCH (LSAP) donne la parole à monsieur Hartung afin qu'il puisse répondre aux différentes questions qui ont été soulevées.

JERRY HARTUNG (CSV) fait alors une intervention substantielle couvrant de nombreux aspects du projet.

Il commence par aborder la question de la mixité sociale en relation avec les cafés-chambres, faisant remarquer que ces établissements sont déjà présents dans le quartier concerné.

Il explique ensuite pourquoi le projet ne peut pas être conçu comme une structure d'urgence à Differdange, citant le manque de rotation suffisante dans ce type de logement. Il met en avant l'adéquation du quartier pour accueillir des étudiants, soulignant leur potentiel pour dynamiser le centre-ville et contribuer à la mixité sociale.

ERIC CILLIEN (DP):

Här Buergermeeschter, merci fir d'Wuert. Mir befannen eis och e bëssen an enger Zwéckmillchen, well u sech – an dat hunn ech scho viru 15 Joer hei gepriedegt, wou ech am Gemengerot war – brauche mir Studentewunnen, well mer jonk Leit an der Stad brauchen a well dat eeben dat ass, wat eis Stad um Liewen hält, an et dat ass, wat mer wëllen hunn.

Op där anerer Säit hu mer de Problem vum Housing First. Dat ass ganz richtig gesot ginn. Mer hunn déi Cafészëmmeren, wou mer mussen eppes maachen.

Dee gréisste Problem, deen ech awer gesinn, ass déi Intransparenz, datt dat net an de Kommissioun war. Et deet mer jo wierklech leed, datt ech dat awer hei och muss ënnerstëtzen. Et kann net sinn, datt mer hei ee Projet ze stëmme kréien, wou keen Avis vun enger Kommissioun virläit. Dat ass net korrekt. An do kommt Der net derlaanscht, dat zouzeginn.

Ech weess elo net, wéi grouss d'Urgence ass, deen nächste Gemengerot ass jo net esou wäit hin, wier et net vläicht éischter ubruecht, fir d'éischt déi verschidde Kommissiounen ëm en Avis ze froen an dann eis iwver dee Projet do ofstëmme ze loossen? Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci fir déi Informatiounen. Ech ginn d'Wuert un den Här Hartung, fir déi verschidde Froen ze beäntweren. Här Hartung, wannechgelift.

SCHÄFFE JERRY HARTUNG (CSV):

Wat d'Cafészëmmeren ugeet, schwätze mer jo awer och ëmmer vu Mixité sociale. An da stellen ech awer d'Frozéck: Wou sinn am Moment all déi Cafészëmmeren? Déi si jo grad an deem dote Quartier.

An dofir, ech mengen, dat ass eis ganz kloer bewosst a mir schaffen och dorunner. Mir hunn och déi eng an déi aner Iddien. Awer fir eis ass och ganz

kloer, wa mer vu Léisunge fir d'Cafészëmmeren schwätzen, datt dat keng grouss Structure d'urgence ka sinn hei zu Déifferdeng. Well déi Logement d'urgencen, muss ee sech bewosst sinn, datt do net dee Roulement dran ass, wéi ee sech deen ëmmer gäre géif virstellen.

Hei hu mer elo ee Quartier, wou mer eis einfach soen, hei géife Studente gutt passen. Déi géife wierklech den Zentrum beliewen, déi géife wierklech och déi Mixité sociale mat sech bréngen.

Dann, do sinn ech frou, datt den Här Diderich dem Här Aguiar schonn drop geäntwert huet, datt awer vill Diskussiounen schonn am Logementsministère waren. Soss hätte mer net all déi Piëcen, déi mer bis ewell hunn.

Et muss een awer och soen, wéi eis de Projet initial proposéiert gouf, do ware mer net bei 7,8 Milliounen Euro, mee do ware mer bei 14 Milliounen Euro gewiescht, wat mer als Gemeng hätte misse bäileeën.

Et ass eis bewosst, woumat Der richtig läit, datt mer d'Plaffongen net all erreecht hunn, datt mer iwver de Plaffonge sinn. Dat huet awer och domadder ze dinn, mer schwätzen hei vun zwou Fassaden, dat war eng Ufro vum Promoteur, ob mer net kéinten de Schutz vun enger Fassad ewechfale loossen. Well hei kënnt jo dann ee Gebai, wat u sech zwou verschidde Fassaden op zwee verschiddenen Niveaue muss integréieren. Wou fir eis awer ganz kloer war, datt mer dat wéilte bäibehalen, fir de Patrimoine culturel en valeur ze setzen.

Dann huet et och eppes mat der Qualité de vie ze dinn. D'Gemeinschaftsraum sinn ugeschwat ginn. Am Ufank waren d'Gemeinschaftsraum effektiv och op de Stäck méi uewe virgesinn. An elo eeben no hannen, wou awer trotzdeem, wéi gesot, ganz kloer Dagesluucht erakënnt, also wéi dat an engem normale Raum de Fall ass.

Mee dat huet och mat de Subventiounen ze dinn. Mer wëlle wierklech no un d'Subventioun vum Logementsministère erukommen. Dee schreift eebe vir, datt mer do mussen dann och méi Logement erakréien. Déi schreiwene och d'Gréisste vir. Also déi 17,5 Meterka-

12. Actes et conventions

ree, dat ass net, datt mir déi festgesat hunn. Am Ufank ware se liicht méi grouss. Wann een d'Zëmmeren e bësse méi kleng mécht, kritt ee méi Unitéiten. An da komme mer méi no un déi Plaf-fongen.

Da war och d'Diskussioun: Maache mer kee Lift? Maache mer ee Lift? Maache mer zwee Lifter? Hei schwätze mer vun 130 Studenten, déi herno hei virgesi sinn. An ech denken, bei 130 Studente wëlle mer och, datt alles design-for-all-méisseg konform ass, datt mer och do eng Mixitéit hunn. U sech solle jo och PMR-Wunnenge ver-deelt op de Stäck sinn. An och an deem Sënn hu mer gesot, da muss et eis och derwäert sinn.

Et ass net esou, datt mer de Projet 1:1 einfach iwwerholl hätten. Do si vill Diskussioune gelaf, vill Adaptatioune geschitt. Et misst net an all Appartement eng Kitchenette sinn. Da géife mer de Gesellschaftsraum och méi sub-ventionéiert kréien. Dat war eis awer och wichteg. Ech mengen, e Student, dee wëll net ëmmer an enger grousser Gemeinschaftskiche mussen iessen oder kachen. Et ass och vu Virdeel, wa jidd-weree mol fir sech selwer kache kann an duerno erëm zréck op d'Uni ka goen oder ka léieren.

Mir kucken natierlech nach eng Kéier gären alles no. D'nächst Woch hu mer eng Entrevue mam Logementsministère, fir ënner anerem zu dësem Projet, awer och iwwer aner Projeten ze kucken. Et ass näischt a Stee gemees-selt, et kann een iwwer alles schwätzen. Dat steet jo och am Artikel 6, datt mer nach kënnen Adaptatioune maachen.

Hei ass elo just, datt mer en Acte de réservation gemaach hunn. Mir mussen awer step by step virukommen. Mer ginn et an d'Kommissiounen ...

(Diskussiounen)

Okay. Ma, da stëmme mer eréischt den 8. November am nächste Gemengerot driwwer of. Da gi mer et an d'Kommissiounen, da kënnen mer et nächsten ...

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Mir huelen et zréck, wéi gesot, et ass elo vläicht net esou kloer aus dem Här Hartung sengen Erklärungen eriwwer-komm, mee mir huelen et zréck vum Ordre du jour. Et ass näischt, wat a Stee gemeesselt ass. Mir sinn och net op der Flucht. Mer brauchen dat elo net iwwer de Knéi ze brieche.

Wann Dir der Meenung sidd, et wier eng Plus-value, dass mir et an d'Kommissiounen huelen, selbstverständlech si mir do esou transparent an esou flexibel, dass mir et da vum Ordre du jour huelen.

Wann Der alleguer domadder d'accord sidd, da gi mer et an déi verschidde Kommissiounen, da géife mer Iech et den 8. November nach eng Kéier presentéiere mam Avis vun de Kommissiounen. An dann hu mer op verschid-dene Punkten op jidde Fall zousätzlech Informatiounen.

PAULO AGUIAR (DÉI GRÉNG):

Ech soen Iech villmools Merci!

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Dat ass ganz gär geschitt, Här Aguiar.

GEMENGESEKRETÄR HENRI KRECKÉ:

Musse mer driwwer ofstëmmen?

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Wann Der domat d'accord sidd, brauche mer net driwwer ofzestëmmen. Oder schwätzt ee sech do dergéint aus? sSoss géife mer zu deem nächste Punkt kommen. Här Aguiar, wéi Der gefrot hutt, maache mer Iech erëm ee Gefalen, maache mer zéng Minutte Paus, an da géife mer mam Ordre du jour virufue-ren. Merci.

(Paus)

Mir géife mam Ordre du jour virufue-ren. Mir kommen zum Punkt 12c, wou

Il poursuit en évoquant les nom-breuses discussions qui ont déjà eu lieu avec le ministère du Logement, discussions qui ont permis d'obte-nir les documents nécessaires. Il ré-vèle que le projet initial était beau-coup plus couteux, s'élevant à 14 millions d'euros, mais qu'il a été réduit à 7,8 millions d'euros pour la commune.

Il aborde ensuite les aspects tech-niques du projet, notamment la question des façades et l'import-ance de leur préservation pour le patrimoine culturel, malgré les de-mandes du promoteur de simplifier certains aspects.

Jerry Hartung détaille également les modifications apportées aux es-paces communs, expliquant leur re-positionnement tout en garantissant un accès à la lumière naturelle.

Il justifie la taille des chambres fixée à 17,5 m², précisant que cette dimension est dictée par les exi-gences du ministère du Logement pour maximiser les subventions.

Il explique la décision d'installer deux ascenseurs pour les 130 étu-diants prévus, soulignant l'import-ance de l'accessibilité et du design universels.

GUY ALTMEISCH (LSAP) reprend en-suite la parole pour annoncer une décision importante: le retrait du point de l'ordre du jour.

Il propose une nouvelle approche plus inclusive, suggérant de sou-mettre le projet aux différentes commissions pour obtenir leurs avis et de le représenter lors de la session du 8 novembre avec ces nouvelles informations. Il insiste sur la transparence et la flexibilité de la démarche.

PAULO AGUIAR (DÉI GRÉNG) ex-prime sa gratitude pour cette déci-sion d'ajournement et de consulta-tion plus approfondie.

HENRI KRECKÉ (SECRÉTAIRE COMMUNAL) intervient brièvement pour une cla-rification procédurale, demandant si un vote formel est nécessaire pour ce retrait.

GUY ALTMEISCH (LSAP) gère la tran-sition vers la suite de la réunion. Il propose une pause de dix minutes (Pause)

12. Actes et conventions

Guy Altmeisch poursuit avec l'ordre du jour, notamment le point 12c), qui concerne la résiliation du contrat avec STRABAG dans le cadre d'un projet PPP datant de 2011, relatif au stade municipal et au parking adjacent.

Guy Altmeisch explique la complexité des dossiers PPP, qui se composent de deux épais volumes au format A4, élaborés par des juristes en partenariat avec STRABAG et la Ville de Differdange.

Le contrat, qui devait initialement s'étendre jusqu'en 2037, concernait la construction et la gestion du stade et du parking, entièrement financées par la Ville de Differdange.

Il explique que STRABAG a approché la ville il y a six mois pour résilier le contrat, ce qui est inhabituel étant donné son caractère lucratif. La raison principale est que c'est leur seul projet restant au Luxembourg, géré depuis leur siège à Düsseldorf.

Cette situation compliquait la gestion, car toutes les réunions (deux ou trois fois par an) et l'entretien devaient être coordonnés depuis l'Allemagne. Chaque réparation, qu'elle concerne le football ou le parking, devait passer par STRABAG Düsseldorf, qui faisait ensuite appel à des installateurs de Düsseldorf ou de la région de Bitburg, ayant l'exclusivité des réparations.

Concernant l'aspect financier, la Ville versait trimestriellement 174 000 € à STRABAG depuis 2011. Sur ce montant, 50 000 € étaient versés sur un « compte de maintenance » (« Instandhaltungskonto ») destiné à maintenir les installations dans leur état initial, tenant compte d'une usure normale sur vingt ans.

Le reste servait aux ressources humaines pour l'entretien du parking et du stade, le nettoyage des vestiaires et l'entretien des tribunes, à l'exception des terrains de football, qui restaient sous la responsabilité du service sportif de la Ville.

Guy Altmeisch souligne particulièrement la rénovation du terrain numéro 1 il y a trois ans, pour un coût de 700 000 €, en raison de problèmes de drainage. STRABAG a fait preuve de flexibilité en acceptant de financer ces travaux, évitant ainsi une possible procédure judi-

mer eng Resiliatioun proposéiere vum Kontrakt, deen d'Stad Déifferdeng zesumme mat Strabag huet am Rahme vun engem Projet PPP, dee vun 2011 staamt, wou mer iwwer de Stade municipal schwätzen an dat Parkhaus, wat niewendru läit.

Et ass net einfach, sech duerch déi Dossiere vun deem PPP do duerchezekämpfen. Et sinn zwee déck Dossieren an DIN-A4-Format, wou sech Juristen déi Zäit Gedanke gemaach hunn, zesumme mat der Firma Strabag a mat der Stad Déifferdeng, fir dee PPP-Kontrakt opzestellen.

Als Erklärung: Dee Kontrakt sollt lafe bis 2037. D'Stad Déifferdeng huet de Bau vum Stadion a vum Parkhaus awer integral bezuelt. Dat sinn elo kuerz Erklärungen. Fir méi an den Detail ze goen, bréngt et bal net, well ech kommen nach zu de Chifferen.

Dat gesot, ass et dunn zu deem Kontrakt komm an dee sollt lafe bis 2037. Viru sechs Méint ass Strabag un eis ergetrueden, si wéilten de Kontrakt opléisen. Et ass scho komesch, datt eng Firma op eemol e Kontrakt wëllt opléisen, well dee Kontrakt war awer fir si ganz lukrativ. Firwat wëlle si en opléisen? Well dat do deen eenzege Projet nach ass, dee si als Firma, déi zu Düsseldorf doheem ass, hei am Land hunn.

An déi Reunionen, déi stattfannen, zwee-, dräimol d'Joer, an deen Entretien, dee muss gemaach ginn, musst Der wëssen, gëtt alles vun der Firma gemaach. An dat gëtt och vun deenen dirigéiert. Dat heescht, wann den Utilisateur, sief dat de Fussball, sief dat d'Allgemengheet, déi d'Parkhaus utiliséiert an esou virun, wann do eppes futti ass, da muss dat iwwer Strabag Düsseldorf goen. Fir dass dann, deemno wéi et ass, en Installateur vun Düsseldorf kënnt oder een aus dem Raum Bitburg dann den Optrag kritt iwwer Düsseldorf, fir déi Reparatur ze maachen. Well si d'Exklusivrecht hunn, fir déi Reparaturen ze maachen.

Och all aner Reparaturen am Beräich vum Bau an esou virun, Entretien vum Bau gëtt alles vun däitsche Firme gemaach, ënner der Opsiicht vu Strabag. An och ënner der Opsiicht vun hirem Verwaltungsrot a vun hirem Portmonni.

Fir elo vun de Suen ze schwätzen, ginn ech Iech ee klengen Aperçu. D'Gemeng huet all dräi Méint eng Rechnung kritt vu Strabag iwwer 174.000 Euro. Déi sinn der Gemeng zulaaschte gefall vun 2011 un. An déi waren och nach opgegliddert. 50.000 Euro vun deenen 174.000 sinn an en, wéi déi däitsch Kollegen dat nennen, Instandhaltungskonto gefloss. Deen Instandhaltungskonto ass do, fir wann de Kontrakt opgeléist gëtt, dass den Objet, deen an deem Projet do ass, an deen Zoustand zréckbruecht gëtt, wéi en initialement war. Mat enger Usure normale vun 20 Joer. Dofir ass déi Zomm dann do ugespuert ginn op engem Instandhaltungskonto.

Déi aner Sue sinn opgedeelt ginn. Dat war deelweis an d'Ressources Humaines vun deenen Aarbechter, déi do engagéiert waren, sief et fir den Ënnerhalt vum Parkhaus, sief et fir den Ënnerhalt vum Stadion, d'Botze vun de Vestiären, den Ënnerhalt vun der Tribün, dee ganze Stadion. Ausser d'Fussballterrainen, déi waren ëmmer ënner der Responsabilitéit vum Service sportif vun der Stad Déifferdeng.

Wéi gesot, ee gewëssenen Deel ass op en Instandhaltungskonto gaangen, 50.000 Euro. Déi aner sinn a Reparatüre gestach ginn an an den Ënnerhalt vum Gebai.

Eng wichteg Informatioun: Dir musst wëssen, dass mer virun dräi Joer den Terrain Nummer 1 frësch gemaach hu fir eng Belaaschtung vu 700.000 Euro. Vu dass deen Drainage vun Ufank un net esou war, wéi all Utilisateur sech dat virgestallt huet, huet dee misse frësch gemaach ginn. Deen ass och integral vun deem Konto do bezuelt ginn.

Dat war eng Flexibilitéit, déi Strabag eis entgéintbruecht huet. Well dat wier net evident gewiescht. Wa mer do viru Geriicht gezu wieren, hätte mer warscheinlech net zu 100 % Recht kritt, an den Terrain hätt nach ëmmer ënner Waasser gestanen. Dat war eng Situatioun, wou se eis wierklech entgéintkomm sinn. A mer schwätze vun enger Zomm, dat ware 600.000 bis 700.000 Euro, déi do investéiert gi sinn. Mam Resultat, dass den Drainage vum Terrain elo wierklech impeccabel ass.

12. Actes et conventions

Dat gesot, ass de Stand vun deem Instandhaltungskonto momentan bei 1.318.000 Euro. Wann de Kontrakt ausgeliefert géif gi bis 2037, steet an de Konditiounen, dass dee 50/50 opgedelt géif. Dat heescht: 50 % géif Strabag kréien a 50 % d' Stad Déifferdeng.

Elo ass awer an Zesammenhang mat där Resiliatioun ofgemaach, dass am November nach eng Begehung vum Stadion gemaach gëtt an alleguer déi Saachen, déi net gutt sinn an déi net deem entsprechen, wat se missten entsprechen 2037, ginn nach an d'Rei gesat. Dass mer dovunner ausgoe kënnen, dass mer 300.000 Euro vun deem Konto nach eng Kéier investéiere zum Wuel vum Stadion. An zum Wuel och vum Parkhaus, ech schwätzen net nëmmen eleng vum Stadion, déi zwee Sitte gehéieren zu enger Keess.

Soudass eis dann e Montant, plus ou moins, kënnen mer nëmme schätzen, vun enger Millioun bleift. Strabag kréich dovunner 70 %, 700.000 Euro, a mir als Gemeng kréichen 300.000 Euro aus deem Fong do eraus, wa mer dat hei stëmmen, fir déi Resiliatioun ze maachen.

E puer Avantagé gesi mir als Gemeng dran. Mir hunn och vill verhandelt mat hinnen, am Ufank wollte si de Konto ganz behalen. Mir hunn awer gesot, si wieren un eis erugetrueden, fir dee Kontrakt opzeléisen an esou virun. Mir hu verhandelt a sinn eis dunn eens ginn, dass mer 70/30 maachen, och wëssend, dass si d'Hallschent vun de Käschte gedroen hu vun der Renovatioun vum Stadion, wéi ech Iech elo grad gezielt hunn.

Bei 70/30 géife mir, wéi gesot, ronn 300.000 Euro Rescht behalen. Ee Virdeel, dee mer och nach hätten: Mir wieren eleng responsabel iwwer den Entretien vum Parkhaus an iwwer den Entretien vum Stadion, wat dat ganz Botze géif ubelaangen a wat och den Ënnerhalt vun dem techneschem Material géif ubelaangen. Mir kéinte mat lokale Firma schaffen, fir den Ënnerhalt an den Entretien a Renovéierung vu verschiddenen technesche Saachen, wat ee grouse Virdeel wär.

D'autant plus hätte mer d'Méiglechkeet, Leit vun Déifferdeng, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, anzestel-

len, fir dat Ganzt ze managen. Mir hunn och mat hinne verhandelt, dass mer déi Leit, déi elo nach do sinn, dass mer déi bis 2026 behale wäerten.

Net dass mer vum 1. Januar un dostéingen, kee méi hätten, dee botzt, kee méi, deen den Entretien maache géif, kee méi hätten, dee sech ëm d'Lifter këmmert a mat wéi enge Firmaen, dass do geschafft géif. Soudass mer nach Sputt hu bis 2026. Dat heescht ee Joer laang, wou mer déi Leit nach géifen halen an dann, au fur et à mesure, ersetzen duerch Personal, wat mer da géife rekrutéieren, sou wéi mer et da géife brauchen.

Dat sinn elo mol éischt Erklärungen. Ech wier frou, wann Der mer Är Meinung géift dozou soen an Iech dozou géift ausdrécken, ier mer zum Vott kommen.

Den Här Diderich.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Merci, Här Buergermeeschter, fir déi Erklärungen. Dir kennt Iech jo virstellen, dass d'Freed bei mir ganz grouss war, wéi ech gelies hunn, dass ee PPP-Kontrakt gekënnegt géif, respektiv direkt fir zwee Ensembelen. Ech hoffen dann, dass an der nächster Gemengrotssitzung den Aquasud drun ass.

(Gelaachs)

Ech wollt froen, eppes, wat Der elo net erkläert hutt, iwwer de Parking. Et ass jo esou, dass zwar de Parking u sech u Strabag gaangen ass, awer dann d'Kärstéck vum Parking un Indigo gaangen ass. Dat heescht, dass nach eng Firma mat am Spill war. Souwéi ech dat elo aus dem Dossier verstanen hunn, mee ech si jo kee Jurist, geet dee Kontrakt da weider.

Heescht dat Indigo verwalt dee weider oder ännert sech do elo net vill? Oder ännert sech do eppes, fir de Parking u sech, wéi do alles leeft mam Bezuelen a mat der Gestiou vum Parking selwer?

ciaire. Le résultat est un drainage désormais parfait.

Le compte de maintenance contient actuellement 1 318 000 €. Selon le contrat initial, ce montant aurait dû être partagé en parts égales en 2037. Dans le cadre de la résiliation, une inspection du stade est prévue en novembre pour identifier les travaux nécessaires, estimés à environ 300 000 €. Sur le million restant, STRABAG recevra 70 % (700 000 €) et la Ville 30 % (300 000 €).

Les avantages pour la Ville sont multiples: outre la part financière négociée (initialement, STRABAG voulait garder la totalité du compte), la ville pourra gérer seule l'entretien du parking et du stade, travailler avec des entreprises locales, et embaucher du personnel local.

Un accord prévoit le maintien du personnel actuel jusqu'en 2026, permettant une transition progressive vers de nouveaux recrutements.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) exprime sa satisfaction concernant la fin de ce contrat PPP et s'interroge, non sans humour, sur la possibilité d'une résiliation similaire pour Aquasud. Il pose ensuite une question spécifique concernant Indigo, qui gèrait une partie du parking, demandant si leur situation va changer.

12. Actes et conventions

GUY ALTMEISCH (CSV) répond en précisant qu'Indigo, en tant que sous-traitant de STRABAG, reste soumis aux mêmes conditions jusqu'en 2026. Il explique que les employés d'Indigo s'occupaient à la fois de l'entretien du parking et du nettoyage des vestiaires, dans le cadre d'une sous-traitance globale pour l'entretien des installations. Guy Altmeisch fait référence aux personnes d'Indigo qui étaient présentes au parking du stade municipal.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) prend la parole pour exprimer la position critique historique de déi Lénk concernant les partenariats public-privé (PPP). Il explique que ces partenariats sont selon lui une manière détournée pour la commune de réduire ses coûts de personnel, ce qui a des conséquences particulièrement négatives dans le cas de la piscine.

Il souligne que les employés sous statut privé reçoivent des salaires qui permettent difficilement de faire face au coût de la vie au Luxembourg.

Il se réjouit que la gestion soit reprise par la commune pour ces deux projets, considérant qu'il est fondamental qu'une commune gère ses propres services sans recourir à des intermédiaires privés ou des sous-traitants. Cela permettra notamment d'employer plus facilement du personnel local.

Concernant l'aspect financier de la résiliation, notamment le compte de maintenance, il admet qu'il est difficile d'évaluer si l'accord est vraiment avantageux. Il rappelle que son parti avait mis en garde contre les risques dès le début. Il espère que les explications fournies sont fiables, mais reste prudent, notamment concernant d'éventuelles surprises qui pourraient survenir dans quelques années une fois que la commune sera seule responsable.

GUY ALTMEISCH (LSAP) répond en détaillant les mesures prises pour minimiser les risques de mauvaises surprises.

Il annonce qu'une visite d'inspection est prévue en novembre avec des experts pour évaluer l'état actuel du bâtiment et anticiper les

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech kann Iech déi Fro direkt beäntweren. Indigo ass et d'selwecht. Indigo ass ënner Sous-traitance vu Strabag, fält also och ënner déi Konditiounen, wéi ech gesot hunn, bis 2026. Sou gutt wéi Indigo déi Leit beschäftegt huet, fir den Entretien ze maache vum Parking, waren et déi selwecht Leit, déi och d'Botze vun de Vestiäre gemaach hunn an den Ënnerhalt vun deem Gebai niewendrun.

Dofir ass dat déi selwecht, och eng Sous-traitance vu Strabag fir den Ënnerhalt vun deem Ganzen. Ech schwätze vun deene Leit vun Indigo, déi um Parkhaus Stadion, Stade municipale waren.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Dat heescht, dat leeft dann ee Joer nach weider an da gëtt gekuckt, wéi dat soll zukünftig lafen.

Grondsätzlech ass ze soen, dass mir vun Ufank u kritesch waren als déi Lénk, wat déi Private-Public-Partnership ugeet. Et ass am Fong eng verstoppt Aart a Weis, fir Personalkäschte fir d'Gemeng anzespueren. Wat natierlech, virun allem bei der Schwämm, d'Leit deier ze stoe kënn. Respektiv vill Leit, déi ënner privatem Statut agestellt sinn a Salairé kréien, déi engem éischer wéineg erlaben, mat deene Liewenskäschten hei zu Lëtzebuerg, auszekommen.

Mir begréissen, dass bei deenen heiten zwee Projeten dat scho mol à terme geännert gëtt, an dass mer d'Gestioun erëm selwer iwwehuelen. Et ass wichtig, dass eng Gemeng selwer fir hir Services, fir hir Saache suergt an net muss iwwe X Privatpartner, Sous-traitanten an esou weider fueren, fir Saachen ëmzesetzen. An awer och fir Personal anzustellen, wat am Fong och esou lokal wéi méiglech hei aus der Gemeng dann och ass. An deem Sënn begréisse mer dat.

Elo ganz duerchzekucken, ob dat elo ee gudden Deal fir eis ass oder net, och mat deem Instandsetzungskonto, ass, mengen ech, ganz schwéier. Mir hate vu vir era virdu gewarnt, dass dat schif-

goe kéint. Ech hoffen, aus Ären Erklärungen, deene kënnen ze gleewen, dass mer elo hei ee gudden Deal awer fonnt hunn.

Dat alles weist sech natierlech, wann den État des lieux de sortie gemaach ginn ass, a wann dann déi Aarbechte bis gemaach gi sinn a wa mer net iergendwellech Iwwerraschungen an e puer Joer hunn, wa mer op eemol eleng domadder do setzen. Well ab deem Moment, wou den État des lieux de sortie gemaach ass an d'Saach opgeléist ass, ass et opgeléist. Dat hunn ech ganz kloer konnten erausliesen aus där Vertragsauflösung, dass dann all géigesäitig Verflüchtunge verfallen.

Soudass mer ganz staark hoffen, dass hei net de Worst Case vun engem PPP antrëtt, well et gëtt ganz vill Beispiller a ganz Europa, wou dat fir déi ëffentlech Hand laangfristeg ganz schifgaangen ass. Mee hoffe mer da mol, dass mir hei ouni blot A derduerch kommen. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech kann Iech direkt soen, fir deen Iwwerraschungsmoment esou kleng wéi méiglech oder esou schwaach wéi méiglech ze halen – dat ass jo am Interêt vu jiddwerengem heibannen –, maache mer déi Begehung am November mat Fachleit. Wou mer da kucken: Wat ass den Ist-Zoustand vum Gebai a wat kann eventuell nach op eis duerkommen?

Natierlech sinn Iwwerraschungen oder Saachen ni ausgeschloss. Mee mir kucken awer, fir dat esou kleng wéi méiglech ze halen. Dofir gi mer mat Experten am November duerch. An dofir schwätzen ech och, dass mer fir déi deels Renovéierung/Verbesserung, oder wéi mer et wellen nennen, ronn 300.000 Euro virgesinn hunn, dass dat kann a Stand gesat ginn, dass dat méi propper gëtt bei der Iwwergab. Fir, wéi gesot, déi Iwwerraschungen esou kleng wéi méiglech ze halen.

Nach Wuertmeldungen dozou? Här Muller.

12. Actes et conventions

ERNY MULLER (LSAP):

D'LSAP huet och laang fir dat dote gekämpft, genau wéi aner Leit hei scho gesot hunn, fir sou schnell wéi méiglech dee PPP erëm opzehiewen. Leider hu mer dat an eiser éischter Participatioun an der Majoritéit net erreecht. Ëmsou méi frou sinn ech, dass mer elo sou wäit sinn.

Dir hutt alleguer déi Erklärunge ginn, déi mech interesséiert haten. Ech wollt am Fong déi eng oder déi aner Fro stellen. Ech muss awer soen, mir kennen d'Ekipementer. Mer hu se jo begleet iwwer déi ganz Zäit, mer ware jo net komplett ausgeschloss. Käschteméisseg si mer déi negativ Säit gewuer ginn, wéinst deieren Interventiounen iwwer Strabag, mee mir sinn awer iwwer alles informéiert. An et ass och alles diskutéiert ginn, wat do entretemps schonn investéiert gouf oder och wat fir Probleemer opgetaucht sinn, déi geléist gi sinn.

Ech mengen, deen Historique kenne mer. Ech sinn awer och frou, mat 300.000 Euro kann een awer schonn e bëssen eppes maachen, datt déi nach iwwreg bleiwen, fir dann erëm déi ganz Saach fit ze maache fir déi nächst, kënne mer soen, zéng Joer. Op jidde Fall fir d'Lafdauer, wann dee Kontrakt nach weidergaange wär.

Ech mengen, an deene Verhandlung gëtt dat jo ëmmer gekuckt, dat heescht, fir do op een Nenner ze kommen oder ee Konsens ze fannen tëschent der Lafdauer an deem aktuellen Datum, wou de Kontrakt dann opgeléist gëtt. An dat ass och warscheinlech, wéi déi 70/30-Klausel entstanen ass. Mee dann hoffe mer fir d'Zukunft, dass mer méi iwwer dee Projet ze soen hunn, an dass mer och käschteméisseg besser ewechkommen. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Kann ech Iech soen, de Contrat initial war virgesi bis Juli 2037, fir Iech eng Iddi ze ginn, wéi laang et nach gaange wier, wann et elo net zu där Resiliatioun hei géif kommen.

Den Här Meisch.

FRANÇOIS MEISCH (DP):

Mäi Computer ass grad ofgestierzt, probéiere mer et esou. Hei geet et ëm e PPP, e Public-Private-Partnership-Projet, wou d'Planung an de Bau scho viru Joren ofgeschloss gi sinn. Ee Komplex, fir dee mer vu ganz ville Leit beneit ginn, wa mer dat kucken, wat do steet.

Wat elo nach iwwreg bleift vun deem PPP, vun deem mer hei schwätzen, ass déi sougenannte Betriebsphas. Do geet et ëm d'Zesummenaarbecht mat där Firma, wat leider net ëmmer ganz ideal war. Dat musse mer zouginn an och esou gesinn. An dat kann ech och bestätegen, ech selwer si vill do engagéiert an och vill do ënnerwee.

Wann all déi Delaien ofgelaf sinn, ass et dann eng aner Firma, déi soll iwwerhuelen oder sinn et wierklech eis Leit, déi déi Aarbechten da solle maachen? Wann et eng aner Firma herno ass, da si mer jo quasi am selwechte Kontext ënnerwee, da weess een och net, ob déi et dann effektiv besser mécht.

Mir hoffen, datt bei där Begehung am November dann och wierklech déi Saache fest zrëckbehale ginn, déi néideg sinn, fir a Stand ze setzen, well dofir ass esou ee Konto jo do. Esou Aarbechte fale jo éischter un no zéng, fofzéng Joer wéi virdrun. An déi Sue sollen dann och dofir gebraucht ginn.

Am Prinzip kënne mer domadder liewen, wat Dir eis hei elo proposéiert. Fir de Moment! Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech kann Iech confirméieren, Här Meisch, dass déi Begehung mat Fachleit aus dem Bau gemaach gëtt an awer och mat Leit aus dem Club, déi déi Infrastrukturen do vill benotzen, well déi kennen och déi beschte Plazen, wou et e bësse méi gro gëtt oder e bësse méi fiicht gëtt, wéi een, deen eng Begehung mécht, deen nach ni am Bau war. Dat ass zesumme mam Sportsveräin geplangt a mat eisem Sportsservice, déi d'Gebailechkeete kennen, fir déi Begehung ze maachen. Fir, wéi gesot, all Eventualitéit virzewierken.

problèmes potentiels. Il précise qu'un budget de 300 000 € est prévu pour les rénovations et améliorations nécessaires afin que le transfert se fasse dans les meilleures conditions possibles.

ERNY MULLER (LSAP) *intervient pour souligner que le LSAP s'est également battu pendant longtemps pour mettre fin au PPP, un objectif qui n'avait pas pu être atteint lors de leur première participation à la majorité. Il exprime sa satisfaction de voir ce changement enfin se réaliser.*

Il rappelle leur implication continue dans le suivi des équipements, même s'ils ont dû faire face à des coûts élevés liés aux interventions de STRABAG.

Il souligne leur bonne connaissance de l'historique des investissements et des problèmes résolus. Il considère que le budget de 300 000 € permettra de réaliser des améliorations significatives pour assurer le bon fonctionnement des installations pour au moins les dix prochaines années.

Il évoque également la négociation qui a abouti à la clause 70/30 et espère que la commune aura désormais plus de contrôle sur le projet et de meilleures conditions financières.

GUY ALTMEISCH (CSV) *intervient pour préciser que le contrat initial devait se poursuivre jusqu'en juillet 2037.*

FRANÇOIS MEISCH (DP) *reconnait que le PPP a permis la création d'un complexe qui fait l'envie de nombreuses personnes.*

Cependant, il admet que la phase d'exploitation avec l'entreprise partenaire n'a pas toujours été optimale, ce qu'il peut confirmer par son engagement personnel fréquent sur place.

Il s'interroge sur la future gestion, demandant si ce sera une autre entreprise ou le personnel communal qui prendra le relais. Il souligne que, si c'est une autre entreprise, les mêmes problèmes pourraient se reproduire.

Il insiste sur l'importance de la visite de novembre pour identifier précisément les travaux nécessaires,

12. Actes et conventions

rappelant que ce type de travaux survient généralement après 10 ou 15 ans d'utilisation.

Il conclut en indiquant que la proposition actuelle lui semble acceptable pour le moment.

GUY ALTMEISCH (LSAP) *conclut en confirmant que la visite d'inspection sera effectuée avec des experts du bâtiment, mais aussi avec des membres du club sportif, qui connaissent particulièrement bien les installations et peuvent identifier les zones problématiques.*

Il affirme clairement qu'aucune autre entreprise ne sera impliquée et que la gestion sera reprise uniquement par la commune de Differdange. Il souligne que cela permettra non seulement d'avoir plus de contrôle sur le recrutement du personnel, mais aussi de travailler avec des artisans locaux et de créer des emplois locaux.

PAULO AGUIAR (DÉI GRÉNG) *accueille favorablement la cessation du contrat. Il s'interroge sur la répartition 50-50, mais accepte l'explication donnée par le bourgmestre.*

Il souligne que l'administration communale dispose d'un personnel compétent pour gérer les réparations et l'entretien du stade et du parking.

(Vote)

GUY ALTMEISCH (LSAP) *révèle que LU:NEX cherche à renouveler son bail jusqu'en 2070 en raison de l'augmentation du nombre d'élèves de moitié.*

LU:NEX doit faire des ajouts de bâtiments et contracter un prêt. La municipalité s'engage à garantir le prêt, sous réserve de devenir propriétaire des bâtiments si la LU:NEX devient incapable de rembourser.

Il souligne l'importance de garder cette université sportive reconnue à Differdange.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) *explique son abstention. Bien qu'il apprécie la présence d'une université à Differdange, il regrette les couts mensuels élevés pour les étudiants. Il estime que l'éducation*

Dat anert: Et ass keng aner Firma, déi am Gespréich ass an et wäert och keng aner Firma do matwierken, ausser d'Firma Gemeng Déifferdeng. Dat ass Sënn an Zweck, wou mir positiv ware vun där Opléisung vun deem Kontrakt. Et waren net nëmmen déi 300.000 Euro, mee et war och de Sënn an Zweck, dass mir als Gemeng erëm do kéinte matschwätzen, wat d'Astellung vun de Leit ugeet an och mat lokale Leit kënnen do schaffen. Lokalen Handwierker, lokale Leit, déi do eng Aarbechtsplaz fannen.

Den Här Aguiar, wannechgelift.

PAULO AGUIAR (DÉI GRÉNG):

Merci, fir d'Wuert. Mes collègues ont déjà posé des questions que j'avais également marquées. Déi gréng begréissen d'Cessation du contrat. On s'est demandé, pourquoi pas 50 %-50 %, vu qu'il y a un consensus. Mais monsieur le bourgmestre a très bien expliqué le pourquoi. On peut très bien vivre avec cette explication.

Je voulais rajouter que l'administration communale a assez de personnel très capable et très compétent pour donner suite aux éventuelles réparations et à la gestion du stade respectivement du parking. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech soen Iech Merci. Et gött keng aner Wuertmeldung, mir kënnen zum Vott kommen.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver la résiliation d'un commun accord avec effet au 31 décembre 2024 du contrat de projet PPP datant du 9 février 2011 et portant sur le stade municipal ainsi que sur le parking couvert au parc des Sports à Oberkorn.

Punkt 12d, en Avenant vum Contrat de bail mat der LUNEX. Dir wësst, mir hunn ee Contrat de bail mat der LUNEX, deen eis engagéiert bis 2045.

Mir ginn elo op eng Verlängerung vun deem Kontrakt bis 2070.

Firwat ass et zu där Verlängerung komm oder firwat hu mer diskutéiert mat hinnen a verhandelt, fir eng Verlängerung ze kréien? Ma et ass esou: D'Zuel vun hire Studenten huet sech verduebelt. A wa sech d'Zuel vu Studenten verduebelt, brauch ee forment méi Plaz. Wéi Dir op de Pläng gesitt, setzt d'LUNEX verschidde Baulechkeeten dobäi. Se hu missen e Prêt ophuelen op enger Lëtzebuerger Bank.

Fir dee Prêt ze garantéieren, dat kënne si net maachen, hu mir gesot, mir géifen als Gemeng déi Garantie iwwerhuelen, mat der Konditioun, wann d'LUNEX et net méi géif packen, dee Prêt zrëckzebezuelen, déi Hypothéik zrëckzebezuelen, géife mir Proprietär gi vun deem ganze Gebai. An da misste mir de Prêt iwwerhuelen am Ist-Zoustand, wou en zu deem Dag wier, wann dat dann eventuell géif geschéien.

Déi Relativitéit ass awer esou kleng, soudass ech mengen, dass mer eis do net ze wäit zur Fënster erausleenen. Am Géigendeel, mer hunn eng konkreet Zousou vun enger LUNEX, eng iwwer d'Grenzen eraus bekannte Sportsuniversitéit, déi eis garantéiert, hiert Placement hei zu Déifferdeng ze behalen. Wat eis ganz wichteg ass.

Ech wier frou, wann Der deem Projet zoustëmme géift. Ech géif Iech ëm Är Meenung bidden.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech wollt just begrënnen, dass ech mech hei enthalte wäert. Et ass fir d'Déifferdenger Stad ze begrëssen, dass mer eng Uni hei hunn an déi bitt och gutt Coursé fir d'Studenten, mee et huet een awer misse feststellen – an dat war dat Bedenken, wat mer vun Ufank un haten –, dass do awer all Mount Käschten ufale fir déi Studenten, déi awer bedeitend sinn. An dat bedauere mer.

Eiser Meenung no muss d'Bildung e Recht fir jidderee sinn. An do muss séchergestallt ginn, dass mer dat kënne bidden, ouni dass esou héich Aschreiwungskäschte fir d'Studente bestinn.

12. Actes et conventions

Dofir kann ech dat hei net positiv matdroen.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Eng aner Wuertmeldung, soss komme mer zum Vott?

Le conseil communal décide avec 17 voix oui et 1 abstention d'approuver le premier avenant au bail emphytéotique avec l'International University of Health, Exercise and Sports.

Ech soen Iech Merci. Komme mer zum nächste Punkt, dem 12e. D'Wuert geet un den Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Merci, Här Buergermeeschter. Dir Dammen, Dir Hären, hei geet et em ee Parking, dee mer kreéiere wëlle zesumme mat der Société Collé S.A. Am Fong ass et dee selwechte Prinzip wéi dee Parking, dee mer gemaach hu mat Servior, wou mir de Parking gemaach hunn a Servior bezilt eis en erëm. An dësem Fall ass et emgedréit. Do ass d'Firma Collé, déi en Emplacement niewent hirem Garage zur Verfügung stellt, an do ee Parking opriichte wäert mat 129 Plazen. Dovunner wëllt d'Gemeng Déifferdeng honnert Stéck lounen, an dat iwwer véier Joer, mat engem Loyer mensuel vun 8.000 Euro.

Den Devis initial vum Parking ass 384.000 Euro. Mer wëllen deen zur Verfügung stellen. Firwat wëlle mer deen zur Verfügung stellen? Ma well mer mat deem enge Parkhaus, dee mer virgesinn hate vis-à-vis vum Progrès, nieft dem Wilwert, elo net direkt virkommen. An dee muss jo nach opgericht ginn, dat brauch also Zäit. Mir gesinn, dass dee ganze Zoning esou voller Autoe steet, dass et elo scho schwéier ass, eng Parkplaz ze fannen. An elo kommen zousätzlech zu deenen nach eis 180 Aarbechter vun der Gemeng bäi, déi do eng Parkplaz sichen.

Dir wësst, mir hunn op der Gemeng uewen um Daach eng 100 Parkplaze virgesi gehat, wou mer deemools der Gewerkschaft gesot hunn, mir bauen dee Parking nëmmen, wann Dir bereet sidd, éischtens, deen ze benotzen an, zweetens, och bereet sidd ze bezuelen.

Mir hunn en Accord fonnt. A mir hunn och dat elo intern ausgeschriwwen, wien interesséiert wär un deem Parking. Dat heescht, déi Leit bezuelen elo 70 Euro pro Parkplaz. Et hu sech der 106 gemellt. Soudass dann déi aner, déi elo keen hunn, dann eng Parkplaz op deem neie Parking kréichen.

Déi aner Parkplaze géife mer da proposéieren ze verlounen un all déi Leit, déi am Haneboesch schaffen, fir dass déi och eng Parkplaz hätten, soulaang bis mir dann eise Parking do opgeriicht hätten.

De Plang läit bäi, wéi dat ausgesäit. Nieft dem Pizzasautomat geet et eran. D'Autorisatiounen hu mer schonn all ageholl, fir dat kënnen ze maachen. Et ass vis-à-vis vum Garage Volvo. An et ass direkt adjacent zu eise neie CID. Soudass mer fannen, dass dat do eng gutt Plaz ass. A mer hoffen, dass mer doduerch déi ganz Situatioun mat Parkplazmangel do deblockéiert kréien.

Ech wëll zousätzlech soen, dass mer amgaange sinn, haaptsächlech d'Madamm Charlé, fir do e Busarrêt ze maache fir eis Leit. Dass déi och kënnen mam Bus bis an de CID kommen.

Ech géif Iech bieden, mer dat heite gutt-zeheschen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Wuertmeldungen zu deem Kontrakt? Den Här Diderich.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech wollt soen, dass ech awer e bëssen deen hei Projet bedauern, well hei erëm eng Fläch weider versigelt gëtt. Dat gehéiert zu deem, wat ech virdu gesot hunn an deem doten Eck. Mir hunn op deem dote Site ganz vill versi-

doit être accessible à tous sans frais d'inscription importants.

(Vote)

GUY ALTMEISCH (LSAP) passe au point 12e).

TOM ULVELING (CSV) présente un projet de parking avec la société Collé S.A., similaire à celui réalisé avec SERVIOR. La commune louera 100 places sur 129 pendant quatre ans pour 8000 € par mois.

Ce parking est nécessaire en raison de l'afflux de 180 employés communaux. Il mentionne qu'un accord a été trouvé avec le syndicat pour le parking sur le toit, avec 106 personnes intéressées payant 70 € par place. Les places restantes seront proposées aux travailleurs du Haneboesch.

Il indique qu'un arrêt de bus est également prévu.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) exprime ses regrets concernant l'imperméabilisation supplémentaire du sol pour ce parking.

Il s'interroge sur l'arrangement avec Collé concernant un dépassement de limites de propriété lors d'une construction précédente et demande si le parking sera écologique.

12. Actes et conventions

Gary Diderich s'interroge particulièrement sur la bétonisation du sol qui est prévue pour une durée de quatre ans. Sa préoccupation porte sur la nature écologique ou non de ce parking, car, selon lui, les plans ne permettent pas de le déterminer clairement.

Il pose également une question cruciale sur la temporalité du projet, demandant si dans quatre ans, le parking que la commune souhaite construire sera effectivement prêt.

TOM ULVELING (CSV) apporte des réponses détaillées aux interrogations.

Il exprime d'abord l'espoir d'être prêts dans les délais, tout en précisant qu'une possibilité de prolongation d'un an est prévue.

Il confirme la nature écologique du parking et explique le contexte plus large du projet. Il précise que monsieur Collé prévoit de toute façon d'y construire un parking en relation avec son garage, ce qui implique que la zone sera inévitablement imperméabilisée à terme.

Il aborde ensuite la question foncière, expliquant que la commune est en train de finaliser l'acte de vente des terrains que monsieur Collé a utilisés sans en être propriétaire. Il mentionne que deux options sont à l'étude: soit une compensation financière, soit un échange de terrains, et que l'analyse est en cours pour déterminer la solution la plus avantageuse pour la commune.

ZENIA CHARLÉ (LSAP) intervient pour apporter des précisions techniques importantes sur l'aménagement.

Elle souligne que l'imperméabilisation sera limitée aux voies de circulation, les places de stationnement elles-mêmes restant perméables.

Elle met en avant l'urgence de la situation, expliquant que la zone industrielle est actuellement saturée et que des mesures immédiates sont nécessaires. Elle annonce qu'une nouvelle réglementation de l'ensemble de la zone sera prochainement présentée au conseil communal.

Elle détaille ensuite le système de location prévu, précisant que les places seront louées au mois et non

gelt Fläch schonn. Hanner der Garage ass schonn eng riseg Fläch, wou einfach Autoen drop stinn. Ech mengen, do hätt een eppes kënnen fannen, wat méi an d'Heicht gaange wär, fir do net nach weider ze versigelen.

D'autant plus wollt ech nofroen, well ech war déi Zäit net am Gemengerot, wat fir een Arrangement do fonnt ginn ass mam Collé. Well op deem Projet, dee vis-à-vis gebaut gouf, do ass beim Bau einfach sech Terrain geholl ginn, deen iwwee d'Limite gaangen ass vun der Propriétéit, déi een hätt kënnen bebauen. Do wollt ech nofroen, wéi do de Stand der Dinge ass, ob dat opgeléist ginn ass nodréiglech, well do ware Fait-accomplie geschaf ginn.

An ech wollt och froen, gëtt do einfach ënnen de Buedem zoubetonéiert fir déi Parkplazen? Oder gëtt dat en ökologesche Parking? Aus de Pläng geet dat net esou kloer ervir. Dat ass fir véier Joer. Si mer da prett a véier Joer mat deem Parkhaus, wat mir wëlle bauen? Dat ass déi nächst Fro.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Jo, mir hoffe prett ze sinn. Dir hutt gesinn, et besteet d'Méiglechkeet, dat em ee Joer ze verlängeren. Dat gëtt ee Parking écologique. Ech wëll Iech soen, mir versigelen dat elo e bëssen éischter, mee den Här Collé wëllt souwisou do och eng Kéier e Parkhaus oder eppes bauen en rapport mat senger Garage, soudass dat esou oder esou versigelt gi wäert. Elo gëtt et dann e bëssen éischter versigelt.

Déi aner Fro, fir deen Terrain si mer amgaangen, den Akt ze finaliséieren, fir dass den Här Collé eis déi Terrainen ofkeeft, déi en do da benotzt huet, ouni dass et seng waren. An do hat e jo schonn dem virege Schäfferot eng Propos gemaach. Do hu mer de Choix, entweder Suen ze kréien oder hien huet eis och verschidden Terrainen ugebueden, déi mer tausche kéinten. Do si mer elo just amgaangen ze kucken: Wou hu mir méi Interêt? Terrainen ze kréien oder hu mer méi Interêt, Suen ze kréien? Mee dat ass an der Maach.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. D'Madamm Charlé, wannechgelift.

SCHÄFFEN ZENIA CHARLÉ (LSAP):

Merci. Den Här Ulveling huet et elo scho gesot, et ass net déi ganz Fläch vun deem Parking, déi soll versigelt ginn. Et ass just déi Plaz, wou den Auto effektiv fiert. Déi Plazen, wou d'Autoe stinn, gesäit ee jo um Plang, dass déi net solle versigelt ginn. An enger éischter Phas. Wat dann herno de Collé domadder mécht, do si mir jo dann net méi am Coup. Mir versichen awer elo, do de Minimum ze versigelen.

Et muss een och soen, dass engem bal keng aner Méiglechkeet am Moment bleift, wéi dréngend eppes ze maachen, well dee Zoning einfach aus allen Néit plätzt.

An engem vun deenen nächste Gemeengeréit, wäerte mer och dee ganze Zoning e bëssen anescht reglementéieren, well et einfach net méi machbar ass, wann ee gesäit, wéi d'Autoen do stinn. An dann och nach vill Firmen do sinn, déi natierlech mat Autoen ze dinn hunn, déi dann och nach do stinn.

Mir wëllen einfach jiddwerengem d'Méiglechkeet bidden, och do Parkplazen eeben ze lounen. Dat si keng Parkplazen, déi stonneweis verlount ginn, mee wierklech op de Mount. Datt d'Leit hir Zomm bezuelen an ëmmer do kënnen stoen oder vläicht och hir Autoen, déi se da vun hirer Sociétéit hunn, kënnen do ofstellen. Einfach, fir dat Ganz ze calméieren.

Wat och ganz wichteg ass, dass et eis net nëmmen drëm geet, dass nach méi Leit mam Auto dohinner kommen. Dat ass et wierklech net, dofir versiche mer, am Zesammenhang mam CID, dass den Diffbus net nëmmen en Arrêt no bäi kritt, mee dass en eventuell och éischter fiert. Well soss bréngt dat Ganzt näischt, soss kommen d'Leit awer net zur Zäit un.

Dat si Saachen, wou mer op jidde Fall dru sinn. Déi eis awer och wichteg sinn am Kader vun deem ganze Konzept „Fueren“ do an deem Zoning.

12. Actes et conventions

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Den Här Muller.

ERNY MULLER (LSAP):

Ech wollt nach soe vun der LSAP aus, wéi séier alt erëm hei reagéiert ginn ass. Dat kënne mer nëmme begrëssen. Et ass eng Noutwendegkeet dee Parking, dat gesi mer. Well och dat Parkhaus net esou virugaangen ass. An dat Parkhaus wäert wuel ee ganz anere Käschtepunkt kréie wéi elo hei dese Parking en surface.

Erlaabt mer nach, déi gutt Relatioun mat der Famill Collé ze erwänen. Mir hate schonn, wéi mer dee ganze CID entwéckelt hunn op diesem Terrain, mat der Firma Collé ze dinn. An och elo erëm si mer, als gutt Noperen, wéilt ech emol einfach soen, zu Léisunge komm, déi der Gemeng zegutt kommen. Ech mengen, esou sollt et jo am Fong tëschent Nopere sinn. Mee hei wollt ech dat awer extra ervirsträichen. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Muller. Ech si frou driwwer, dass mer méi eng streng Reglementatioun am Haneboesch maachen, well mir selwer ass schonn opgefall, dass Autosändler sech do niddergelooss hunn an dann dräi, véier, fënnef, sechs Autoen alt do tëschelageren, ier se dann op e Plateau gelagert ginn an an d'Ausland transportéiert ginn. Mat méi enger strenger Reglementatioun hiewe mer dat och op, an dann ass dee Misär do och eriwwer.

D'Madamm Pregno.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG):

Villmools merci. Ech wollt e puer Präzisionsfroe stellen, well mer verschidde Saachen hei net kloer sinn.

Am Ganze sinn et 129 Parkplazen. Dovunner sinn der 100 fir d'Gemeng Déifferdeng. Wann ech elo richteg verstanen hunn, gëtt dat mat enger Barriär warscheinlech reglementéiert, wou ee

kann eran, wann dat net op d'Stonn reglementéiert gëtt. E Badge? Do muss jo awer eng Barriär do sinn oder iergendwéi eppes?

(Ënnerbriechung)

Okay. An 100 Parkplazen dovunner si fir d'Administratioun an 29 fir de Zoning?

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Nee, nee.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG):

Loosst mech just fäerdeg schwätzen. An dann äntwert Der eemol am Coup.

Dat war déi éischt Fro, wou ech d'Äntwert net verstanen hat. Da war d'Fro vum Präis vun der Locatioun. Wann Der am CID fir 70 Euro verlount, ass dann hei deen nämmlechte Präis virgesinn oder wéi gëtt dat gehandhaabt? Ass et deen nämmlechte Präis fir deen, dee fir Déifferdeng schafft, wéi deen, deen am Zoning schafft?

An dann ass d'Fro, bei Servior ass op sechs Joer gemaach ginn, hei gëtt op véier Joer gemaach. Wat sinn d'Argumenter dofir? Gëtt et do eng Erklärung? Voilà, dann hutt Der meng Froe gebündelt an da kënnt Der dat gebündelt beäntweren. Merci.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Madamm Pregno, et sinn am Ganzen 129 Parkplazen. Dovunner hält den Här Collé der 29 fir seng Servicer, a mir lounen déi aner 100.

Mir hunn nach keen Tarif bis elo festgehalten. Initialement, wéi mer deen Deal gemaach hunn, ware mer op 80 Euro de Mount. Spéider an engem Gespréich si mer awer op eis Leit aus dem CID, op hir Proposen agaangen, hunn hinnen et op 70 reduzéiert. Soudass mer elo kucken, ob mer dann déi 70 bäibehalen oder net. Mee et ass souwisou geduecht, dass een dat nëmme op de Mount ka lounen an net stonneweis.

à l'heure, permettant ainsi une utilisation stable et organisée.

Elle insiste particulièrement sur l'importance des transports en commun dans le projet, notamment le Diffbus, dont les horaires et arrêts seront adaptés pour mieux servir la zone.

ERNY MULLER (LSAP) *salue la réaction dont la commune a fait preuve dans ce dossier.*

Il souligne la pertinence économique du projet, le parking en surface étant nettement moins coûteux qu'un parking couvert.

Il met particulièrement en avant la qualité des relations avec la famille Collé, rappelant leur collaboration fructueuse lors du développement du CID sur ce terrain. Il souligne que ces bonnes relations de voisinage ont permis d'aboutir à des solutions avantageuses pour la commune.

GUY ALTMEISCH (LSAP) *exprime sa satisfaction concernant la mise en place d'une réglementation plus stricte dans le Haneboesch. Il explique avoir personnellement constaté que des concessionnaires automobiles utilisaient la zone comme espace de stockage temporaire pour des véhicules destinés à l'exportation, une pratique qui sera désormais encadrée par la nouvelle réglementation.*

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG) *intervient avec une série de questions précises sur les aspects pratiques du projet.*

Elle demande des clarifications sur le nombre total de places (129), leur répartition entre les différents utilisateurs, et les modalités de gestion, notamment concernant le système de contrôle d'accès.

Elle s'interroge également sur la politique tarifaire et cherche à comprendre pourquoi la durée du bail est fixée à quatre ans, alors que d'autres projets similaires, comme SERVIOR, sont sur six ans.

TOM ULVELING (CSV) *apporte des précisions sur ces points.*

Il détaille la répartition des 129 places, dont 29 seront réservées aux services de monsieur Collé

12. Actes et conventions

et 100 seront louées par la commune.

Concernant les tarifs, il explique que le montant n'est pas encore définitivement fixé, indiquant qu'initialement prévu à 80 € par mois, il a été revu à 70 € à la suite des discussions avec les utilisateurs du CID. Il confirme que la location se fera exclusivement au mois, excluant toute location horaire.

GUY TEMPELS (CSV) aborde le problème du manque de places de parking en proposant une solution de rechange. Il suggère la mise en place d'un système de covoiturage, où quatre personnes pourraient partager un même véhicule pour leurs trajets domicile-travail. Bien qu'il reconnaisse que cette solution pourrait être difficile à mettre en œuvre, il souligne qu'elle permettrait de réduire considérablement le nombre de véhicules sur la route, avec trois voitures en moins pour chaque groupe de quatre personnes qui covoiturent.

TOM ULVELING (CSV) intervient pour préciser que la commune n'a pas de pouvoir décisionnel sur cette question de covoiturage.

Il insiste particulièrement sur le fait que les places de parking du CID sont strictement réservées aux personnes qui y travaillent et qu'il est formellement interdit de les louer à des particuliers externes. Cette règle sera d'ailleurs explicitement mentionnée dans le règlement pour éviter toute circulation non autorisée sur le site.

GUY ALTMEISCH (LSAP) confirme la position de la commune en soulignant que, bien que ces initiatives soient positives, elles ne relèvent pas de la compétence communale. Il précise que, si des employés souhaitent s'organiser entre eux pour partager une place de parking, rien ne s'y oppose.

Il met également l'accent sur l'aspect sécuritaire du site, expliquant que l'accès au parking nécessite de traverser le site lui-même, ce qui rend impossible toute sous-location pour des raisons de sécurité.

(Vote)

Firwat véier Joer? Mer hoffen, dass an deene véier Joer, déi elo nach bleiwen, dat anert Parkhaus fäerdeg gëtt. An dann einfach eriwwer switchen.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG):

Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Här Tempels.

GUY TEMPELS (CSV):

Merci. Ech hunn eng kleng Fro. Ech weess, dass de Problem opgetaucht war, dass net genuch Parkplaz oder Raum um Daach war. Do war ee Moment eng Iddi, fir do ze verlounen, wat jo praktesch net richtig oder net machbar ass. Ass ni dru geduecht ginn, vläicht Covoiturage ze maachen?

Loosse mer soen: Wa se sech zu véier an den Auto setzen an zesumme kommen. eEch weess net, ob dat iwwerhaapt machbar ass? Et wäert warscheinlech schwéier goen. Déi zesumme kommen, zu dräi oder zu véier am Auto op d'Aarbecht an och erëm zu véier heem fueren. Da sinn dräi Autoe manner op der Strooss. Ob dat geet? Dat ass mol eng Iddi.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Do hu mir keen Afloss drop.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech mengen, dat do sinn Decisiounen, déi ganz positiv sinn, mee mir als Gemeng sinn net dofir zoustänneg. Wa si sech verstinn, kënne si selbstverständlech zu véier eng Parkplaz benotzen. Dat ass jo ganz kloer. Et schwätzt näischt dogéint vun eiser Säit.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Et ass och kloer, dass se déi Parkplazen net engem aneren kënne ginn, also eis

Parkplaz um CID däerf net u Privatleit verlount ginn. Dat ass ganz kloer. Dat kënnt och an d'Reglement stoen, net dass mer op eemol egal wien dorëmmer zirkuléieren hunn. Dat heescht, et si just d'Leit, déi am CID schaffen, déi ee Recht op eng Parkplaz hunn.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech mengen, wann s de op dee Parking fiers, bass de jo schonn um Site selwer.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Jo, du muss fir d'éischt duerch de Site fueren.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Aus Sécherheetsgrënn kann do keng Sous-locatioun entstoen.

Wa mer eis dann doriwwer eens wieren, oder wa mer all d'Informatiounen hätten, géife mer zum Vott kommen.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le contrat de bail avec la société Collé SA pour la location d'un parking provisoire à Niederkorn.

Ech soen Iech Merci. Da kéime mer zum Punkt 12f. Do géif ech d'Wuert nach eng Kéier un den Här Ulveling ginn, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Hei handelt et sech ëm déi dräi Haiser, déi mer renovéiert hunn niewent eise Gites d'étape zu Lasauvage. Déi Aarbechterhaiser, wou d'Haus Nummer 83 néng Persoune kann ophuelen. D'Haus 84 kann och néng Persounen ophuelen an d'Nummer 85 kann dräi Persounen ophuelen.

Elo hu mer decidéiert, déi Haiser dem Tourismus zur Verfügung ze stellen. Niewebäi Merci gesot dem Minister vum Tourismus fir de Subsid, dee mer

12. Actes et conventions

kréien, fir déi Haiser ze renovéieren. Mer wëllen dee selwechte Locataire behalen, dee sech ëm déi ganz Gitte këmmert am ganze Kordall respektiv um Minett Trail.

Dee Locataire bezilt eis fir déi dräi Haiser all Mount 2.500 Euro hors tva. Dat sinn 30.000 Euro d'Joer. Hie muss déi Haiser geréieren, hie muss se ekipéieren. Also alles, wat Better an esou ugeet, dat hu mir gemaach, mee alles, wat Dekoratioun an esou ass, dat muss hie maachen. Hie bekëmmert sech ëm d'Lingerie, d'Literie an den Nettoyage. E muss d'Decheten ewechhuelen, e ka Servicer ubidde fir Petit déjeuner oder e Snack oder esou. Do huet hien d'Recht, dat ze maachen.

Och proposer des packages touristiques. Mer hunn d'Restaurateure ronderëm gefrot, ob se d'accord wieren, fir en Incitant ze ginn, fir dass d'Leit bei se kommen. Dat heescht, deen ee gëtt den Aperitif fir näischt, wann s de an engem vun deene Gitte bass, deen anere gëtt der 10 % op eppes. Soudass mer do mat deenen zesummeschaffen alleguer.

Et ass kloer: Dat muss fir touristesch Zwecker benotzt ginn.

Wat ech ganz interessant fannen, wat mer eemoleg elo dragesat hunn, dass de Locataire fir Travaux d'embellissement oder kleng Reparatioune muss selwer opkommen, bis zu engem Präis vun 10 % vum Tarif locatif annuel. Dat heescht déi éischt 3.000 Euro, déi mussen investéiert ginn, fir wann eppes ze reparéiere wär oder esou, dat iwwerhëlt de Locataire selwer. Esou si mir dann emol aus allen Diskussiounen eraus.

De Mann ass ganz seriö. Hien huet mer och verséichert, oder ech hat Iech schonn eng Kéier d'Zifferen hei matgedeelt, et schéngt eng ganz grouss Nofro do ze sinn. Hien ass frou, dat esou schnell wéi méiglech an Usproch ze huelen an ze verlounen. An en ass och ganz devouéiert, muss ech soen.

Mir hoffen, dass dat ee Succès gëtt. Ech géif Iech bidden, deem Kontrakt zuzestëmmen.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci fir déi Erklärungen. Den Här Muller, wannechgelift.

ERNY MULLER (LSAP):

Ech wollt en Zousaz ginn. Ech hat den Här d'lescht Woch getraff, an engem aneren Zesummenhang, hie selwer ass ganz zefridden. Hie mécht wierklech säi Bescht, Dir wäert dat kënne bestätegen als President vum ORT, hien huet eis gesot, hien hätt bis ewell 12.000 Iwwernuechtungen an de Kabaisercher, de Gitte vum Minett Trail. 12.000 – dat muss ee sech emol virstellen.

Op deem ganze Parcours vum Trail sinn zirka 150.000 a méi Leit passéiert, säit déi Initiativ amgaangen ass. Dat ass wierklech eng Success Story fir de Minett.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Muller, fir déi Detailler. Gëtt et soss eng Wuertmeldung? Den Här Meisch.

FRANÇOIS MEISCH (DP):

Wa mer schonn dobäi sinn: Gëtt et Zuelen, just fir Déifferdeng vläicht, vun de Kabaisercher?

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Jo. Ech hat Iech se eng Kéier virun e puer Méint presentéiert. Awer elo aktuell hunn ech keng. Mee ech ka se awer froen. Dat ass kee Problem.

FRANÇOIS MEISCH (DP):

Wann Der wëllt.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech menge mech richteg kënnen ze erënneren, deen ee Gite zu 60 %, trotz der schlechter Saison, iwwerwantert. Dat heescht trotz där schlechter Zäit,

TOM ULVELING (CSV) présente ensuite un projet détaillé concernant trois maisons ouvrières rénovées situées à proximité du gîte d'étapes de Lasauvage.

Il explique que les maisons numéro 83 et 84 peuvent chacune accueillir neuf personnes, tandis que la maison numéro 85 a une capacité de trois personnes.

Ces logements seront destinés au tourisme, avec le soutien financier du ministre du Tourisme, qui a accordé une subvention pour leur rénovation.

Le même locataire qui gère les gîtes du Kordall et du Minett Trail prendra en charge ces maisons.

Le contrat de location prévoit un loyer mensuel de 2500 € hors TVA, soit 30 000 € par an. Les responsabilités du locataire comprennent la gestion complète des lieux, l'équipement décoratif, la gestion du linge et de la literie, le nettoyage et l'enlèvement des déchets. Il pourra aussi proposer des services supplémentaires, comme le petit-déjeuner, des collations et des packages touristiques.

Une collaboration a été établie avec les restaurateurs locaux qui proposeront des avantages aux clients des gîtes, comme un apéritif gratuit ou des réductions de 10 %.

Une clause particulière du contrat stipule que le locataire devra prendre en charge les petites réparations et travaux d'embellissement jusqu'à concurrence de 10 % du loyer annuel, soit 3000 €.

ERNY MULLER (LSAP) complète ces informations en rapportant sa récente rencontre avec le locataire.

Il souligne le grand succès de l'initiative, avec déjà 12 000 nuitées enregistrées dans les gîtes du Minett Trail. Plus impressionnant encore, il mentionne que plus de 150 000 personnes ont parcouru l'ensemble du parcours depuis le lancement du projet, démontrant ainsi le succès remarquable de cette initiative touristique dans la région des Terres rouges.

FRANÇOIS MEISCH (DP) s'intéresse aux statistiques spécifiques pour Differdange.

12. Actes et conventions

TOM ULVELING (CSV) répond qu'il avait présenté ces chiffres il y a quelques mois, mais qu'il n'a pas les données actualisées sous la main. Il s'engage cependant à obtenir ces informations si nécessaire.

GUY ALTMEISCH (LSAP) évoque les performances d'occupation du gîte, qui, malgré une période peu favorable, se situe à 60 %.

TOM ULVELING (CSV) intervient pour préciser la période concernée, soit de septembre à mars.

GUY ALTMEISCH (LSAP) souligne le caractère remarquable de ce taux d'occupation, particulièrement pour une période traditionnellement peu attractive pour le tourisme.

TOM ULVELING (CSV) ajoute une précision importante concernant la politique tarifaire, mentionnant que les prix pratiqués étaient particulièrement avantageux.
(Vote)

JERRY HARTUNG (CSV) présente un dossier détaillé concernant deux propriétés communales.

Pour la première maison, récemment acquise par la commune, il propose d'y installer une famille issue de la liste des demandeurs du service logement.

Concernant la seconde propriété, qui fait déjà partie du patrimoine communal et qui vient d'être rénovée, il suggère d'y reloger une famille qui occupe actuellement l'ancien presbytère de Niederkorn. Cette proposition de relogement est motivée par plusieurs facteurs : premièrement, le presbytère nécessite une rénovation énergétique importante; deuxièmement, les travaux prévus permettront d'optimiser l'espace en ajoutant des chambres supplémentaires et en aménageant les combles.

Jerry Hartung souligne que la famille concernée est non seulement d'accord avec ce changement, mais en est même demandeuse, principalement en raison des coûts de chauffage excessifs dans son logement actuel, qui souffre d'une mauvaise isolation.

(Vote)

wou déi Analys gemaach gi war, war deen zu 60 % verlount.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Vu September bis Mäerz.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Vu September bis Mäerz, wat elo net déi attraktiivsten Zäit war, wat dat zu 60 % verlount. Dat ass enorm.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Sinn natierlech bëlleg.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Eng weider Wuertmeldung dozou? Nec. Da komme mer zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le contrat de bail et d'exploitation d'unités d'hébergement avec Simpleviu SÀRL concernant les maisons adjacentes au gîte de Lasauvage.

Ech soen Iech Merci. Punkt 12g, e Contrat de bail. Här Hartung, wannechge-lift.

SCHÄFFE JERRY HARTUNG (CSV):

Merci. Hei hu mer zwee Haiser, wou d'Cellule logement jee eng Famill proposéiert. Fir dat eent Haus, wat mer rezent kaf hunn, eng Famill vun der Lëscht vun den Demandeurinnen aus dem Service logement. Fir dat anert Haus, eent wat mer scho méi laang haten a fäerdeg renovéiert hunn, also wat u sech scho bewunnt war an duerno frësch renovéiert gouf, well mer jo och eise Bestand wëllen à jour setzen, do proposéiere se eng Famill, déi schonn an enger vun eise Wunnenge leeft.

Do wou se aktuell wunnen, dat fréiert Paschtoueschhaus zu Nidderkuer, ass,

ënner anerem, vum energieetesche Point de vue hier néideg renovéiert ze ginn. Sou kéinte mer déi Aarbechten och ulafe loossen. Vu datt mer da vun den Aarbechte profitéieren, fir méi Zëmmeren hei eranzekréien a vu d'Gréisst, wat mer da méi optimal agencéieren, an des Weideren de Späicher wëllen ausbauen, wär dëst Haus, wat elo schonn ze grouss fir déi aktuell Bewunner ass, net méi passend.

Dat Haus, wou si elo ënnerbruecht ginn, en aalt Haus aus eise Patrimoine, wat vun der Gemeng frësch renovéiert gouf, passt optimal op d'Gréisst vun Stot. D'Famill ass d'accord ze plënnere, souguer Demandeur, insbesonnesch well hir Heizkäschten an deem schlecht isoléierten Haus extrem héich sinn.

Ech bieden Iech, dës Propos vun der Cellule ze validéieren. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech soen Iech Merci fir déi Erklärungen, Här Hartung. Gëtt et Wuertmeldungen zu deem Contrat de bail? Mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le contrat de bail de la maison sise à Oberkorn au 31, rue des Champs, suivant les dispositions relatives au logement abordable.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le contrat de bail de la maison sise à Oberkorn au 61, rue de la Métallurgie, suivant les dispositions relatives au logement abordable.

Ech soen Iech Merci. Punkt 12h, e Contrat de bail a verschidden Avenanten, déi am 1535° ustinn. Den Detail hutt Der op der Cloud. Am Total sinn et siwen Ännerungen. Dat wier een neie Kontrakt an et wiere sechs Avenanten, wou véier Leit méi Meterkaree froen an zwou Persounen manner Meterkaree froen.

12. Actes et conventions

Dat si meng Erklärungen. Ech kann Iech awer och nach Detailler liwweren, wat déi verschidde Leit maachen oder a wéi engem Gebai se sinn.

Wann dat net néideg wier, da wier ech frou, wann Der mer dat géift stëmmen. Respektiv froen ech Wuertmeldungen zu deem Punkt.

Mir kënnen zur Ofstëmmung kommen.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le contrat de bail avec madame Luisa Maria Alvarez Pantoja concernant des espaces de création au 1535° Creative Hub.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'avenant au contrat de bail avec 352 Studios SÀRL-S (anciennement FWRD SÀRL) concernant des espaces de création au 1535° Creative Hub.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'avenant au contrat de bail avec AIXH SÀRL concernant des espaces de création au 1535° Creative Hub.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'avenant au contrat de bail avec monsieur Burton Fletcher Jonathan concernant des espaces de création au 1535° Creative Hub.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'avenant au contrat de bail avec monsieur Burton Fletcher Jonathan concernant des espaces de création au 1535° Creative Hub.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'avenant au contrat de bail avec Fabrique d'images SA concernant des espaces de création au 1535° Creative Hub.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'avenant au contrat de bail avec Otello SÀRL-S concernant des espaces de création au 1535° Creative Hub.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'avenant au contrat de bail avec madame Sandra Biewers concernant des espaces de création au 1535° Creative Hub.

Ech soen Iech Merci. Punkt 12i an 12j, wäert d'Madamm Charlé eis zesummen erklären, da géife mer déi mateneen ofstëmmen, wann Der näischt dergéint hutt. Dann hätte mer vill Zäit gespuert. Madamm Charlé, wannech gelift.

SCHÄFFEN ZENIA CHARLÉ (LSAP):

Merci. Am Punkt 12i geet et ëm ee Contrat de bail. Wéi Der vläicht gesinn hutt, ass ënnen am ale Spuerkeess-Gebai e bëssen eppes geschitt. Dat steet elo mol aktuell net eidel. Mir hu profitéiert, fir zesumme mat der Spuerkeess ee Contrat de bail opzestellen, virausiichtlech emol op sechs Méint, vu dass dee Projet, deen aktuell do ass, eng Testphas ass fir sechs Méint. Mat der Méiglechkeet, sollt vill Undrang sinn, et duerno nach ze verlängeren.

Wat ass genau do elo lass? Dat ass e Musée du Déchet. Dëst ass eng Exposition iwwert d'Thematik vun der Kreeslafwirtschaft, speziell iwwer eis Offäll, déi vun der Rentrée bis Februar mol soll do stattfannen am Spuerkeess-Gebai.

D'Problematik an awer och notament d'Léisungen an deem Beräich, ginn de Besicher unhand vu visuell

GUY ALTMEISCH (LSAP) *enchaine avec les modifications concernant le 1535°, présentant un ensemble de sept changements administratifs: un nouveau contrat de bail et six avenants.*

Parmi ces avenants, quatre concernent des demandes d'augmentation de surface, tandis que deux portent sur des demandes de réduction de surface.

(Vote)s

ZENIA CHARLÉ (LSAP) *présente un projet innovant dans l'ancien bâtiment de la Spuerkeess. Elle annonce l'installation d'un musée du Déchet, une exposition thématique centrée sur l'économie circulaire et la gestion des déchets. Ce projet, initialement prévu pour une période test de six mois, se déroulera de la rentrée jusqu'en février.*

L'exposition est principalement conçue pour un public jeune, à partir de dix ans, mais reste accessible à tous.

12. Actes et conventions

Les horaires d'ouverture sont fixés aux mardis et jeudis, avec une possibilité d'extension en fonction de la fréquentation.

L'échevine lance une invitation aux conseillers communaux pour visiter l'exposition et annonce son inauguration officielle pour le 2 octobre 2024.

Elle mentionne également un projet complémentaire de «Food Sharing», en cours de développement dans une partie du bâtiment, précisant que ce projet sera mis en place en collaboration étroite avec l'association Foodsharing, dans le respect des nombreuses réglementations en vigueur. Elle souligne que ce projet fera l'objet d'une phase de test pour évaluer sa pertinence et son adéquation aux besoins locaux, avec la possibilité soit de l'arrêter, soit de lui trouver un emplacement permanent en cas de succès.

GUY TEMPELS (CSV) signale que l'exposition a été discutée en Commission de l'environnement.

Il rapporte les propos de monsieur Reuter, qui s'en est occupé, soulignant le caractère impressionnant des découvertes qu'on peut y faire, notamment concernant des possibilités jusqu'alors méconnues.

Il exprime ensuite sa déception concernant l'association Foodsharing, expliquant que, malgré plusieurs tentatives pour les faire venir à la Commission de l'environnement afin qu'ils puissent expliquer leur fonctionnement en détail, cela n'a pas abouti. Néanmoins, il se réjouit que des actions soient maintenant entreprises dans ce domaine. (Vote)

uspriechende Beispiller an interessante Froestellungen nobruecht. D'Zil ass et, d'Bevëlkerung an den Entscheidungs-träger iwwer d'Gestioun vun eise Ressourcen opzeglären, déi vill ze oft nach ineffizient genotzt ginn an esou zu engem Ëmdenke beweege sollen.

D'Schoulen an d'Maison-relais sinn hei speziell ugeschriwwen ginn. An do och nach eng Kéier ee klengen Opruff un d'Enseignanten, net nëmmen an eise Primärschoulen, mee och ganz gären un déi aner Lycéeën, sief et LTMA oder EIDE, awer och natierlech ganz gären déi Schoulen, déi hei ausserhalb vun eise Gemenge sinn, fir sech hei eng Visitt unzefroen. Si ass jiddefalls derwärt.

D'Ausstellung riicht sech haapt-sächlech u Kanner a Jugendlecher ab zéng Joer. Mee kann awer theoreetesch vu jiddwerengem besicht ginn.

Am Moment ass dëschdes an donneschdes op. Wann awer vill Undrang sollt sinn, besteet d'Méiglechkeet, et auszebauen, dat zesumme mam Bedriewer dann ofzeschwätzen.

Ech notzen d'Geleeënheet, fir de Gemengerot ze invitéieren, op déi Exposition ze kommen, sech dat eng Kéier ukucken ze goen. Wann Interêt ass, kënn Der Iech gär beim Service écologique mellen. Vlächicht kann een dat da souguer op engem gemeinsamen Datum zesumme maachen. Dat wär op jidde Fall ganz flott. Dir kënn Iech gäre bei hinne mellen.

Déi offiziell Ouverture ass d'nächst Woch, den 2. Oktober 2024. Mir géifen eis freeën, wann deen een oder deen anere vun Iech moies Zäit fanne géif, fir laanschtzekommen.

Dat wären d'Punkten 12i an 12j zesummen.

Ee klenge Supplement zu dësem Projet ass et, datt mer, wéi an enger vun de leschte Gemengerotssëtzunge vun der Madamm Pregno, mengen ech, proposéiert, eppes mol mat Foodsharing ze maachen. Do hat ech hei gesot, ech géif dat eng gutt Iddi fannen a wann ech eng Kéier dat hikréich, fir dat iergendwou matanzebréngen, géif ech dat maachen. An dat hu mer och elo gemaach.

Mir sinn a Kontakt mat der Foodsharing Associatioun, fir am éischten Deel vum Gebai, wou ee soss Suen opgehuewen huet, eppes en place ze setzen. Et ass wichteg, dass mer dat zesumme mat der Associatioun maachen, well et do ganz vill Bestëmmunge gëtt. Do si mer elo ganz no drun. Mir wäerten dat unhand vun enger Testphas incluéieren an da kucken, ob dat dem Besoin hei nokënnt. A wann dat net de Fall sollt sinn, dat dann net méi weiderféieren. A wann dach, deem Projet dann een anert Doheem sichen, à long terme.

Da géif ech mech natierlech freeën, wann Der dat alleguerten esou géift matstëmmen. Et ass fir eis Kanner a fir d'Ëmwelt an alles, wat eis Zukunft bréngt. Eng ganz, ganz gutt Saach. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Madamm Charlé. Den Här Tempels, wannechgelift.

GUY TEMPELS (CSV):

Merci alleguerten. Mir haten d'Ausstellung schonn an der Ëmweltkommission ugeschwat. Laut dem Här Reuter, dee sech drëms bekëmmert huet, wär et schonn impressionnant, wat s de do u Saache gewuer gëss, wou s de net wouss, dass et esou kéint gemaach ginn oder dass et dat géif.

Wou ech elo e bëssen driwwer erstaunt sinn, mir haten e puermol ugefrot, fir d'Associatioun Foodsharing an d'Ëmweltkommission ze kréien, fir eis ze erklären, wéi se funktionéieren, fir dat eng Kéier auserneezeleëen. E bësse schued, mir hunn et net fäerdegbruecht, fir se op Déifferdeng ze kréien. Trotzdem si mer awer frou, dass elo do eppes geschitt. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Tempels. Eng weider Wuertmeldung dozou? Wéi gesot, géife mer iwwer déi zwee Punkten ofstëmmen.

12. Actes et conventions

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le contrat de bail concernant le local commercial situé au coin du 52, avenue J.-F.-Kennedy et 2, avenue Charlotte à Differdange (ancienne agence bancaire BCEE).

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver la convention avec le Luxembourg Center for Circular Economy SÀRL-SIS en relation avec l'exposition temporaire The MuD.

Ech soen Iech Merci. Punkt 12k ass eng Konventioun mam Staat a Relatioun mat der Preparatioun vun den Iessen an eise Kichen. Ech ginn dem Här Wagner d'Wuert, fir eis den Detail ze ginn, wannechgelift.

SCHÄFFEN THIERRY WAGNER (LSAP):

Merci, Här Buergermeeschter. An dësem Punkt geet et ëm eng Konventioun tëscht Restopolis an der Gemeng Déifferdeng, respektiv eiser Maison-relais-Kichen.

Restopolis ass den designéierte Prestataire vum Staat fir d'Schoulkantinnen. Si sinn och zoustänneg fir d'Esse vun de Kanner, déi ënner dem Trouble du spectre de l'autisme leiden, déi als CTSA-Klasse bei eis zënter dësem Joer an der Schoul Prince Henri sinn.

Vu dass et méi einfach ass an eis Leit produzéieren déi Platen direkt mat, hu mer eis fir dee Wee decidéiert. Aktuell sinn et aacht Kanner, dovunner véier aus eiser Gemeng, déi d'Méiglechkeet hunn zu Uewerkuer, an esou och méi no, un deene CTSA-Klassen deelzehuelen. Dat ass eng Plus-value fir déi Familljen.

Mir si frou, dës Offer unzebidden. Mir wäerte versichen, dës Méiglechkeet nach auszebauen, eventuell och fir Jonker aus dem Secondaire.

Ech bieden Iech, dës Konventioun esou matzedroen.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci fir déi Erklärungen. Wuertmeldungen? Nee, mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver la convention signée avec l'État du grand-duché de Luxembourg relative à la préparation de repas par cuisine de production de la maison relais aux élèves du Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme à l'école des garçons d'Oberkorn.

Ech soen Iech Merci. Punkt 12l, een Avenant zu engem Pacte communal du vivre-ensemble, wou den Här Hartung eis d'Detailer gëtt, wannechgelift.

SCHÄFFE JERRY HARTUNG (CSV):

Merci. Iwwer dee Pakt hate mer virun enger Zäitche hei ofgestëmmt an dat ass scho gutt ugelaft. Hei hu mer elo en Avenant mat zwou Prezisiounen. Zum engen zur Dauer, wou sech béid Parteien, de Staat an d'Gemeng, engagéieren. Datt dës Konventioun vum 1. Abrëll 2024 bis den 31. Mäerz 2030 leeft.

Zum anere stinn déi finanziell Zouwendunge fir eis Gemeng dran. Déi stinn esou am Gesetz fest. Dat hate mer déi leschte Kéier schonn esou kommunizéiert. Elo steet et dann och esou an eiser Konventioun.

Wéi gesot, 30.000 Euro, well mer selwer de Coordinateur stellen. An zousätzlech 8.000 Euro Subsiden, fir déi eenzel Projeten ze ënnerstëtzen.

Preziséiert gëtt, datt se am éischte Joer vun der Ënnerschrëft automatesch ausbezuelen ginn, mee fir déi kommend Jore mer dann ëmmer en Dekont, virun allem dem Familljeministère, eraschécke mussen.

Mat deene sëllegen Aktivitéiten, déi mir hei an eiser Gemeng ëmsetzen, si mer gudder Déng, all d'Konditiounen ze erfëllen an integral dës 38.000 Euro ze kréien. Merci.

THIERRY WAGNER (LSAP) présente une convention importante entre Restopolis et la commune de Differdange concernant la préparation des repas dans leurs cuisines.

Il explique en détail que Restopolis est le prestataire officiellement désigné par l'État pour gérer les cantines scolaires, avec une responsabilité particulière pour les repas des enfants atteints de troubles du spectre autistique qui fréquentent les classes CTSA à l'école Prince-Henri depuis cette année.

Il précise que la décision de produire ces repas directement sur place avec leur personnel s'est imposée comme la solution la plus pratique. Il mentionne spécifiquement que huit enfants, dont quatre sont originaires de la commune, peuvent désormais participer à ces classes CTSA à Oberkorn, ce qui représente un véritable avantage pour les familles concernées en matière de proximité.

Il conclut en exprimant sa satisfaction de pouvoir proposer cette offre et évoque la possibilité d'étendre ce service aux jeunes du secondaire à l'avenir.

(Vote)

JERRY HARTUNG (CSV) intervient pour présenter un avenant au Pacte communal du vivre ensemble, qui est déjà bien engagé.

Il détaille deux précisions importantes: premièrement, la durée d'engagement entre l'État et la commune, fixée du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2030, et, deuxièmement, les allocations financières prévues par la loi.

Il précise que la commune recevra 30 000 € pour la mise à disposition du connotateur, plus 8 000 € de subventions pour soutenir les différents projets. Il explique le mécanisme de versement: automatique la première année suivant la signature, mais nécessitant l'envoi d'un décompte au ministère de la Famille pour les années suivantes.

Il se montre confiant quant à la capacité de la commune à remplir toutes les conditions pour obtenir l'intégralité des 38 000 €, compte tenu des nombreuses activités mises en place.

(Vote)

12. Actes et conventions

THIERRY WAGNER (LSAP) présente l'ASBL Youth & Work, dont l'utilité pour les jeunes sur le marché du travail est, selon lui, indiscutable. Il explique que la valeur de leurs services doit être étendue, car leur présence actuelle ne suffit plus à assurer un coaching adéquat, avec déjà une liste d'attente à gérer.

Il annonce l'augmentation du financement de deux à trois euros hors TVA par habitant pour permettre l'optimisation de leurs services et potentiellement l'engagement d'une personne supplémentaire. Il souligne l'importance fondamentale de ce coaching pour les jeunes.

EMINA CEMAN (CSV), en tant que travailleuse sociale, apporte son soutien enthousiaste au projet Youth & Work.

Elle reconnaît que le coût augmente, mais insiste sur l'importance de cet investissement, compte tenu du succès déjà démontré. Elle souligne le travail remarquable accompli jusqu'à présent en ce qui concerne l'information, de suivi et d'orientation des jeunes sans perspectives professionnelles ou scolaires.

Elle approuve particulièrement l'extension du service à trois jours par semaine à Differdange, au lieu de deux, pour répondre à la forte demande.

Elle met en avant son expertise professionnelle pour souligner l'importance de ce soutien pour les jeunes, qui risqueraient autrement de se retrouver sans solutions, notamment ceux sans diplôme cherchant un emploi ou un apprentissage.

PAULO AGUIAR (DÉI GRÉNG) exprime son soutien total au projet Youth & Work.

Il rappelle que ce projet, lancé il y a deux ou trois ans, a immédiatement connu un grand succès.

Il souligne l'importance cruciale de l'accompagnement complet offert aux jeunes, pas uniquement pour trouver un emploi, mais pour tout le processus, depuis la préparation jusqu'à l'intégration professionnelle.

Il évoque les retours des intervenants confirmant le réel besoin de

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Hartung. Et gëtt keng Wuertmeldungen, mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'avenant au Pacte communal du vivre-ensemble interculturel signé avec l'État du grand-duché de Luxembourg.

Ech soen Iech Merci. Punkt 12m. Här Wagner, wannechgelift.

SCHÄFFEN THIERRY WAGNER (LSAP):

Merci fir d'Wuert. Iwwer d'ASBL Youth & Work hu mer schonns e puermol hei debattéiert. Den Notze vun hire Prestatiounen ass ouni Zweifel wichtig fir eis Jonk op hirer Sich um schwierigen Aarbechtsmaart.

De Wäert vun hire Servicer soll a muss erweidert ginn. Hir aktuell Presenz geet net méi duer, fir en adéquate Coaching ze assuréieren, respektiv gëtt et schonns eng Liste d'attente, déi muss ofgeschafft ginn. Dowéinst wëlle si hire Pensum optiméieren an eventuell eng weider Persoun engagéieren, soudass méi Stonne prestéiert kënnen ginn.

Dee Coaching ass eminent wichtig fir eis Jonker. Mir erhéijen eise Financement vun zwee op dräi Euro hors TVA pro Awunner. Dëst ass an dësem Avenant esou festgehalen. Merci, fir dat matzestëmmen, fir dëse elementaren Outil an eiser Jugendarbecht.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Wagner. D'Madamm Ceman, wannechgelift.

EMINA CEMAN (CSV):

Merci, Här Buergermeeschter. Wéi den Här Wagner sot, dat do ass ee ganz wichtige Projet, deen awer elo e bësse méi deier gëtt, mee ech denken et ass

wichtig dran ze investéieren, well dee Service bis elo scho ganz vill Succès hat.

Déi Leit, déi do schaffen, hu scho ganz vill jonk Leit informéiert, suivéiert, begleet a weider orientéiert. Jonk Leit, déi keng Perspektiv punkto Aarbecht Schoul oder Léier an hirem Liewen hunn, kréien an deem Service gehollef.

Et besteet eng grouss Demande. Duerfir ass et gutt, dass d'Personal an Zukunft dräi Deeg fir jonk Erwuessener zu Déifferdeng do ass an net just zwee Deeg an der Woch.

Ech als Sozialaarbechterin vu Beruff ënnerstëtzen dëse Projet ëmsou méi, well ech ganz gutt weess, dass vill jonk Leit an ee Lach falen, wa se Schwierigkeiten hunn, beispillsweis se ouni Diplom eng Aarbechtsplaz oder eng Léierplaz sichen, well si eeben net wëssen, sech richteg unzeleeën.

D'CSV stëmmt dës Konventioun ganz kloer mat Jo. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci. Den Här Aguiar.

PAULO AGUIAR (DÉI GRÉNG):

Merci fir d'Wuert. Déi gréng ënnerstëtzen de Projet Youth & Work, un projet qu'on avait débuté il y a deux ou trois ans. C'est un projet qui a eu tout de suite du succès, compte tenu de la difficulté des jeunes à trouver un emploi. Mais pas seulement pour trouver un emploi, mais pour être accompagnés du début à la fin.

Je me rappelle, au début, les intervenants me disaient il y avait vraiment un réel besoin. Après, ce besoin s'est vraiment confirmé. Effectivement, ce n'est pas évident. Ce n'est pas évident, le matin, de ne pas savoir : comment est-ce que je vais me tenir au travail ou comment je vais me présenter au travail ? Quels sont les avantages ? Et ça peut être de 7 h jusqu'à 16 h ou jusqu'à 18 h 30.

Je trouve que c'est un super projet, et l'augmentation d'un euro, qui vaut plus ou moins un TP, donc une personne qui

12. Actes et conventions

travaille. Nous, déi gréng, on soutient complètement ce projet. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci. Den Här Diderich, wannechge-lift.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech hat dat doten ënnerstëtzt vun Ufank un a virgeschloen, an deem Beräich aktiv ze ginn. Als déi Lénk kann ech dat just weider ënnerstëtzen, dass mer dat weider droen.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Diderich. Den Här Meisch.

FRANÇOIS MEISCH (DP):

Ech schlësse mech deem un. Hei geet et nëmmen ëm een Avenant. Dat hate mer schonn e puermol hei alles duerchge-holl. Mir kënnen dat ganz gäre matdroen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Meisch. Den Här Muller.

ERNY MULLER (LSAP):

Well se alleguer geschwat hunn, schlësen ech mech als LSAP un. Mir droen dat och mat a si frou, dass déi Initiativ an deem Sënn ausgebaut gött. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Muller. No deene ville Mee-nunge komme mer zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le premier avenant à la convention avec Youth & Work.

Ech soen Iech Merci. Elo komme mer zum Punkt 12n, en Avenant, eng Kon-ventioun, déi mer mam Staat hunn, dee vertrueden ass duerch de Ministère de la Culture. Dat ass ganz schwéier ze erklären, wat an deem Avenant zum jëtzege Kontrakt, ännert. Nom jëtzege Kontrakt kréie mer zwou Tranchë vum Staat. Eng Kéier eng vu 45.000 Euro an eng Kéier eng vu 5.000 Euro. An nom Avenant kréie mer eng Kéier eng Tran-che vu 50.000 Euro.

Doriwwer musse mer ofstëmme. Da géif ech Iech ëm Äert Wuert an ëm Är Meenung froen. Keng Wuertmeldung, komme mer zum Vott vun deem Punkt.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le premier avenant à la convention avec l'État, représenté par le ministre de la Culture, relative à la participation financière au Sonotron

Merci.

(Technesche Problem bei der Audioop-nam)

Mir kommen zum Punkt 12o, en zwee-ten Avenant zum Contrat de bail mam Office social, concernant la mise à dis-positioun de locaux au Centre Médico.

Den Här Hartung, wannechge-lift.

SCHÄFFE JERRY HARTUNG (CSV):

Merci. Den Office social kritt Personal bäi, fir den Demandë vun hire Cliente gerecht ze ginn. Dat ass esou per Gesetz, pro rata zu der Awunnerzuel festgeschriwwen. Vu datt se elo schonn zimmlech gedréckt do sëtzen, kréie si mat dësem Avenant zwee weider Büroes provisoiresch um fënnefte Stack. Dëst ass am Sënn vum Personal a vun de Leit, déi si empfänken. Ech bidden Iech, dëst esou matzestëmme.

Wa mer bei de Lokalitéite vum Office social sinn, géif ech gäre kuerz op de siwente Stack agoen, wou den Deel vum ARIS aktuell sëtzt. Verschiddener vun Iech hu bestëmmt matkritt, datt mer direkt ënner dem Daach vill Pro-bleemer mam Waasser hunn, well den

ce service et mentionne les aspects pratiques, comme l'adaptation aux horaires de travail.

Il approuve l'augmentation du fi-nancement d'un euro, équivalent à un ETP (équivalent temps plein), considérant cet investissement comme pleinement justifié.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) exprime son soutien enthousiaste au projet. Il rappelle qu'il avait lui-même été à l'initiative de cette proposition et qu'il avait suggéré d'être actif dans ce domaine. Au nom de déi Lénk, il réaffirme son soutien total à la poursuite de ce projet.

FRANÇOIS MEISCH (DP) intervient ensuite pour s'associer aux propos précédents. Il précise avec prag-matisme qu'il s'agit uniquement d'un avenant à un projet, qui a déjà fait l'objet de plusieurs discussions ap-profondies au sein du conseil. Il confirme que son parti est tout à fait disposé à soutenir cette initia-tive.

ERNY MULLER (LSAP) rejoint les po-sitions de ses collègues. Il manifeste la satisfaction de son parti de voir cette initiative se développer dans la direction souhaitée.
(Vote)

JERRY HARTUNG (CSV) présente un exposé détaillé concernant l'office social. Il explique que l'institution va bénéficier d'un renforcement de personnel pour faire face à l'aug-mentation des demandes de ses clients, conformément aux disposi-tions légales qui lient le nombre d'employés au nombre d'habitants. Face à la situation actuelle où l'es-pace est déjà restreint, il annonce l'attribution de deux bureaux sup-plémentaires provisoires au cin-quième étage.

13. Patrimoine culturel national

Il aborde également la problématique du septième étage, où se trouve actuellement l'ARIS, qui souffre d'importantes infiltrations d'eau dues à des problèmes d'étanchéité de la toiture. Malgré diverses tentatives de réparation, les problèmes persistent.

Il détaille le plan d'action mis en place: un déménagement provisoire du personnel avant l'hiver, le transfert intégral du septième étage vers le deuxième étage, qui se libère en novembre, et, à terme, le regroupement de l'ensemble de l'office social dans le centre médico sur les premier, troisième et quatrième étages.

ERNY MULLER (LSAP) exprime sa profonde gratitude envers le collègue échevinal pour sa réactivité face aux difficultés rencontrées. Il souligne la qualité du dialogue, qui a permis d'aboutir à une solution satisfaisante pour l'ensemble du personnel.

Bien que le déménagement soit initialement prévu comme temporaire, il suggère que cette configuration pourrait devenir permanente, ce qui présenterait l'avantage de rapprocher physiquement les services en les regroupant sur des étages contigus.

(Vote)

GUY ALTMEISCH (LSAP) passe à un contrat de bail pour la boutique éphémère de Differdange.

(Vote)

TOM ULVELING (CSV) présente une initiative de classement d'un bâtiment historique. Il décrit la localisation de l'édifice sur le sentier de la Crosnière, environ 400 m derrière le cimetière de Lasauvage.

Daach plazeweis net méi dicht ass. Do gouf viles gekuckt an nogebessert, mee d'Probleemer kommen ëmmer erëm. Dofir si mer frou, elo eng Léisung fir d'Personal fonnt ze hunn, soudatt si dese Wanter net méi do sinn.

Natierlech muss mer de Problem vum Daach an de Grëff kréien. Wat et méi einfach mécht, dorun ze schaffen, wa kee Service respektiv kee Public do ass.

Deen zweete Stack gëtt am November fräi. Zesumme mam Office social an eise Servicer si mer amgaangen alles an d'Weeër ze leeden, datt de siwente Stack integral provisoresch virum Wanter op deen zweete Stack plënnere kann. Fir d'nächst Joer, wann d'ADEM an hir nei Lokalitéit plënnert, ass geplangt, datt dee ganzen Office social sech am Centre médico regroupéiert op de Stäck eent, dräi a véier, well des elo schonn optimal a méi Büroen a Wartesäll agedeelt sinn – eppes, wat um zweete Stack mat de Groussraumbüroen net esou ginn ass.

Dese Wee ass mat alle Bedeelegten esou zesumme festgehale ginn, well de Service esou kompakt zesummekënnt, an d'Raimlechkeeten, och ouni Ëmbaarbechten, genee hire Virstellungen entsprechen an et deemno och séier ka goen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech soen Iech Merci, Här Hartung. Den Här Muller, wannechgelift.

ERNY MULLER (LSAP):

Erlaabt mer am Numm vum Office social dem Schäfferot wierklech ee grouse Merci auszedrécke fir déi schnell Reaktioun op déi Probleemer, déi entstane sinn. Wéi den Här Hartung sot, am Dialog mat eisem Personal hu mer eng Léisung fonnt, déi elo jiddweeren zefriddestellt. Soudass mer zwar elo temporairement wiesselen, mee et kann awer och sinn, dass dat definitiv bleift, wat nämlech och en Avantage hätt, well d'Servicer méi zesummeréckelen, wa mer se direkt stäckméisseg unenee bannen an net vum zweeten op de siwenten an esou.

Ech mengen, dat do wär eng gutt Saach. Mee virun allem wollt ech soen, dass mer déi Reaktioun vum Schäfferot begréissen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Muller. Eng aner Wuertmeldung? Mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le deuxième avenant au contrat de bail avec l'office social de Differdange concernant la mise à disposition des locaux du centre médico-social.

Ech soen Iech Merci. Mir kommen zum Punkt 12b, dat ass en Avenant zu engem Contrat de bail commercial à courte durée vum Popup Store zu Déifferdeng am Parc Gerlache op Nummer dräi. Do geet et drëm, fir dee Kontrakt, dee mer mat deem Locataire hunn, ze verlängeren, vum 1. Oktober 2024 op den 31. Mäerz 2025. Dat wier et. Den Detail vum Kontrakt hutt Der an Ärer Diffcloud. Wann et dozou keng Wuertmeldunge gëtt, géife mer zur Ofstëmmung kommen.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le deuxième avenant au contrat de bail commercial de courte durée avec Savan'Art Deco d'un local boutique éphémère au no 3, rue du Parc-Gerlache à Differdange.

Ech soen Iech Merci. Punkt 13, dat ass eng Intentioun, fir ee Gebai ze klasséieren. Ech ginn d'Wuert un den Här Ulveling, wannechgelift.

SCHÄFFEN TOM ULVELING (CSV):

Merci, Här Buergermeeschter. Dir Dammen, Dir Hären, et war meng Iddi gewiescht, dëst Gebai klasséieren ze loossen. Fir déi Leit, déi um Sentier de la Crosnière kënneg sinn, déi do spadséiere gi laanscht d'Crosnière,

13. Patrimoine culturel national

wann ee vu Lasauvage erfert hanner dem Kierfecht spadséiere geet, gitt Der sou ongeféier 400 Meter eran, da kommt Der bei ee Gebai, wat amgaangen ass ze verfallen.

Et ass en zweegeschëssegt Gebai, dat war an der Zäit eng Brieche, dem Brieche a Sortéiere vun Eisenäerz gewidmet. Duerno war et eng elektresch Zentral vun der Minière. Dat Gebai steet zënter längerer Zäit eidel an et ass amgaangen ze verkommen.

An do war meng Iddi, dat klasséieren ze loossen, an der Hoffnung, dass et géif klasséiert ginn, an dass mer da vun der Protection nationale profitéieren, wou mer bis zu 50 % Subside kréien, wa mer dat restauréieren. Ech war e puermol mam Direkter vun der INPA op d'Plaz, mir hunn eis dat ugekuckt an hien huet och gemengt, en huet mat senge Leit geschwat, déi hunn den Dossier opgemaach an déi hu fonnt, dass dat effektiv eng Saach wär, déi ee kéint schützen.

Soudass den Här Minister eis gebieden huet, dat hei ze formaliséieren, wa mer dat gär geschützt hätten.

Dir wäert mech elo froen: Solle mer dat nei maachen oder restauréieren, wat maache mer domat? Mir sinn a Gespréicher mat de Leit aus der Naturschoul, déi scho viru Joren anscheinend e Projet haten, fir dat Gebai kënnen ze notzen. Et sinn zwee ganz grouss Raim am Fong. Meng Iddi ass, mat hinnen, mat der ANF an esou, ze schwätzen, fir do Säll ze maachen, fir mat de Kanner oder mat de Jugendlecher Aktivitéiten am Bësch ze maachen.

Wéi gesot, mir wëllen dat schütze loos- sen, am Esprit, fir déi 50 % vum Invest vum Staat ze recuperéieren.

D'Mauere sinn an engem relativ gud- den Zoustand. D'Fënstere sinn natierlech, wéi kann et anescht sinn, all ageschoss. Den Daach ass aus Wellblech, deen ass reparatiounsbedürfteg. Mir musse kucken, dass mer dat hikréien. Mir maachen doraus ee Projet. Wa mer de Projet fäerdeg hunn, komme mer heihin, fir iwwer deen ofzestëmmen.

A mir mussen natierlech, wann et geschützt ass, enk mat dem INPA zesummeschaffen, well déi jo am Fong

den Domm drop hunn a mir musse se fir alles froen, wat mer do gäre maachen. Mee ech mengen, et ass awer eng gutt Saach, well wa mer elo näischt maachen, da verfält et, an da kënnen mer et an de Koup geheien.

Ech géif Iech bieden, déi Protection nationale do matzestëmmen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Ulveling. Den Här Tempels, wannechgelift.

GUY TEMPELS (CSV):

Merci alleguerten. Natierlech si mer frou, dass dat heite Gebai soll klasséiert ginn. Ech kennen et nach zu där Zäit, wou Hénger dra gezillt goufen an esou weider. Dat war ganz flott ëmmer do.

Et ass wichteg, dass mer dat klasséieren.

Ee Projet eventuell mat der Naturschoul oder och am Kader vum TNT, do kéinte mer och eventuell Sue siche goen, fir ee Projet dran ze setzen oder ze maachen. Dat si Saachen, déi ze kucke sinn. D'Fotoen am Dossier si schonn immens schéin, ech hunn déi Saachen ëmmer immens gär. Mir stëmmen dat mat Jo. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Tempels. Den Här Meisch, wannechgelift.

FRANÇOIS MEISCH (DP):

Wa mer do eppes wëlle maachen, dann ass elo de Moment, well et sti scho Barriäre ronderëm, well et baufällig ass. Et ass net méi grad ganz sexy, dat Ganzt. Mee et géif op Lasauvage passen an dee ganze Kader. Vläch den Historique nach e bëssen en valeur setzen. Dat kënnen mer wierklech matdroen an der Hoffnung natierlech, datt et och substanzuell subsidéiert kéint ginn. Merci.

Il s'agit d'un bâtiment à deux niveaux qui avait une double fonction historique: d'abord utilisé pour le concassage et le tri du minerai de fer, il a ensuite servi de centrale électrique pour les activités minières.

Face à l'état de délabrement croissant du bâtiment vacant, il propose son classement pour bénéficier de la protection nationale et des subventions associées pouvant atteindre 50 % des coûts de restauration. Il mentionne ses visites sur site avec le directeur de l'INPA et l'accueil favorable réservé à ce projet de classement par les services compétents.

Tom Ulveling explique être en discussion active avec l'école nature, qui avait précédemment manifesté son intérêt pour l'utilisation de cette structure composée de deux vastes salles. Sa vision est de développer une collaboration étroite avec l'ANF pour aménager des espaces dédiés aux activités forestières et pédagogiques pour les enfants et les jeunes.

Il fait un état des lieux du bâtiment: les murs conservent une bonne intégrité structurelle, mais toutes les fenêtres ont été vandalisées et sont désormais brisées. La toiture, constituée de tôle ondulée, nécessite des travaux de rénovation importants.

Il insiste sur l'intérêt financier du classement, qui permettrait d'obtenir une subvention étatique de 50 % sur l'investissement total. Il souligne la nécessité d'une collaboration étroite avec l'INPA pour tous les aspects du projet de rénovation. Il conclut en soulignant l'urgence d'agir pour éviter la détérioration complète du bâtiment.

GUY TEMPELS (CSV) exprime son soutien au projet de classement. Il partage ses souvenirs personnels du lieu, notamment la période, où le bâtiment servait à l'élevage de volailles.

Il évoque la possibilité de rechercher des financements complémentaires dans le cadre du TNT et met en avant la qualité remarquable des photographies incluses dans le dossier de présentation.

14. Règlements communaux

FRANÇOIS MEISCH (DP) insiste sur l'urgence d'entreprendre des actions concrètes, notant que l'état de délabrement du bâtiment a déjà nécessité l'installation de barrières de sécurité.

Il souligne la cohérence architecturale du projet avec l'environnement de Lasauvage et suggère de mettre particulièrement en valeur la dimension historique du site.

Son soutien au projet est conditionné par l'espoir d'obtenir des subventions substantielles pour sa réalisation.

ERNY MULLER (LSAP) apporte un soutien ferme à l'initiative de préservation du patrimoine industriel culturel. Il qualifie ce bâtiment d'exemple parfait du patrimoine industriel et exprime son optimisme quant à la réalisation d'un projet ambitieux.

Il souligne que le potentiel touristique de tels bâtiments historiques reste encore largement sous-exploité dans la région et voit dans ce projet une opportunité de développement.

(Vote)

THIERRY WAGNER (LSAP) fournit une information urgente concernant un incident survenu à Aquasud: un incendie dans une extension en conteneurs a nécessité la fermeture temporaire des installations sportives.

Il détaille ensuite deux modifications tarifaires importantes: premièrement, l'introduction d'une option premium pour les abonnements fitness, donnant accès à un contenu numérique innovant pour les appareils Technogym, permettant un suivi personnalisé des performances grâce à l'intelligence artificielle.

Deuxièmement, il présente le nouveau cours HYROX, une forme évoluée de CrossFit comprenant huit épreuves standardisées, avec une tarification différenciée: 12 € pour les abonnés et 18 € pour les non-abonnés.

(Vote)

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Meisch. Den Här Muller.

ERNY MULLER (LSAP):

Mir si fir d'Erhale vun der Substanz vum Patrimoine industriel a culturel. Dat hei ass ee Patrimoine industriel par excellence. Ech hoffen, dass mer ee flotte Projet draus gemaach kréien, well eis touristesch Grenzen oder aner Aktivitéiten an esou Gebaier, mengen ech, sinn nach net komplett erschloss. Ech soen Iech Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Muller. Et gött keng weider Wuertmeldung, mir kënnen zum Vott kommen.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'aviser favorablement l'intention de classement comme patrimoine culturel national de l'immeuble de la sous-station électrique, inscrit au cadastre de la Ville de Differdange, section B, numéro 2840/8953.

Ech soen Iech Merci. Punkt 14, Règlements communaux. D'Wuert geet un den Här Wagner, wannechgelift.

SCHÄFFEN THIERRY WAGNER (LSAP):

Merci, Här Buergermeeschter. Als Alleréisch wéilt ech Iech den Incident am Aquasud matdeelen: Et ass esou, dass leschte Sonndeg e Brand am Container-Ubau war. An dowéinst alles bis op Weideres condemnéiert ass fir Sportscoursen. Et ass also eng Assurancëgeschicht, eventuell schwätze mer hei och vun engem Kuerzen an enger elektrescher Gaine.

Hoffentlech kënnen mer do nees esou séier wéi méiglech opmaachen. Bis op Weideres konnte mer déi Sportscoursen anerwäerts deplacéieren, esou gutt et geet.

Zum Punkt selwer vum Ordre du jour, do geet et ëm en Zousaz vun den Tariffer a Präisser am Aquasud.

Zum besteeënden Abo Fitness kann een eng Optioun dobäi kafen, wou een en digitale Contenu fir d'Technogym-Fitnessapparater ka kréien. Dës Premium-Optioun erlaabt et engem, seng Performancen op de Maschinnen individuell festzehalen, och ze optimiséieren iwwer eng Kënschtlech Intelligenz. Mee strampele muss een awer nach ëmmer selwer! De Präis ass just eng Rajoute a soll dann d'Lizenz, déi d'Firma eis freet, matfinanzéieren.

Deen zweeten Tarif ass ganz interessant, well et een neie Cours ass, zesumme mat engem Coach. Hyrox ass e patentéierten Numm, wéi zum Beispill Zumba, mee hei geet et éischter ëm eng Form vu CrossFit mat aacht standardiséierten Epreuven, wou d'Sportler sech kënnen austoben, zesumme mat engem Moniteur.

Och heifir huet den Aquasud eng Lizenz gefrot, fir de Cours dann och esou kënnen ze nennen. Déi abonéiert Clientë bezuelen 12 Euro, d'Non-abonnés 18 Euro d'Seance.

Ech bieden Iech, déi nei Optiounen esou am Tariffereglement matzedroen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Wagner. Et gött keng Wuertmeldungen, mir kënnen zum Vott kommen.

Le conseil communal décide avec 17 voix oui et 1 abstention d'approuver l'adaptation de la grille tarifaire du complexe aquatique Aquasud.

Ech soen Iech Merci. Punkt 14b, Règlements temporaires de circulation. D'Wuert geet un d'Madamm Charlé, wannechgelift.

15. Syndicats communaux

SCHÄFFEN ZENIA CHARLÉ (LSAP):

Villmoos merci fir d'Wuert. Do si ganz vill Saachen, déi opstinn, dat ass wierklech ee groussen Dossier. Wann Der Iech dat alles ugekuckt hutt, an Der dozou Froen hutt, kënt Der mech ganz gär froen. Ech géif soen, dass mer dat vläicht am Globalen ofstëmmen, well soss si mer wierklech ganz laang amgaangen.

Haaptsächlech geet et ëm verschidde Verbueter vu Stationementer, wa Chantiere sinn, oder Preparatioune vun de Chantieren, ëm déi eng oder aner PMR-Parkplaz, déi kuerzfristeg muss schnell dobäikommen.

An och ëm dee ganze Site vun der EIDE, wou verschidde Saache changéiert gi wéinst deem groussen Chaos, dee sech, leider, do moies entwéckelt, well ganz vill Leit, Elteren haaptsächlech, ganz no bei d'Schoul bäifuerer wëllen an dann hannerzeg a vijenzeg näischt méi geet. Dofir hu mer do e bëssen eppes ausgeschafft, wat hei am Drénglechkeetsreglement dran ass.

Ech géif elo net weider an den Detail goen, mee wann Der Froen hutt, ginn ech awer ganz gären op déi an. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Madamm Charlé. Froen dozou oder Suggestiounen? Mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver les règlements temporaires de circulation.

Ech soen Iech Merci. Punkt 15, d'Syndicats de communes, do si verschidde Changementer a verschiddene Syndikater virgeholl ginn. Ech géif Iech déi virlesen.

Am SES géif d'Madamm Huberty Caroline den Här Bertinelli Fred ersetzen. Am SICEC géif d'Madamm Caroline Huberty d'Madamm Charlé Zenia ersetzen. Am SA.CH géif d'Madamm Charlé den Här Bertinelli ersetzen. Am

SICONA Sud-Ouest géif d'Madamm Huberty Caroline den Här Bertinelli Fred ersetzen. An der Délégation aux Transports publics géif d'Madamm Charlé den Här Bertinelli ersetzen. An dann nach eng Lescht: Am Klimabündnis géif den Här Muller ersat ginn duerch d'Madamm Huberty Caroline.

Gëtt et Wuertmeldungen dozou? Jo, d'Madamm Pregno, wannechgelift.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG):

Villmoos merci fir d'Wuert. Ech muss soen – an ech brauch dat warscheinlech jo net ze verstoppen, Dir wësst a kennt eis Meenung dozou –, dass ech et awer nach ëmmer schued fannen, dass och elo nom Doud vum Här Bertinelli, déi ehemoleg Decisioun net nei iwwerduecht ginn ass, fir d'Syndikater an d'Posten deementspreechend an de Syndikater just un d'Majoritéit ze ginn.

Soss war et jo awer och üblech, dass d'Oppositioun, an Dir och als LSAP an der Oppositioun, och a Syndikater vertrauede waart. Ech fannen et einfach nach ëmmer immens schued, dass d'Oppositioun keng Posten zougedroe kritt. Well och dat ass Politik, breetgefächert a basisdemokratesch Politik. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci fir déi Informatiounen. Den Här Diderich.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech wëll dat just ënnersträichen, wat d'Madamm Pregno grad gesot huet, an nach als zousätzlecht Argument ginn, dass et och eng Fro ass vu sech déi Saachen opdeelen. Wann ee Verantwortung dréit an engem Schäfferot, huet een do scho ganz vill Aufgaben. A wann ee vill Aufgaben op déi nämmlecht Persoun cumuléiert, dass dat net esou sënnavoll ass, wéi wann ee sech dat opdeelt innerhalb vun engem Gemenget. Dat heescht: Wann et Iech ze vill gëtt mat der Aarbecht, dann deelt déi nach e bëssen op.

ZENIA CHARLÉ (LSAP) présente les règlements temporaires de circulation.

Elle détaille plusieurs aspects: les interdictions de stationnement nécessaires pour divers chantiers et leurs phases préparatoires, l'ajout stratégique de places PMR répondant à des besoins urgents, et des modifications significatives autour du site de l'EIDE. Celles-ci visent à résoudre les problèmes récurrents de circulation aux heures de pointe, particulièrement liés à l'afflux de parents d'élèves souhaitant déposer leurs enfants au plus près de l'établissement.

(Vote)

GUY ALTMEISCH (LSAP), présente une série de modifications au sein des syndicats communaux. Au SES, madame Huberty prend la succession de monsieur Bertinelli; au SICEC, un changement s'opère avec madame Huberty, qui remplace madame Charlé; concernant le SIACH, madame Charlé prend le relais de monsieur Bertinelli; pour le SICONA Sud-Ouest, c'est à nouveau madame Huberty qui succède à monsieur Bertinelli; à la délégation aux transports publics, la transition se fait entre madame Charlé et monsieur Bertinelli.

Guy Altmeisch mentionne également un dernier changement au Klimabündnis, où madame Huberty remplace monsieur Muller.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG) exprime sa profonde déception quant au maintien de la politique d'attribution des postes dans les syndicats exclusivement à la majorité, même après le décès de monsieur Bertinelli. Elle rappelle avec insistance que la tradition démocratique voulait que l'opposition, y compris le LSAP lorsqu'il était dans l'opposition, soit représentée dans les syndicats. Elle souligne que cette exclusion va à l'encontre d'une politique démocratique large et inclusive.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) renforce les arguments de madame Pregno. Il met en avant l'importance d'une répartition équilibrée des tâches, soulignant qu'un échevin assume déjà de nombreuses responsabilités

16. Commissions

dans le cadre de ses fonctions au sein du collège échevinal. Il argue qu'une concentration excessive des mandats sur les mêmes personnes n'est pas optimale pour une gestion efficace des affaires communales.

(Vote)

GUY ALTMEISCH (LSAP) présente une nouvelle répartition du congé politique à la suite d'une augmentation légale.

(Votes)

Guy Altmeisch détaille ensuite les modifications au sein des commissions consultatives.

(Vote)

Guy Altmeisch passe aux questions.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Diderich. Keng aner Wuertmeldung méi, mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide avec 14 voix oui et 4 voix non de nommer madame Caroline Huberty comme membre au sein du comité syndical SES.

Le conseil communal décide avec 14 voix oui et 4 voix non de nommer madame Zenia Charlé comme membre au sein du comité syndical SIACH.

Le conseil communal décide avec 14 voix oui et 4 voix non de nommer madame Caroline Huberty comme membre au sein du comité syndical SI-CEC.

Le conseil communal décide avec 14 voix oui et 4 voix non de nommer madame Caroline Huberty comme membre au sein du comité syndical SICONA Sud-Ouest.

Le conseil communal décide avec 14 voix oui et 4 voix non de nommer madame Zenia Charlé comme déléguée suppléante aux transports publics.

Le conseil communal décide avec 14 voix oui et 4 voix non de nommer madame Caroline Huberty comme déléguée effective au sein du Klima-Bündnis Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci. Punkt 15b, eng Repartitioun no deem neie Gesetz, wou een neit Gesetz gestëmmt ginn ass

iwwer eng Augmentatioun vum Congé politique. Do hu mer missen déi Stonnen, déi mer do supplementar kréien, nei opdeelen.

An zwar ass déi Opdeelung: den Här Hartung fënnef, den Här Tempels zwou, den Här Wagner dräi, d'Madamm Charlé dräi, den Här Scheuren eng an d'Madamm Huberty eng.

Dat wier déi nei Opdeelung vum Congé politique. Gëtt et Wuertmeldungen dozou? Mir kommen zum Vott.

Le conseil communal décide avec 14 voix oui et 4 voix non d'approuver la répartition du contingent en heures supplémentaires par conseil communal à la suite de l'augmentation des heures de congé politique.

Ech soen Iech Merci. De Punkt 16, Changementer innerhalb vun eise Commissions consultatives. Do hunn ech ee Schreiwes kritt vun der CSV, dass an der Commission sociale den Här Claude Olten remplacéiert gëtt duerch d'Madamm Claudia Fisch. An der Commission du vivre ensemble, bei de Bierger, huet den Här Ben Mohamed seng Demissioun eraginn. An dee géif ersat ginn duerch den Här Gueth-Wolf, deen an der Reserv war.

Am Naturpark huet den Här Eric Rathle seng Demissioun eraginn an deen net méi am SICONA ass, dee gëtt duerch d'Madamm Wippermann Sabine ersat. Dann hu mer nach eng Nominatioun vun engem Representant an der Cellule logement vun der Gemeng. Do wär et d'Madamm Simone Hansel, déi wier do Representant vum Ministère.

Dat ass et zu de Changementer vun de Kommissiounen.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver les changements des commissions consultatives et des groupes de travail.

Da kéime mer zum Punkt 17, de Froen.

Ech ginn d'Wuert un den Här Meisch.

FRANÇOIS MEISCH (DP):

Merci fir d'Wuert. Et sinn e puer Klengegkeeten. Déi eng hat ech schonn eng Kéier hei gefrot, dat betrëfft d'Gebai mam Numm Karro. Zu där Proprietéit gehéiert jo och de Parking direkt niewendrun. Wat ass domadder geplangt? Am Moment huet een éischter d'Impressioun, dass do wëll geparkt géif ginn. Kéint dee Parking net an den éffentleche Reseau geholl ginn? Wou si mer do drun? Dat ass déi eng Fro.

Déi aner dréit sech ëm d'Place Jehan Steichen zu Uewerkuer. Déi gesäit e bëssi chaotesch aus. Do si säit etleche Méint eng ganz Rei vu Parkplaze blockéiert, Schëlde a Barrière leien ëm an esou weider. An dat gëllt iwwregens och fir d'Gebai direkt niewendrun, wou dee fréiere Maxim's dra war.

Zu der Plaz: Firwat sinn déi Parkplaze blockéiert? Wa sollt Parkraum do gebraucht ginn, mir hu jo d'Parkhaus am Quartier. Vlächent kënn Der eis doriwwer informéieren, wat do lass ass. Et gesäit wierklech net schéin aus.

Dann eng Remark, déi allkéiers erëmkennt – ech si warscheinlech net deen eenzeggen –, betrëfft d'Kommissiounen. Invitatiounen a Rapporten vu Kommissiounen fannen de Wee nach ëmmer net richteg bei d'Gemengeréit. Ganz wéineng kréie mer per Mail.

An och op der Cloud si Kommissiounen, déi iwwerhaupt näischt drop gesat hunn. Zum Beispill vun der Ëmweltkommissioun, der Mobilitéitskommissioun – do steet einfach guer näischt op der Cloud. All Invitatiounen a Rapporten vun de Kommissiounen solle ganz einfach per Mail un de Gemengerot geschéckt ginn an op d'Cloud gesat ginn. Dat schéngt eng Saach vun der Onméiglechkeet ze si fir verschidde Sekretären.

E Rappel fir déi x-te Kéier. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech verstinn dat ganz gutt. Et ass fir eis och ëmmer erëm dat selwecht, dass mir

de Leit et rappelléieren. Leider kënne mer d'Leit net ustrécken. Ech weess net, wat mer musse maachen, fir dass dat esou exekutéiert gëtt. Heiansdo mengt een, et géif ee mat Mauere schwätzen. Mee gleeft mer eent: Mir probéieren dann nach eng Kéier mat de Maueren den Dialog opzehuelen, fir dat Bescht an zum Wuel vun all Mënsch.

Ech kann Iech elo meng Gefiller net soen, wou et mer schléit, mee et ass net flott fir eis. Mir wäerten awer nach eng Kéier do ee Rappel maachen.

Zum Maxim's, do kann ech Iech just bestätegen, dass déi nei Firma, déi dat iwwerholl huet, mat de Pläng amgaangen ass, an dass mer eminent sinn, dass déi Baugeneemegungen ugefrot ginn an op den Instanzeweue bruecht ginn. Alles deit drop hin, dass de Maxim's spéitens am Fréijoer vum Promoteur ofgerapport gëtt.

D'Place Jehan Steichen, do ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Charlé, well ech selwer weess net, firwat déi Schëlde do opgeréicht gi sinn. Madamm Charlé, wannechgelift.

SCHÄFFEN ZENIA CHARLÉ (LSAP):

D'Place Jehan Steichen ass eis bekannt, dass dat aktuell net richteg funktionéiert mat deenen Ofsparungen. Déi Ofsparungen sinn do wéinst dem Chantier um Bock, well do extreem vill Camionnettë waren an et uewe ronderëm d'Schoul extreem chaotesch war.

D'Iddi war, hinne 16 Parkplazen zur Verfügung ze stellen, fir hir Camionnettë während dem Dag ofzestellen. De Problem ass, wa si moies kommen, sinn d'Parkplaze scho besat. Da stelle si sech erëm egal wou hin. An owes sinn d'Parkplazen dann oft erëm fräi. Et ass wierklech extreem chaotesch.

Eis ass d'Situatioun bekannt. Mir haten an der leschter Reunioun mam Service doriwwer geschwat, do sinn déi eng oder aner Léisunge parat, dat wäert deemnächst opgeléist ginn. Wa mer déi duerchgefouert kréien, hält dat jiddefalls ganz schnell op. Et ass eis bekannt, a mir ënnerhuelen do eppes, fir dass dat net esou weidergeet.

FRANÇOIS MEISCH (DP) commence par s'interroger sur l'avenir du bâtiment Karro et de son parking adjacent, suggérant une possible intégration de celui-ci dans le réseau de stationnement public de la commune.

Il exprime ensuite ses préoccupations concernant l'état de la place Jehan-Steichen à Oberkorn, décrivant une situation chaotique avec des places de parking inutilement bloquées et des équipements urbains (panneaux et barrières) mal entretenus. Il étend ses observations au bâtiment voisin, l'ancien Maxim's.

En dernier lieu, il aborde un problème récurrent et significatif concernant la communication administrative: les difficultés persistantes dans la transmission des invitations et des rapports des commissions aux conseillers communaux, que ce soit par voie électronique ou par la plateforme Cloud. Il souligne particulièrement l'absence totale de documentation pour certaines commissions, comme celle de l'environnement et de la mobilité.

GUY ALTMEISCH (LSAP) reconnaît les dysfonctionnements dans la communication administrative et s'engage à effectuer un nouveau rappel auprès des services concernés, tout en exprimant une certaine frustration face à la persistance de ces problèmes malgré les rappels précédents.

Concernant le dossier du Maxim's, il apporte des précisions importantes en confirmant qu'une nouvelle entreprise a repris le projet et que les procédures administratives pour les permis de construire sont en cours. Il annonce que la démolition du bâtiment est programmée pour le printemps au plus tard.

Pour les questions relatives à la place Jehan-Steichen, il choisit de transmettre la parole à madame Charlé.

ZENIA CHARLÉ (LSAP) reconnaît les dysfonctionnements actuels liés aux barrières et explique que ces installations ont été mises en place spécifiquement en raison du chantier du Bock. Elle détaille la situation: face au chaos extrême

Questions

constaté autour de l'école dû à la présence massive de camionnettes, la décision a été prise de réserver 16 places de stationnement pour les véhicules de chantier pendant la journée.

Cependant, elle souligne que ce système présente des failles importantes: les places sont souvent déjà occupées quand les ouvriers arrivent le matin, les contraignant à se garer de façon anarchique, tandis que, paradoxalement, ces mêmes places se retrouvent libres le soir. Elle assure que la situation est bien identifiée et que des solutions concrètes ont été élaborées.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) intervient concernant la question des rapports de commission. Il interpelle directement le bourgmestre sur le non-respect de ses engagements, rappelant que la participation aux commissions leur a été retirée avec la promesse qu'ils recevraient néanmoins les rapports. Il souligne avec force que cette promesse n'est pas tenue, malgré les assurances initiales du bourgmestre.

Il met en évidence que les regrets exprimés à chaque réunion ne suffisent pas et ne permettent pas d'obtenir les informations nécessaires pour participer efficacement au conseil communal. Il place le bourgmestre devant une alternative claire: soit revenir sur sa décision initiale s'il ne peut tenir sa promesse, soit admettre que sa parole n'est pas fiable.

GUY ALTMEISCH (LSAP) explique, avec une certaine frustration, les limites de son pouvoir d'action, soulignant qu'il ne peut faire plus que d'exhorter les personnes concernées à accomplir leurs tâches. Il se dit ouvert à toute proposition constructive, mais admet que ses moyens de pression sont limités au dialogue et à la persuasion. Il évoque comme ultime recours la possibilité de remettre un ordre de justification pour manquement aux obligations de fonctionnaire.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK) suggère de revenir au système antérieur qui permettait à chaque membre d'être présent dans toutes les commis-

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci. Här Diderich.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Merci, Här Buergermeeschter. Ech wollt zur Äntwert vum Här Meisch soen, dass Dir eis versprach hat – Dir hat eis, zum Beispill, d'Kommissioun ewechgeholl an Dir hat eis versprach, mir géifen déi Rapporté kréien. An dat Versprieche haalt Dir net. An Dir waart iwwerzeegt, dass Dir dat hikréicht. An ech hat Iech vun Ufank u gesot, Dir kritt dat net hin.

Elo, an all Reunioun, déi mer hunn, bedauert Der dat. Dovunner kann ech mir awer näischt kafen an hunn ech net déi Informatiounen, déi ech brauch, fir an dësem Gemengerot ze sinn.

Dat heescht: Entweder Dir kommt zrëck zu Ärer Decisioun, wann Dir Äert Versprieche net hale kënn, oder Dir sot, dass op Äert Wuert net ze lauschten ass.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Dat do geet awer scho wäit! Also ech kann net méi maache wéi d'Leit opfuerderen. Wann Dir mir elo eng Propos macht, wat ech ka méi maache wéi d'Leit opfuerderen, fir hir Aarbecht ze maachen, sinn ech selbstverständlech bereet dat ëmzesetzen. Mee méi kann ech, mam beschte Wëllen, net maachen.

Ech hu keen anert Drockmëttel wéi dat, wat ech asetzen. Dass ech probéieren, meng Versprieche ze halen, dat gesitt Dir jo u menger Energie, mat där ech bei d'Leit ginn an hinnen dat nach eng Kéier rappelléieren. Mee, leider, hunn ech och net dee Moyen, méi ze maachen, wéi mat de Leit ze schwätzen, den Dialog ze sichen a se opzefuerderen, dat ze maachen.

Wa se dat net maachen, ass et ganz schwéier fir mech, eng aner Etapp anzuleeden. Ausser ech misst hinnen en Ordre de justification schreiwe fir deen Oubli oder fir dat, wat se als Fonctionnaire net maachen.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Ech hätt eng Propos.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Jo, maacht Dir mir eng Propos, Här Diderich. Gären.

GARY DIDERICH (DÉI LÉNK):

Maacht et wéi all déi Jore virdrun, dass jiddereen an all Kommissioun ka sinn. Da si mir net drop ugewisen, dass all eenzele seng Aarbecht mécht. Domat ass d'Recht garantéiert, dass all Fraktioun, déi hei an dësem Gemengerot vertraueden ass, equivalent gläichberechtigt informéiert ass.

Da braucht Dir Är Energie net méi do dran ze investéieren, wann Iech do d'Hänn anscheinend gebonne sinn, an Dir kommt awer deem Versprieche no, dass jiddereen déi Informatiounen huet, déi ee brauch, fir hei d'Dossieren ze traitéieren.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Dat gesot, wëll ech nach dem Här Meisch äntworten op de Parking Karro. Do misste verschidden Transformatiounen gemaach ginn, déi net a Relatioun stinn zu deem Resultat, wat mer géife gesinn, fir dee Parking public ze maachen. Soudass mer der Meinung sinn, deen op de Mount ze verlounen. Awer ech muss do soen, dass den Här Bertinelli un deem Dossier geschafft huet a mer momentan nach net all Dossier vum Här Bertinelli esou wäit sinn, nach net alles opgeschafft hunn. Mee mer sinn awer do drun an et ass eis och opgefall, dass mer do Ännerunge maache müssen. Dat dozou.

Mir haten deenen anere scho gekënnegt, wéi den Här Ulveling seet, deene vum Karro. Mee mir sinn amgaange mat deem Dossier a kucken, fir do eng Léisung ze fannen, déi fir all Mënsch akzeptabel ass.

Den Här Cillien, wannechgelift.

ERIC CILLIEN (DP):

Et sinn e puer Saachen, déi, leider, erëmkommen. Ech hat Iech schonn e puermol hei an dësem Gemengerot drop opmierksam gemaach, datt wierklech e richtege Wëllschwäin-Probleem besteet hannen am Haneboesch, an der Rue des Lignes. Do kommen d'Wëllschwäi bis op d'Strooss.

D'leschte Kéier hat ech der dräi begéint, owes spéit, dat ass net ideal. An d'Leit, déi do hir Gäert hunn, déi sinn och net wierklech glécklech driwwer, well déi maache wierklech alles vreckt.

Ech weess net, wéi eng Solutioun et kéint ginn. Ech hat dem Fierschter et scho gesot. Hien hat gemengt, et misst ee vläicht eng Kéier dann an de Magasin, den Diffmag schreiwen, datt d'Leit sollen oppassen, datt se och kee Knascht dohinner geheien, also hir Grimmelen an esou, näischt dohinner geheien.

Mee domat eleng gëtt et net manner Wëllschwäin. An et gëtt gesot, mer kënne se net schéissen, well et ass ze no bei den Haiser. Mee et muss awer iergendeng Léisung do ginn. Mer kënne jo awer net waarden, bis eng Surpopulatioun do ass, déi elo scho manifestement do ass, datt do näischt geschitt. Et muss awer iergendeppes kënne gemaach ginn. Also mer kënne jo net soen, mer kënne se net schéissen, an dann hu mer der herno op eemol Honnerten do ronderëmlafen. Dat ka jo awer och keng Solutioun sinn.

Ech hu Fotoen hei, ech kann Iech se weisen. Do si Lächer bei de Gäert, et ass Wansinn. Iergendeng Méiglechkeet muss et jo awer ginn. Also beim beschte Wëllen.

Dann déi zweet Fro: Virun e puer Méint hat Der gesot, et géife Kontrolle gemaach ginn, dass vläicht e mobbille Radar géif an d'Hiel stoe kommen oder och emol an déi aner Niewestroossen, déi d'Leit benotzen, well een effektiv een Trafick-Probleem huet. A wou d'Leit duerch d'30er-Zonen oft mat vill méi wéi 30 km/h fueren. Ech wollt froen, wou mer do dru wiere mat deem mobbille Radar, deen op déi verschidde Plaze sollt stoe kommen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech probéieren elo mol op d'Schwäin ze reagieren.

(Gelaachs)

Ech gleewen Iech, also ech zweiwelguer net un Äre Wieder. Ech gesi se och alt emol an de Woierweisen, wou se dann erofkommen aus dem Bësch. Déi Surpopulatioun vun de Wëllschwäin, dat ass een nationale Probleem. Ech mengen, et ass schwéier, deem Probleem bäizekommen. An d'Ursaachen dovunner, do si verschidde Fachleit, déi sech doriwwer streiden, fir d'Ursaache ganz kloerzestellen.

Ganz richtig ass et, dass an enger Lokalitéit net däerf geschoss ginn. De Legislatuer erlaabt dat net. Schwäi ginn och net ugezunn duerch Reschter vun Iesswueren, déi d'Leit dohinner tippen. Mir kënne natierlech en Opruff maachen am Diffmag, dass d'Leit näischt méi sollen dohinner geheien, fir dass se net ugezu ginn duerch Fudder. Ech ka mer zwar net virstellen, dass et duerch d'Fudder ass. Mee dat kënne mer awer maachen, dat ass awer kee Probleem.

Mir hunn nach, wéi gesot, vill aner Plazen. Iwwerall do, wou den Naturraum, wou eis Natur méi kleng gëtt, d'Mënsche sech ausbreeden, Plazen ewechhuelen, do kommen déi Béischten, déi gewinnt sinn, an déi Surpopulatioun, déi mer dann hunn an de Wëllschwäin, déi taucht dann do awer op.

Ech muss awer och soen, op där anerer Säit sti mer 14 Deeg oder dräi Woche virun der Ouverture vun der Juegd. A mer muss wëssen, dass awer am Land zirka, ech géif soen, ëmmerhin 12.000 bis 15.000 Wëllschwäi geschoss ginn. Soudass d'Populatioun awer deelweis staark, Gott sei Dank, staark reduzéiert gëtt. Well soss hätte mer dee Probleem nach manner am Grëff. An dass alleguerten déi Leit, déi Juegten hunn, sensibiliséiert sinn, fir dee Misär do. Zemoos iwwert déi Matière Surpopulatioun, déi zu Laaschte vun eiser Landwirtschaft geet an och zu Laaschte vu Leit, déi se op eemol dann am Gaart oder am Virgäertche sëtzen hunn. Dat ass net flott.

sions. Il argumente que cette solution garantirait l'égalité d'accès à l'information pour toutes les fractions représentées au conseil communal.

ERIC CILLIEN (DP) expose le problème croissant des sangliers dans le secteur du Haneboesch et de la rue des Lignes. Il relate son expérience personnelle, mentionnant sa rencontre avec trois sangliers en soirée, et souligne les dégâts considérables causés dans les jardins des habitants. Il rapporte les échanges avec le garde forestier qui suggère d'informer la population à travers le « Diffmag » pour éviter les dépôts de déchets alimentaires. Cependant, il exprime son scepticisme quant à l'efficacité de cette seule mesure face à la surpopulation de sangliers.

Il soulève le dilemme de l'impossibilité de tirer les animaux en raison de la proximité des habitations.

Il complète son intervention en s'enquérant des suites données au projet de contrôles radar dans les zones 30.

GUY ALTMEISCH (LSAP) reconnaît avoir lui-même observé ces animaux dans les Woierweisen et admet que la surpopulation des sangliers constitue un problème à l'échelle nationale.

Il confirme l'interdiction légale de tirer en zone habitée et propose, malgré son scepticisme sur l'efficacité de la mesure, de lancer un appel dans le « Diffmag » pour sensibiliser les habitants à ne pas déposer de nourriture.

Il souligne que les causes de cette surpopulation font l'objet de débats entre experts et qu'il n'existe pas de solution simple à ce problème.

Guy Altmeisch explique que la diminution des espaces naturels et l'expansion urbaine sont directement responsables de la surpopulation de ces animaux. Il précise que l'ouverture de la chasse est imminente, dans deux à trois semaines, et que le pays procède à l'abattage annuel de 12 000 à 15 000 sangliers, une mesure nécessaire pour contrôler la population. Sans cette régulation, la situation serait encore plus problématique. Il insiste

sur la responsabilité des chasseurs face à ce problème, qui impacte non seulement l'agriculture, mais aussi les propriétés privées.

Concernant la question du radar mobile, il avoue ne pas connaître l'état d'avancement du dossier. Il explique que le pays dispose de très peu de radars mobiles, ce qui génère une longue liste d'attente. Il souligne l'efficacité de ces dispositifs, mentionnant des chiffres impressionnants d'infractions constatées lors de leurs déplacements.

ZENIA CHARLÉ (LSAP) intervient sur le problème de la vitesse excessive dans les zones 30. Elle reconnaît la difficulté d'obtenir des radars mobiles et présente des solutions de rechange temporaires.

Elle propose notamment l'installation de mesureurs de vitesse indicatifs pour sensibiliser les conducteurs.

Dans le cadre du concept de sécurisation des chemins scolaires, elle suggère également le renforcement des passages piétons dans les zones 30, particulièrement sur les trajets empruntés par les écoliers. Ces mesures visent à ralentir la circulation en attendant l'obtention d'un radar mobile.

PAULO AGUIAR (DÉI GRÉNG) soulève la question des services d'écrivains publics et des consultations juridiques gratuites proposés depuis plusieurs années par la commune de Differdange. Il souligne le caractère bénéfique de cette initiative pour les citoyens ayant des difficultés avec la rédaction de documents ou la compréhension des procédures juridiques. Il demande un bilan de ces services depuis l'installation de la nouvelle majorité, compte tenu de l'évolution des besoins et de la complexité croissante des démarches administratives.

JERRY HARTUNG (CSV) annonce qu'une réunion est prévue le 1^{er} octobre 2024 avec madame Guerisse afin d'évaluer les services. Il rapporte que celle-ci est débordée et que la limite de trente minutes par personne, fixée par l'ancien collègue échevinal, s'avère souvent insuffisante pour traiter les demandes complexes. Pour alléger sa charge

Ech verstinn dat ganz gutt, mee do gött awer d'Zuel garantiert reduzéiert. Anescht weess ech net, wéi een deem Probleem kéint bäikommen.

Dat anert, zum mobile Radar: Ech weess, dass ech mengem Kolleeg, dem Fred, déi Zäit déi Adress ginn hat. Mee ech soen awer éierlech, ech weess elo net de Suivi vun deem Dossier.

Ech kann Iech driwwer informéieren, dass mer net ganz vill mobil Radaren hei am Land hunn – ech kann Iech de Chiffer net nennen – an dass d'Ufro vun deene mobile Radaren a Relatioun zu deene puer, déi mer hunn, immens grouss ass. A bis dass de do un den Tour kënns, muss de wierklech laang waarden.

An et ass ëmmer erëm ganz impressionnant, heiansdo zielen d'Kollege mer, déi Chifferen, déi dobäi erauskommen, wann déi mobil Radaren deplacéiert gi vu lénks op riets, also do komme Chifferen eraus, do gött et engem dronken, wéi vill Leit do opgeschriwwe ginn a wéi vill Leit do geknipst ginn. Wat jo dann och eng gutt Saach ass, déi Repressioun, déi do geschitt. Mee ech ëmfroe mech awer nach eng Kéier, mat der Madamm Charlé zesammen, wéi wäit mer do sinn a wou mer op där Waardelëscht stinn, fir Iech virun um Lafenden den ze halen.

SCHÄFFEN ZENIA CHARLÉ (LSAP):

Mir haten déi lescht Zäit doriwwer geschwat, well insgesamt an den 30er-Zonen ze séier gefuer gött. Wou mir versichen, deem entgéintzewierken. Wéi den Här Guy Altmeisch seet, mat de mobile Radaren, dat ass net esou einfach.

Mee mir hunn awer verschidden Iddien, wat deemnächst ka gemaach ginn. Dat wäert si mat Vitess-Miesser, déi uweisen, mat wéi vill ee fiert. Wat d'Leit vläicht schonn e bëssen ofbremst. Mam Konzept vum séchere Schoulwee – an deene Géigenden ass jo oft och e Schoulwee an den 30er-Zonen – versiche mer ze verstärke mat Zebrasträifen, wat insgesamt e bëssen ofbremst an ee vläicht e bësse méi lues fiert. Fir einfach temporär eppes ze maachen, bis een eng Kéier un den Tour vum Radar da kënnt.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Madamm Charlé. Da géif ech d'Wuert ginn un den Här Aguiar, wannechgelift.

PAULO AGUIAR (DÉI GRÉNG):

Merci. La commune de Differdange propose depuis plusieurs années des services d'écrivain public ainsi que des consultations juridiques gratuites pour ses habitants. Ce qui est une initiative extrêmement bénéfique pour les citoyens ayant des difficultés à rédiger des documents ou à comprendre certaines procédures juridiques.

Cependant, compte tenu des évolutions des besoins et de la complexité des démarches administratives, pourriez-vous nous informer du bilan de ces services depuis l'élection de la nouvelle majorité ? Merci.

SCHÄFFE JERRY HARTUNG (CSV):

Merci. Grad an deem Kontext hu mer nächsten Dënschdeg, den 1. Oktober 2024, eng Reunioun mat der Madamm Guerisse, fir dat e bëssen ze kucken. De Feedback, dee mer bis elo kruten, dat ass, datt si méi wéi debordéiert ass. Si dierf maximal 30 Minutte fir eng Persoun opréngen. Dat war jo vum viregem Schäfferot esou decidéiert. Si seet, datt dat awer net ëmmer ganz opportun ass. Well ech menge Leit, besonnesch mat esou Ufroen, do brauch een heiansdo e bësse méi laang Zäit.

Wat een och muss soen, fir se e bëssen ze entlaaschten, well se eeben och elo dee ganze juristeschen Deel dobäi kritt hunn, hu mer am Service vivre ensemble am Accueil eng Persoun virun e puer Méint agestallt, déi si entlaaschte soll, zum Beispill fir d'Iwwersetzung. Wat elo keng zertifizéiert Iwwersetzung ass, mee einfach, wa Leit froen, wat dat heescht, wéi d'Prozedur ass. Wat och Sënn mécht, well jo do och nach déi aner Servicer – Jeunesse, Senioren, Égalité des chances an den Job Center – setzen, wat hinnen dann och mol ka weidergeleet ginn.

An deem Kontext hu mer nächsten Dënschdeg déi Versammlung, fir ze

kucken, wéi mer dat nach besser opdeele kënnen. Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Merci, Här Hartung. D'Madamm Pregnò huet d'Wuert, wannechgelift.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG):

Villmools merci fir d'Wuert. Ech hunn zwou Froen. Woubäi eng scho virdrum vum Här Diderich avancéiert gouf. D'Fro nom Organigramm: Ass et méiglech, en aktualiséierten Organigramm ze kréien? Well jo, wéi den Här Diderich scho sot, awer eng ganz Rei Changementer virgeholl goufen a mer e bëssen d'Iwwersiicht do verluer hunn. Ech mengen, Dir hat mat Jo geäntwert. Dann ass dat jo e Versprieche, wat Der anhale wäert. Da soe mer Merci.

Déi zweet Fro, déi betrëfft de Projet Fëscherei-Weier. Déi geet da warscheinlech éischter un d'Madamm Charlé, ech weess net, wéi dat elo opgedeelt ass. Ech wollt emol froen, wat do d'Suite sinn.

Et war jo eng Biergerversammlung virum Summer. Wou, laut der LSAP – den Här Muller sot jo virdrum, dass op Biergerversammlungen awer vill géif op d'Bierger gelauschtert ginn. Ech war selwer do, do waren awer d'Avancééën oder d'Propose vun de Bierger awer éischter negativ konnotéiert, wat dee Fëscherweier ugaangen ass.

Ech wollt emol froen, wat Är Konklusioun vun där Biergerversammlung sinn. Wat hutt Der erausgezunn? Wou ass dee Projet oder den Avant-Projet drun? Gëtt et een? Kënne mer dee gesinn, wann et ee gëtt?

An da wollt ech awer nach eng Kéier drop hiweisen, dass gëschter en Artikel am Tageblatt war: „Immer mehr Vogelarten gefährdet“. Dir hutt dee vläicht gelies oder vläicht och net. Op jidde Fall steet dran, dass d'Lëscht vun de Bréivillercher, et immens erschreckend wär, wat de Bestand ugeet. An do gëtt och ee waarmen Appell un d'Politikgemaach. Do steet nämlech: „Ganz wichtig ist es, die Lebensräume der Vögel zu erhalten. Hier ist auch die

Politik gefordert“, vun der Madamm Felten, der Direktesch vun Natur & Ëmwelt.

Ech weess, Här Altmeisch, Dir gesitt ni ee Buedembréier do. Ass natierlech och schwierig, wann een eréischt geet, wann d'Wise geméit sinn, da sinn d'Villercher schon net méi do. Si waren do. Si komme sécherlech och zrëck, wann Der hinnen Areal gitt, fir sech ze entwëckelen.

Ech kann Iech den Artikel gären hei loossen, falls Der en net konnt lesen oder Dir, Madamm Charlé. Et ass ganz interessant ze wëssen an ze lesen, ze kucken, wou mer dru sinn hei zu Lëtzebuerg. An och erschreckend, wann ee géif bedenken, dass Déifferdeng, déi awer als naturno Gemeng, Gemeng, déi sech ëmmer erëm op de Fändel schreift, dass se gréng ass, dass se esou vill schéi Bëscher huet, esou eng schéin Natur, esou eng aarteräich Ëmwelt huet, awer deene Villercher de Liewensraum ewechhuele géif.

(Ënnerbriechung)

Jo ooh. Merci fir d'Konnotatioun, Här Ulveling. Ech ginn ëmmer erëm gäre musikalesch ënnermoolt.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Ech géif der Madamm Charlé virgräifen, well ech jo op där immens interessanter Biergerversammlung war. Ech hat zwou an eng hallef Stonn nogelauschtert, sinn dunn e bëssen aggresséiert ginn, wéi ech erausgaange sinn, wat ech net ganz flott fonnt hunn. Well ech sinn awer, mengen ech, ee Mënsch, dee jiddwerengem seng Meinung respektéiert. An ech probéieren, de Mënsch och ëmmer ze respektéieren, och wann en net menger Meinung ass. Da ginn ech awer net ausfalend. Do waren awer Leit, déi vis-à-vis vu mir ausfalend gi sinn. Ech ginn net an den Detail, dat waren och keng Leit, déi heibanne sinn oder déi ech normalerweis begéinen. Dat war net dat.

Well do verschidde Poleemiken ugeschwat gi sinn, sief dat d'Waasserqualitéit, sief dat de Liewensraum vun där Villercherswelt oder déi Bodenbrüter, hunn ech Kontakt opgeholl mat der

de travail, notamment depuis l'ajout du volet juridique, il mentionne le recrutement récent d'une personne au service vivre ensemble, qui assiste pour les traductions non certifiées et oriente les citoyens vers les services appropriés, tels que la jeunesse, les seniors, l'égalité des chances ou le Jobcenter.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG) formule deux demandes distinctes.

Elle commence par solliciter un organigramme actualisé, rejoignant la requête précédente de monsieur Diderich, en raison des nombreux changements effectués, qui ont rendu la structure moins lisible.

Sa deuxième question concerne le projet « Fëscherei Weier », s'adressant particulièrement à madame Charlé.

Elle s'enquiert des suites données à la réunion citoyenne de l'été, notant que les propositions des citoyens avaient été majoritairement négatives. Elle demande des précisions sur l'existence et l'accessibilité d'un éventuel avant-projet.

Elle conclut en évoquant un article récent du « Tageblatt » sur les espèces d'oiseaux menacées, particulièrement les alouettes. Elle souligne l'appel de la directrice de Natur & Ëmwelt concernant l'importance de préserver les habitats des oiseaux et s'interroge sur l'engagement environnemental de Differdange, qui se présente comme une commune verte, mais pourrait contribuer à la destruction d'habitats naturels.

GUY ALTMEISCH (LSAP) relate en détail sa participation à la réunion citoyenne, qui s'est étendue sur deux heures et demie.

Il exprime son mécontentement concernant un incident survenu à sa sortie, où il dit avoir été verbalement agressé par des personnes qu'il ne connaît pas. Il souligne son attachement au respect des opinions d'autrui, même en cas de désaccord, et regrette ce comportement inapproprié à son égard.

À la suite des diverses polémiques soulevées lors de cette réunion, notamment concernant la qualité de l'eau et la préservation de l'habitat des oiseaux, particulièrement les espèces nichant au sol, il a pris l'ini-

Questions

tiative de contacter la station naturelle de Kockelscheuer, où travaillent quatre ornithologues qualifiés. Il a notamment organisé une visite sur site avec madame Charlé et monsieur Maquet, un expert du domaine, environ sept à huit semaines avant son congé.

L'expert a fourni une évaluation très positive du site de Lasauvage, soulignant que la zone, avec ses nombreux hectares de forêt environnante, constitue un habitat idéal pour les oiseaux. Il a particulièrement insisté sur le fait que la petite prairie en question ne posait aucun problème pour les oiseaux nicheurs au sol ni pour l'avifaune en général. Le bourgmestre a demandé et finalement reçu un avis écrit confirmant cette évaluation au début de la semaine.

Il mentionne également avoir obtenu une confirmation importante de l'Administration de la gestion de l'eau concernant le point de détournement d'eau. Cette confirmation révèle qu'une autorisation, qui n'avait pas été demandée il y a dix ans lors de la création du biotope par l'ancien collègue échevinal, a été régularisée par la nouvelle administration.

Pour répondre aux rumeurs concernant la toxicité de l'eau et la dangerosité présumée de la consommation des poissons, il a fait procéder à une analyse par un laboratoire indépendant, dont les résultats ont réfuté ces allégations. Il annonce son intention de présenter le dossier complet, accompagné de toutes les pièces justificatives, d'abord à la Commission de l'environnement, en collaboration avec monsieur Scacchi, puis au conseil communal.

Il conclut son intervention par une anecdote personnelle sur une visite du site sous un orage imprévu, soulignant que, malgré ces conditions difficiles, l'équipe a pris le temps nécessaire pour effectuer une inspection approfondie avec le spécialiste.

ZENIA CHARLÉ (LSAP) prend la parole pour confirmer sa participation à deux visites distinctes des étangs avec le bourgmestre. Elle valide les propos de son collègue et mentionne avoir pris connaissance

Naturstatioun op der Kockelscheier, wou véier Ornithologe sëtzen, déi ee kann uruffen, wou ee Kontakt ophuele kann.

Do hunn ech Kontakt opgeholl mat engem Här Maquet, an do hunn ech mat der Madamm Charlé zesummen eng Visite des lieux gemaach, mat deem Expert. Dat war viru mengem Congé. Viru siwen, aacht Wochen hu mer deem de Site gewisen. An deen Expert huet mir gesot: „Ma hätte mir am Land iwverall esou vill Plaze fir d'Villercher wéi Dir se hei zu Lasauvage um Weier hutt. Wann ech kucken, wéi vill Hektar Bësch Dir hei ronderëm hutt, an da schwätzt Dir vun där klenger Wiss do. Dat ass jo guer kee Problem fir d'Bodenbrüter, dat ass och kee Problem fir d'Vullewelt.

Du sot ech: „Ech si frou esou eppes ze héiere vun engem Expert. Gitt mir dat schrëftlech, wannechgelift.“ An dee Mann huet mir dat och ginn. Ech sinn elo 14 Deeg aus dem Congé erëm, hat de Mann nach eng Kéier kontaktéiert, well ech kee schrëftlechen Avis kritt hat. Mee ech hunn deen Avis effektiv elo uganks der Woch kritt. An ech hunn en Avis kritt vum Waasserwirtschaftsamt, vun där Plaz, wou mer Waasser ofzweigen. An deen huet mer och confirméiert, dass virun zéng Joer, wéi de Biotop geschaf ginn ass, dass déi Autorisation net ugefrot ginn ass, déi Zäit vum Schäfferot. Mee dass si awer frou sinn, dass deen neie Schäfferot déi Ofzweigplaz awer elo offiziell ugefrot huet. Wou mer och een Accord kritt hunn.

Mir hunn och eng Analys vum Waasser maache gelooss, well mol am Raum zu Lasauvage gejaut ginn ass, et wier vergëft oder dat wier geféierlech, déi Fësch do ze iessen, well dat Waasser net deementspriedend gutt wier. Dee Bewäis hunn ech och, dat ass widderluecht mat enger Analys vun engem onofhängege Laboratoire. Soubal ech den Dossier komplett hunn, hunn ech och mam Här Scacchi vun der Ëmweltkommissioun ausgemaach, dass ech dee kompletten Dossier mat alleguer de Schrëftstécker der Kommissioun presentéiere wäert.

An da wäert ech mer eng Freed draus maachen, dat hei am Gemengerot ze presentéieren, am Respekt mat deenen

Datumen, déi ech vun deene Fachleit proposéiert kritt hunn, wéi wou wéini wie schützt. An da wäert ech Iech dat am Detail presentéieren.

Nach ee flotte Saz derzou: Wéi mer zu dräi d'Descente gemaach hunn op d'Weieren, wéi mer wäit vun den Autoen ewech waren, si mer an en Donnerwieder geroden. Wou mer heemkomm sinn, ware mer gutt plätschnaass, well mer vergiess haten, Reegezei matzehuelen. Mee dat huet eis awer näischt ausgemaach, mir hunn eis awer dofir déi néideg Zäit geholl gehat, fir do ze kucke mat deem Spezialist, sur place, ëm wat et géif goen.

Dee Mann war méi wéi fein, super Erklärungen. Den Text, deen ech elo dobanne leien hunn, dee wäert ech kopéieren. Ech wäert dee mat an d'Ëmweltkommissioun huelen an deene Leit dat virstellen, wat déi Experte mir gezielt hunn, an dann zu enger Konklusioun zesumme mat der Ëmweltkommissioun kommen.

LAURA PREGNO (DÉI GRÉNG):

Merci.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Madamm Charlé, hutt Dir nach eppes ze soen zu eisem éischten Ausfluch, dee mer haten?

SCHÄFFEN ZENIA CHARLÉ (LSAP):

Et war ee schéine gemeinsamen éischten Ausfluch. Duerno hate mer jo nach een zweeten. Mir si jo ëmmer bei de Weieren zu zwee ënnerwee. Ech ka just ënnersträichen, wat Dir gesot hutt. Ech hat och déi Saache gelies, déi den Här erageschéckt huet. Wann dat komplett ass, si mer do, fir dat ze presentéieren.

BUERGERMEESCHTER GUY ALTMEISCH (LSAP):

Jo, mir ware gemeinsam op déi aner Weieren, déi vum SICONA proposéiert goufen, op de Vesquenhaff an an d'Gäert zu Uewerkuer.

Questions

Da géife mer vun der Séance publique an d'Non-publique iwwergoen. Ech géif eisen Techniker bidden, d'Technik auszuschalten, an da géife mer zu de Personalfroe kommen.

des documents fournis par l'expert. Elle se dit prête à participer à la présentation du dossier une fois que celui-ci sera finalisé.

GUY ALTMEISCH (LSAP) *conclut la séance publique en évoquant leurs visites communes aux autres étangs proposés par le SICONA, notamment au Vesquenhaff et aux jardins d'Oberkorn.*



STEEL RUN 2025 : INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

Coueurs confirmés ou simplement désireux de vous surpasser, le 14 septembre 2025, le Steel Run est la course un peu folle à ne surtout pas manquer. Sortez votre tenue de sport, ou mieux votre déguisement, et laissez vos foulées vous guider dans des lieux de Differdange où rarement les coureurs peuvent s'aventurer !

Infos pratiques

- Départ à 15 h
- Distance de 11 km
- Hommes et femmes, adolescents et adultes, de 14 à 99 ans



SERVICE KRANK KANNER DOHEEM



BETREUUNG VU KRANKE KANNER DOHEEM
GARDE D'ENFANTS MALADES À DOMICILE
BETREUUNG VON KRANKEN KINDERN ZU HAUSE



TEL.: 48 07 79
WWW.SKKD.LU
INSCRIPTION EN LIGNE



Le Service « Krank Kanner Doheem » est financé par la participation des parents, des dons et par une convention entre Femmes en Détresse a.s.b.l. et le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Youth & Work



Berodung bei
Orientéierung
Ausbildung
Aarbecht

Conseil
Orientation
Formation
Emploi

info@youth-and-work.lu

www.youth-and-work.lu



26 62 11 41

